

idées

LES GRILLES DU TEMPS

Un entretien avec Henri Laborit II. — Fonction et pouvoir de dominance

Dans la première partie de cet entretien, Henri Laborit a expliqué comment les découvertes biologiques pouvaient éclairer les phénomènes de société, puis il a parlé de l'angoisse et de « trois mots dangereux » : liberté, égalité, fraternité.

« Selon vous, aujourd'hui, le pouvoir est fonction de l'information spécialisée. C'est-à-dire que vous appelez les « dominances ». Mais, est-ce qu'il n'en a pas été toujours ainsi ? Qu'y a-t-il de nouveau par rapport aux siècles précédents à cet égard ?

— Le premier homme qui a cassé des cailloux aurait pu en faire de petits tas. A partir du moment où il a réalisé un algorithme particulier, il a informé la matière en la taillant d'une certaine façon : il a créé l'information technique. De même quand on a découvert l'élevage et l'agriculture, c'était une information formidable puisque c'était la première fois qu'on mettait l'énergie solaire à l'aide, en forme, c'est-à-dire dépendante de l'imagination humaine.

« Mais c'était très empirique, on ne le savait pas. L'évolution technique a été extrêmement lente et cette information technique est restée à l'échelle de l'homme à se protéger, à mieux vivre, à augmenter son bien-être.

« Très rapidement, grâce à cette information technique, on a fait des armes plus efficaces, moyennant quoi, avec cette matière et cette énergie transformées, on a fabriqué des objets, des objets marchands qu'on a pu échanger des réserves et des objets gratifiants, facilitant la vie et le plaisir. C'est ainsi qu'est née la notion de propriété. Il a fallu la défendre avec des armes

plus efficaces. Pour conserver la gratification, jusqu'au Moyen Âge et même au-delà, il valait mieux savoir être un grand coiffeur et porter correctement le haubert et le haume pour assurer sa dominance.

« La grande transformation est apparue, lorsque avec Denis Papin ou James Watt, suivait que l'on était Français ou Anglais, on s'est aperçu que la vapeur était une façon d'utiliser une énergie thermique et que l'on pouvait faire des machines. A partir de ce moment-là, et c'est le début de la civilisation industrielle, les machines ont fait beaucoup d'objets, en peu de temps, beaucoup plus d'objets qu'un artisan avec ses mains et l'information introduite dans son cerveau par l'apprentissage.

« Comme c'est la possession de la marchandise qui permet d'établir le pouvoir, on a vu progressivement passer — et c'est typique des pays de l'Est — la dominance des mains du capitaliste aux mains du technocrate ou du bureaucrate, c'est-à-dire de celui qui sait organiser l'utilisation des machines ou qui les invente ou qui sait les faire fonctionner.

« On ne s'est pas rendu compte de ce passage très progressif. Le pouvoir est effectivement lié, chez l'homme, à la quantité d'informations techniques qu'il apporte.

« Il y a, au reste, une confusion au sujet de la Science, avec un grand S, qui a toujours été une science de la thermodynamique, sans qu'on se rende compte que, depuis trente ans maintenant, la science du vivant a commencé à s'établir. Celle-ci nous permet de savoir comment nous fonctionnons, de commencer à deviner tous les traquenards dans lesquels nous sommes entrés au début du néolithique, alors que nous avons toujours couvert d'un discours logique les comportements pulsionnels ou automatisés du fait de la culture et strictement inconscients.

« Je suis a-moral »

— Vous avez écrit un Eloge de la fuite en pensant peut-être à l'éloge de la folie d'Erasme. Pour vous, la créativité découle du désir inconscient de fuite devant la mort. Mais n'est-ce pas là tout de même ce que l'appelleraient les occidentaux « centristes ». Le sens hégélien pratique plutôt l'amoralisme. Il n'a pas tellement envie de créer, ce qui confirme votre théorie mais ne répond pas à la question fondamentale : faut-il rechercher la puissance ou la sagesse, c'est-à-dire au fond, quelle est votre morale pour notre temps ?

— La morale, je n'ai aucune morale. Je suis amoral avec un « a » privatif, en ce sens que pour moi la morale est toujours un règlement de manœuvre imposé par une société, d'une certaine

région de la planète à une certaine époque. Or, le règlement de manœuvre, j'ai passé quarante ans dans la vie militaire, je sais ce que c'est, j'en ai jusqu'ici.

« Je ne peux pas parler d'éthique non plus parce que c'est encore un jugement de valeur, si bien que j'essaie pour moi de comprendre, et c'est cette compréhension qui me permet d'avoir un code de l'action.

« Alors, pouvoir, sagesse. Pouvoir : je crois qu'il ne faut surtout pas confondre les connaissances des grandes lois qui gouvernent la nature et maintenant des grandes lois qui gouvernent ce qui est en dedans de nous et, en particulier, notre système nerveux, avec ce qui découle de ces lois, à savoir une technologie qui aboutit, dans l'ignorance de ce que nous sommes, à des pouvoirs, à des dominances.

« Si vous voulez, pour me faire comprendre, bien sûr que si l'on avait pas eu Einstein et la relativité, on n'aurait pas débouché sur la bombe atomique. Est-ce qu'on peut vraiment en vouloir à Einstein du fait que la bombe atomique a été utilisée contre les Japonais à Hiroshima, non, je ne pense pas. Pourquoi l'a-t-on utilisée ? C'est parce que nous étions et nous sommes encore, en tout cas, la majorité de contemporains, strictement inconscients des motivations qui nous poussent à agir.

« Bien sûr, il y a eu Freud qui a été une étape, une grande étape, mais il faut bien avouer que l'inconscient était, par définition, inconscient. Il n'était pas obligé de le croire, ce que la biologie comportementale moderne et la neurophysiologie moderne apportent, c'est une efflorescence extraordinaire de travaux dans le monde entier ; elles apportent des bases expérimentales, c'est-à-dire « reproductibles », des choses qu'on peut refaire suivant un protocole précis, et qui donne une conscience matérielle et informatique à ce qui n'était jusqu'ici que langage ou intuition géniale.

— Freud vous paraît donc dépassé, et Marx, dans quelle mesure paraît-il dépassé, aujourd'hui ?

— Dépassé, je n'aime pas dire dépassé parce qu'il y a toujours derrière le mot « dépassé » une insuffisance. Bien sûr qu'il y a insuffisance. Marx ne connaissait pas la théorie de l'information. La théorie de l'information date de 1948 avec le mémoire de Shannon (1), et encore, il faut

la transformer très profondément pour l'utiliser en biologie, par exemple, et la cybernétique, bien sûr. Marx ne la connaissait pas.

« On fait de ces grands hommes (Marx, Freud) des grands prêtres, des messies, et il en est sorti un dogme et vous ne pouvez plus toucher à ce dogme. Vous voyez, j'ai une photo de Pasteur, dans ce laboratoire, bien sûr, tout le monde est pasteurien, mais est-ce que Monod, Jacob et Lwoff auraient pu faire un travail intéressant, s'ils avaient continué à mettre des microbes autotrophes aspirographes et ayant rejoint, en une ou plusieurs générations, le sous-prolétariat qu'on appelle aussi maintenant qu'on appelle (1). La plupart d'entre eux ne sont pas devenus pasteurs. Ils sont nés pasteurs et condamnés depuis leur naissance à accumuler tous les handicaps, à se voir privés de tous les droits de sous-habitat. La misère quotidienne, l'espérance de vie inférieure à celle de la moyenne de 1950. Puis l'insupportable. L'absence d'entente sur dix accords à la maternité, un sur vingt au niveau du certificat d'études

vous avez, vous croyez, petit bourgeois, petit intellectuel bourgeois, que vous allez transformer Marx ? Mais oui, parce qu'il y a à transformer Marx, comme il y a à transformer Freud, et à transformer Freud, et à transformer Pasteur, et à transformer Pasteur.

— Le sens des hiérarchies, je l'ai noté dans un de vos ouvrages, vous parlez la maladie la plus dangereuse des sociétés humaines. Ah ! oui !

Le pouvoir est une force contraignante

— Vous êtes donc un farouche partisan de l'autogestion ?

— Ah ! oui ! Je vais assez fréquemment en U.R.S.S., et à un congrès j'ai rencontré un physiologiste yougoslave qui est un homme charmant, qui parle très bien le français, et bien que pendant huit jours nous avons discuté ensemble de l'autogestion, il était très autogestionnaire. Il m'a dit : « On a loupé notre autogestion ». On a essayé de comprendre pourquoi et on est tombé encore sur cette notion de hiérarchie.

— Est-ce que la hiérarchie ne se reconstruit pas par tous les moyens, quelles que soient les précautions que l'on prend pour ne pas la retrouver ?

— Je crois que oui, et cela retombe sur la notion de pouvoir. D'abord, pour moi, le pouvoir est entre les mains de la personne qui a à sa disposition l'utilisation de la police et de l'armée. Bien que scientifique, un Galilée n'avait pas de pouvoir. Il a même été mis en prison, et c'est un jury, lequel n'y connaissait rien, qui l'y a mis. Pourtant, la Terre tourne. Donc le pouvoir, c'est une force et la vérité expérimentale, la vérité, entre guillemets, toujours temporaire et passagère, ne sont pas des pouvoirs.

« Mais je crois surtout qu'on confond pouvoir et fonction. Et c'est cela qui a toujours été horriblement dangereux. Le seul polytechnicien vrai, c'était l'homme du paléolithique. De plus en plus, jusqu'à la société de ce « travail en miettes », pour reprendre la terminologie de Friedmann que je cite souvent, qui a commencé au début du néolithique, la fonction au sol a permis que chaque individu ait une spécialité, c'est-à-dire une fonction dans un organisme à un niveau d'organisation supérieur qui était celui du groupe social.

« Cette fonction n'a aucune raison d'être liée à un pouvoir, mais étant donné que toutes les sociétés, inconsciemment, se sont établies sur une structure de dominance, on a toujours favorisé et donne un pouvoir à certains rôles qui étaient indispensables au maintien de la structure de dominance du groupe social.

« Par exemple, pour me faire comprendre, quand je vais chez mon garagiste, lorsque ma voiture est en panne, il a un pouvoir considérable, et l'ouvrier mécanicien qui remet les bougies aux roues de ma voiture, il a un pouvoir considérable sur mon existence parce que je peux avoir

un accident très grave. Croyez-vous qu'un pilote de Boeing n'a pas de pouvoir lié à sa fonction ?

« Quand j'étais chirurgien, j'étais la vie d'un malade entre mes mains, ce qui d'ailleurs, à l'époque, où je ne comprenais rien à la chirurgie, portait de la clinique, c'est un notable, c'est-à-dire que narcissiquement il est satisfait, on se découvre sur son passage. La plupart du temps d'ailleurs, il termine dans la politique comme conseiller municipal, puis comme maire et ensuite député, etc.

« Finalement on lie une fonction, qui n'est qu'une fonction, à un pouvoir de dominance parce qu'en particulier, je le disais tout à l'heure, tout technicien devient de plus en plus indispensable à une société dont la seule fonction et les hiérarchies s'établissent sur la production de marchandises.

« Les professions libérales sont là pour protéger et organiser cette activité, l'armée pour la défendre et l'ingénieur, et le technicien aussi. Effectivement, on leur donne la Légion d'honneur ou la croix du mérite, ils ont un avantage hiérarchique, et vous savez très bien qu'il vaut mieux sortir de Polytechnique, que de Centrale et de Centrale que des Arts et Métiers et des Arts et Métiers que d'une école technique pour assurer son avancement. Parce que, justement, dans cette succession d'écoles, de grandes écoles dont je viens de parler, l'abstraction grandit dans l'information professionnelle, et qu'avec quelques formules de physique, de mathématiques on peut faire des machines, qui feront à leur tour beaucoup de marchandises et établiront un pouvoir.

« Ce pouvoir, c'est celui de l'individu dans le groupe social, c'est celui aussi du groupe social par rapport à d'autres groupes sociaux, ou classes sociales et vous voyez. Au reste, les classes sont tellement mélangées que je ne sais plus si on doit en parler. De même, y a-t-il recherche de dominance entre nations, entre blocs de nations, entre l'Ouest et l'Est, etc. On ne sort pas de cette notion de dominance et de pouvoir établissant des systèmes hiérarchiques.

Propos recueillis par PIERRE DROUIN.

(1) Mathématicien américain né en 1916, et qui professa ensuite à l'université de Princeton (N.D.R.L.).

LES FAIBLES ET LES FORTS

par ALFRED GROSSER

Où, notre société est inégalitaire. Oui, il faut la démocratiser. Mais non sans s'être vraiment interrogé sur l'origine et le mesure des inégalités de pouvoir. Le meilleur leçon de procédure est peut-être de regarder d'abord vers les plus faibles.

Ils sont environ deux millions en France. Parmi eux, une majorité de familles françaises et des familles d'origine étrangère, déracinées et ayant rejoint, en une ou plusieurs générations, le sous-prolétariat qu'on appelle aussi maintenant qu'on appelle (1). La plupart d'entre eux ne sont pas devenus pasteurs. Ils sont nés pasteurs et condamnés depuis leur naissance à accumuler tous les handicaps, à se voir privés de tous les droits de sous-habitat. La misère quotidienne, l'espérance de vie inférieure à celle de la moyenne de 1950. Puis l'insupportable. L'absence d'entente sur dix accords à la maternité, un sur vingt au niveau du certificat d'études

primaires. Pas assez d'instruction pour accéder à la formation professionnelle. Ignorance et sous-emploi ne permettent pas au jeune adulte de sortir du ghetto social. Ses enfants, à leur tour...

Pour qu'ils puissent s'en sortir, collectivement plus encore qu'individuellement, il leur manque tous les pouvoirs : l'argent, la parole, le bulletin de vote « aggloméré » du groupe qui impressionne le gouvernement et partis (on est souvent même pas recensé), les représentants qui mènent le combat pour la reconnaissance du groupe, l'instrument de travail permanent dont on peut se servir pour faire pression grâce à la menace de grève. L'absence cumulée de tous ces pouvoirs ne prive pas aussi du pouvoir de se faire connaître et reconnaître grâce aux moyens d'information. L'accès aux médias est barré aux plus démunis condamnés à demeurer ainsi les plus ignorés.

Les puissants

Ceux-là sont à coup sûr des victimes de l'inégalité. D'autres en sont manifestement des bénéficiaires. Les puissants de l'argent et du pouvoir social, ils sont nés privilégiés grâce à l'héritage matériel et culturel. Ils sont traités avec déférence par l'administration et par la justice. S'ils négligent la sécurité des ouvriers sur lesquels ils ont pouvoir, ils sont traités avec mansuétude. S'ils accroissent leur richesse et leur pouvoir par la fraude, ils s'en tirent bien, alors que des coupables moins coupables, mais moins puissants, sont durement frappés. Quand vient la crise, leur risque personnel est faible. Ils peuvent même parfois garder le secteur rentable de leurs entreprises et faire racheter les autres par l'Etat, donc par l'ensemble de leurs concitoyens moins puissants qu'eux.

Dans la vaste zone qui se situe entre les totalement démunis et les surpuissants, les choses sont moins simples. Ainsi pour le pouvoir de dire non : on l'a, sans considération du nombre, dès lors qu'on fait partie d'un groupe social identifié comme tel et qu'on dispose d'un produit jugé nécessaire. Il y a environ cinq millions de vieillards de plus de soixante-dix ans en France. Beaucoup plus que de boulangers et de bouchers. Or

ceux-ci ont un pouvoir que n'ont aucunement ceux-là.

Pour rendre la société plus égalitaire, le mouvement ouvrier a conquis des droits qu'il a aujourd'hui, donne à leur tour naissance à d'énormes inégalités. Surtout le droit de grève, si sanctifié qu'on n'ose même plus évoquer les énormes injustices qu'il crée ou qu'il perpétue. Chry e-t-il de commun entre les grèves du désespoir à Thionville, destinées à sauver toute une région du chômage en chaîne, et le grève des pilotes qui, pour protéger leur situation déjà privilégiée, se servent sans hésitation apparente de leur double pouvoir : celui d'être irremplaçables et celui de causer un dommage énorme ?

Entre une grève à l'E.D.F. et une grève dans l'industrie de la chaussure impliquant la même nombre de grévistes, il existe une différence qu'entre une bombe atomique et un vieux canon. Le résultat, c'est que les détenteurs de situation déjà matériellement privilégiées (les informaticiens par exemple) sont en meilleure posture, ont plus de pouvoir pour défendre l'acquis ou obtenir d'avantage, du seul fait que leur emploi comporte une plus grande capacité de bloquer ou de nuire.

L'avantage majeur

Le plus grand avantage qu'on puisse avoir en 1977, c'est d'être certain de conserver son emploi. Avantage matériel et psychologique. Avantage aussi en termes de pouvoir : quand votre syndicat peut menacer et agir sans faire courir à ses membres ni le risque de la perte de l'emploi ni celui de l'effondrement de l'entreprise, il possède une énorme supériorité sur ceux qui représentent des secteurs moins privilégiés.

Un autre droit justement conquis est précisément le pouvoir de représentation. Il n'est pas sans faire problème. Conçu pour lutter contre les « jaunes », n'aboutit-il pas souvent, à travers le monopole de la représentation (menifesté fréquemment dès le dépôt des candidatures aux élections professionnelles), à un monopole de la parole ? Et cela dans les deux directions : la parole adressée aux autres pouvoirs et la parole adressée aux membres du groupe qu'on représente ?

Un des meilleurs exemples à développer serait la veste sociale qu'est le monde de l'école, du collège, de l'université. Il serait intéressant de monter de quels pouvoirs les appareils syndicaux disposent à la fois face à l'Etat (dont les enseignants ont pourtant partie à qui représente la collectivité qu'ils sont supposés servir) et face

aux enseignants dont les syndicats sont pourtant en principe l'amanation.

Démocratiser notre société c'est évidemment abolir des inégalités et des injustices criantes. Pour cela, il faut aider les plus défavorisés à accéder aux pouvoirs de la parole, du savoir, de la représentation.

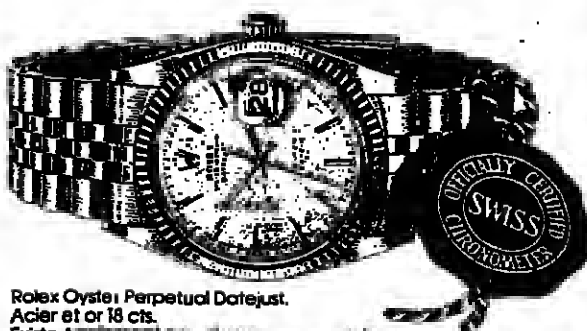
Démocratiser notre société, c'est soumettre les surpuissants à la loi commune. On y parvient le mieux par l'action collective et organisée. Mais le gain est limité si le pouvoir des appareils prend la place du pouvoir de l'argent. Et l'uniformisation des statuts sous le contrôle de ces appareils n'a pas grand-chose à voir avec l'épanouissement personnel offert à tous, avec le droit à la créativité promis aux personnes et aux groupes, qu'il s'agisse d'habitat, d'enseignement et de culture aussi bien que que de vie professionnelle.

Il est plus facile de remplacer des puissants par d'autres puissants que de répartir plus équitablement les pouvoirs et les moyens d'y accéder.

(1) Il faudrait que chacun prenne connaissance de la « carte d'identité du quart-monde » qui figure dans le Livre blanc le Sous-Présidentat Français, publié en février 1977 par le mouvement A.T.D. quart-monde, 107, avenue du Général-Ledoux, 95480 Pierrelaye.

Les Temporelles Chaumet

présentent



Rolex Oyster Perpetual Datejust. Acier et or 18 ct. Existe également en or jaune ou en or gris. Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

Chaumet c'est un univers

CHAUMET • L'ARCADE • LES TEMPORELLES
12 place Vendôme Paris Tél. 260.32.82.

فكرنا من الأصل

Le Monde

étranger

LES DIVISIONS DU MONDE ARABE

Les Égyptiens affirment que leurs adversaires arabes s'associeront tôt ou tard au règlement en cours

De notre correspondant

Le Caire. — La plupart des informations en provenance du Proche-Orient, parvenues au Caire au cours de la journée du lundi 28 novembre ont renforcé l'optimisme affiché par les milieux officiels quant au sort de la réunion préparatoire à la conférence de Genève qui pourrait s'ouvrir au Caire dès la fin de cette semaine.

Certes, les Égyptiens ne se font plus d'illusions : la réunion débute par un dialogue entre leurs diplomates et ceux des Israéliens. A leurs yeux, c'est d'ailleurs l'essentiel, la preuve que la course vers la paix engagée par le rôle ne s'est pas ralentie. Mais ils prennent les paris : à leur avis, au cours des semaines ou des mois à venir, les autres parties concernées, dont le Syrie, se joindront aux premiers participants.

Quant aux Palestiniens — dont le problème national continue d'être considéré par les officiels comme le cœur de la question du Proche-Orient — toutes les personnalités gouvernementales interrogées affirment qu'ils viendront, eux aussi, tôt ou tard, au Caire. La difficulté, on en est très conscient ici, sera alors d'obtenir des Israéliens qu'ils ne quittent pas la réunion.

On a eu un moment au Caire que le rôle avait obtenu d'Israël cette concession déterminante en échange de la spectaculaire reconnaissance par l'Égypte de l'État hébreu : accepter de discuter avec des représentants de l'O.L.P. En fait, il semble bien, sauf nouvelle surprise d'urgence ménagée par le président Sadate, que les Israéliens n'ont pas encore fait dans ce domaine primordial le pas en avant ardemment souhaité par le Caire. De la déclaration faite par M. Begin lundi devant le Knesset, les Égyptiens ont, surtout retenu le ton chaleureux employé à l'égard du rôle, ton qui contraste avec le discours « froid » prononcé en présence de M. Sadate. Des députés d'Amman, et également de Riyad, ont retenu que les initiatives du rôle sont déjà admises en Égypte.

Dans les nouvelles venues de Damas, on relève tout ce qui peut constituer un début d'assouplissement, notamment la relative modération des propos du président Assad.

Conseiller technique à l'Élysée

M. RENÉ JOURNIAC A ÉTÉ REÇU PAR LE PRÉSIDENT SADATE

M. René Journiac, conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République, a été reçu mardi matin, 29 novembre, par le président Sadate. M. Journiac, qui avait quitté Paris mardi, doit revenir en France de mardi soir.

UN MAGISTRAT DISCRET

M. René Journiac est un vieil export des affaires africaines. Né le 11 mai 1921 à Saint-Martin, en Vendée, diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer en 1947, il est entré dans la magistrature en 1948, avant d'occuper jusqu'en 1969 divers postes en Afrique et à Madagascar. En 1969, il avait été détaché au secrétariat général de la Communauté, en 1963 substitut général à Paris, en 1966 avocat général à Paris, et en 1975 avocat général à la Cour de cassation.

Depuis 1967, M. Journiac n'a pas quitté l'Élysée, où il a eu jusqu'en 1974 le titre de conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République pour les affaires africaines et malgaches. M. Giscard d'Estaing devait, après son élection à la présidence, le conserver auprès de lui en tant que conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République. M. Journiac, qui a donc longtemps travaillé aux côtés de M. Foccart et qui ne passe pas pour être la publicité, a été le négociateur français dans plusieurs affaires délicates, dont l'enlèvement de Mme Claustra par les rebelles ichtyens. Au début de novembre, M. Giscard d'Estaing l'avait envoyé en mission auprès du président mauritanien Ould Daddah, après l'enlèvement de deux citoyens français par le Polisario.

LA PRÉPARATION DE LA RENCONTRE DU CAIRE

(Suite de la première page.)

Dans une prise de position importante, qui n'a guère surpris, le roi Hussein a « approuvé avec réserve » la politique du président Sadate, tandis que le palais royal d'Amman annonçait officiellement que la Jordanie ne participerait pas à la réunion du Caire, à moins que tous les autres participants arabes ne s'y rendent. La seule question qui reste posée est de savoir si le roi Hussein ne sera pas présent indirectement par l'intermédiaire des notables de la Jordanie et de Gaza.

La mention, par les officiels égyptiens, d'une « dynamique interne » au Proche-Orient est venue au Caire pour un « coup de chapeau » à l'égard des récentes décisions égyptiennes prises en toute indépendance vis-à-vis des États-Unis. Cependant Washington reste prudent. Cela n'inquiète guère le Caire, qui sait que cette absence de chaleur tient au souci des Américains de ne pas voir le règlement du problème proche-oriental s'amorcer sans le soutien de Moscou, nécessaire, aux yeux du président Carter, pour garantir une solution définitive.

Il reste qu'il faut quand même constater que l'absence probable des Soviétiques à la réunion du Caire paraît être pour l'instant la cadette des préoccupations du rôle. Les trois heures d'entretien que celui-ci eues, lundi à l'Amman, avec le président Barre de Somalie, dernier en date du com de l'Afrique énumérée dans l'aire arabo-arabe, ont porté, en grande partie, sur le rôle de source officielle, sur « le danger qu'elle constitue pour la région en général et pour la Somalie en particulier ». Le rôle a pris bonne note des « ingérences soviétiques » dans le com de l'Afrique, énumérées par le chef de l'État somalien.

Que le Kremlin accorde ou non sa participation à d'éventuels pourparlers arabo-israéliens en Égypte — il est exclu, en revanche, qu'il donne le moindre aval à une rencontre exclusivement arabo-égyptienne. Il est acquis aussi que le Caire pourgoit Persique à l'Afrique au Sud du Sahara.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

« Sadate à Jérusalem, c'est Pétain serrant la main de Hitler » a dit le président Syrien à M. Barre

De notre envoyé spécial

Damas. — « On il y aura une paix arabe, ou il n'y aura pas de paix du tout. » Cette déclaration du président syrien, au cours de sa conférence de presse du lundi 28 novembre, résume sa politique. Le général Assad est convaincu que le président Sadate s'est engagé dans la négociation d'une paix séparée avec Israël et c'est cette manœuvre qu'il est résolu à faire échouer.

Si en public, au cours de sa conférence de presse, il a gardé un ton plus modéré que celui qu'il avait utilisé samedi son ministre des affaires étrangères, M. Khaddam, il n'en est pas moins resté, dans ses entretiens avec M. Raymond Barre et de Giscard d'Estaing, qu'il a regus lundi à déjeuner, d'une extrême fermeté. Certes, il n'a pas voulu — comme l'avait fait M. Khaddam — dire aux journalistes que le président Sadate n'était plus un des chefs du monde arabe. « Je le reconnais toujours comme le président de la République arabe d'Égypte », a-t-il assuré. Mais il a déclaré que Sadate n'était plus un chef, c'est Pétain, que tous ont condamné à mort pour être allé servir la main de Hitler en territoire occupé. « Il s'est cependant refusé à parler d'un « divorce » entre l'Égypte et la Syrie, car « entre nations, c'est un mot qui n'a pas de sens ».

Nos divergences, a-t-il ajouté, portent sur les « procédés », les « moyens d'œuvrer pour la paix ». Il s'est défendu de vouloir « isoler » Sadate. La conférence « au tunnel » de Tripoli se propose plutôt de « conseiller l'unité arabe pour rechercher la possibilité d'affronter le défi sioniste ».

« La paix ne sera pas régionale », a dit le président Assad aux journalistes, car le conflit n'est pas régional. Il n'y aura jamais de paix arabo-égyptienne, arabo-israélienne, arabo-jordanienne. Aussi refuse-t-il tout « dialogue » avec Israël. « La Syrie maintiendra toujours sa position, parce que nous croyons qu'il n'y a qu'une seule solution, celle de la conférence de Genève, qui existe de toute paix que globale », a-t-il ajouté.

sur le papier depuis 1973. Pour la réunir, il y avait des obstacles énormes, et, malgré des efforts très sérieux, ils n'étaient pas tous éliminés quand la visite du président Sadate à Jérusalem en a, toujours selon lui, suscité de nouveaux.

Le premier ministre français, le président Assad a fait remarquer que la déclaration américano-soviétique du 1^{er} octobre (le Monde du 4 octobre) avait créé une base pour réunir la conférence de Genève, notamment au sujet des Palestiniens, mais que cette base avait été sapée par l'interprétation que M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères, en avait faite en acceptant le président Carter (le Monde du 15 octobre).

En allant à Jérusalem sans contrepartie, le président Sadate, d'après les Syriens, a commis « une faute grave qui entrave la marche vers la paix », « un crime contre l'esprit ». Il a rompu une solidarité qui, en 1973, avait conduit les Arabes à prendre l'offensive ensemble : quatre ans plus tard, le président Sadate a prévenu ses frères d'armes après coup, alors que sa décision d'aller à Jérusalem était déjà prise. Incidemment, le président Assad a critiqué l'approbation, qu'il juge pour le moins « prématurée », par l'Europe des Neuf, de la démarche égyptienne.

Deux notions distinctes

Il semble que, du côté français, ce soit surtout M. de Giscard d'Estaing qui ait répondu. En se défendant de prendre parti dans une querelle interne, et en soulignant l'intérêt majeur de la France pour la paix au Proche-Orient, le ministre aurait souligné les dangers d'une réaction trop « émotionnelle ». Le geste du président Sadate, a-t-il dit en substance, a le grand avantage de clarifier la situation. Les pays arabes se sont laissés prendre dans une confusion, entretenue par les Israéliens, entre l'acceptation de l'existence d'Israël et la reconnaissance en bonne et due forme de l'État d'Israël. Ces deux

notions sont cependant différentes. Les Israéliens font croire, notamment aux Américains, qu'en refusant de reconnaître l'État d'Israël les Arabes lui refusent aussi le droit d'exister. Or, en allant en Israël, le président Sadate en a admis d'une façon indiscutable l'existence. Il ne le « reconnaît » pas pour autant, avec tout ce qu'implique cette expression diplomatique. L'Égypte ne le fera pas avant qu'il ait rempli deux conditions bien connues, que le président Sadate n'a nullement abandonnées : l'évacuation des territoires occupés et la reconnaissance par les Israéliens des droits des Palestiniens.

Pourquoi la Syrie a demandé implicitement le ministre, n'en ferait-elle pas autant ? Après le geste du président Sadate, l'acceptation explicite de l'existence d'Israël par la Syrie (qui se réserverait de ne procéder à la « reconnaissance » qu'au sein d'un règlement global) désamorcerait le « lobby » juif américain.

Il semble que cette argumentation ait surpris M. Assad. Il a fait remarquer qu'en acceptant d'aller à Jérusalem avec Israël, il en admet l'existence. Mais il jugerait pour le moment qu'un geste plus audacieux est difficilement acceptable par l'opinion syrienne (il faut surtout entendre par là les cadres du parti unique, le Baas).

Quant à l'effet sur le « lobby » juif américain, le président Assad est sceptique. Ce groupe de pression n'a-t-il pas fait « capituler » le président Carter lui-même quand il est revenu, dans le document signé avec M. Dayan, sur des engagements pris avec Moscou ?

Il n'était bien entendu pas question de conclure une pareille discussion, dont le communiqué publié à l'issue de la visite de M. Barre ne souffle mot. Le général Assad a seulement prié le premier ministre de faire connaître son point de vue à M. Giscard d'Estaing. M. Barre et de Giscard d'Estaing tirent-ils des conclusions identiques de leur visite ? Le premier ministre a été visiblement très ébranlé par l'argumentation de M. Assad. Le « communiqué » qu'il avait prononcé quand le président Sadate était à Jérusalem, et qui lui fut tant reproché, lui paraît plus que jamais s'imposer. Le ministre des affaires étrangères, pour sa part, semble penser que la suite des événements dépendra pour beaucoup de ce que les Soviétiques diront à M. Khaddam, qui se trouve à Moscou. En tout cas, les deux ministres français redoutent visiblement pour l'Europe, et la France en particulier, les conséquences d'une aggravation de la situation au Proche-Orient, consensive à un ajournement indéfini de la conférence de Genève.

La protection des investissements

Sur le fond du problème du Proche-Orient, le communiqué franco-syrien reprend, presque mot pour mot, le passage (dont le rôle est mérité) pour la « l'honneur d'une réédition » du communiqué du 19 juin 1976, lors de la visite à Paris du président Assad : « Les deux chefs de gouvernement ont souligné la nécessité absolue de parvenir à un règlement global, juste et durable du conflit et l'urgence qu'il y a à entreprendre la réalisation de ces objectifs ». Les Syriens n'ont pas voulu être plus précis.

Les deux gouvernements réaffirment aussi leur attachement à « l'indépendance, l'unité, l'intégrité et le souveraineté territoriale du Liban » et disent leur « haute estime » pour l'œuvre du président Sarkis.

Dans le domaine bilatéral, la France et la Syrie ont signé un accord sur la « protection réciproque des investissements ». Les entretiens de M. Rosel, ministre du commerce extérieur, qui accompagnait aussi M. Barre, ont fait progresser d'importants contrats, notamment pour une usine de montage d'automobiles. Le communiqué souligne enfin le développement des relations culturelles, en plein essor. L'enseignement du français, un moment délaissé par les Syriens, connaît une grande extension, notamment dans les secteurs scientifiques et techniques. Il n'est freiné que par la faiblesse chaque année aggravée des crédits dont dispose le quai d'Orsay.

MAURICE DELARUE.

● Dans un message adressé au maréchal Tito, le président Sadate exprime, lundi 28 novembre, « sa confiance » dans les efforts du chef de l'État yougoslave en faveur d'une « paix juste et durable » au Proche-Orient. Il écrit notamment : « Notre peuple apprécie votre attitude constructive à l'égard de sa juste lutte pour la libération de son territoire et pour la restitution des droits légitimes du peuple palestinien. » — (A.F.P.)

Yehudi Menuhin
Voyage inachevé
Autobiographie

Traduit de l'anglais par J. du Mourier.
416 pages, dont 32 d'illustrations, 49 F.



Une destinée si riche qu'elle en paraît presque légendaire : celle du plus grand violoniste de notre temps.

SEUIL

PROCHE-ORIENT

LES RÉPERCUSSIONS DE LA RENCONTRE DE JÉRUSALEM

TOUT EN ENVOYANT UNE DÉLÉGATION AU CAIRE

Washington souhaite «élargir les possibilités offertes par le début de dialogue israélo-arabe»

Washington. — Les États-Unis acceptent l'invitation du président Sadate et envoient une délégation au Caire. Cette décision a été connue lundi en fin d'après-midi à Washington, à peine deux heures après que les porte-parole de l'administration de M. Carter ont annoncé que le président américain avait accepté l'invitation du président égyptien. Cette décision a été accueillie avec une certaine réserve par les médias américains, qui ont souligné que le gouvernement n'avait pas encore décidé de l'envoi d'une délégation officielle, qui devrait intervenir mercredi matin à l'occasion d'une conférence de presse de M. Carter, au cours de laquelle il devrait annoncer la composition de la délégation. On attribue ce retard à l'absence d'un accord sur la composition de la délégation, qui devrait être annoncée mardi. Les réactions d'autres pays intéressés, il s'agit, selon les uns, de l'Union soviétique (mais Moscou a probablement déjà fait connaître ses vues au cours de l'entretien que son ambassadeur, M. Dobrynine, a eu avec M. Vance lundi matin), selon les autres de l'Arabie Saoudite, que les États-Unis entendent ménager tout particulièrement en ce moment. Quel qu'il en soit, M. Carter a pris sa décision lundi après plusieurs «conseils de guerre» tenus en présence de M. Vance, Brezinski, son conseiller pour les affaires internationales, et du vice-président Mondale. Washington était certes au courant depuis quelque temps de l'intention du président égyptien d'envoyer une délégation au Caire. M. Sadate s'en était en effet déclaré mercredi dernier auprès de l'ambassadeur américain en Égypte, M. Elita. Mais l'annonce n'en fut pas moins grande à partir de samedi, après le discours de M. Sadate et les réactions en chaîne que cette nouvelle initiative a provoquées dans le monde arabe.

Comme toutes les autres puissances intéressées, les États-Unis sont pris de court par le rythme hâlé par le président égyptien à l'impression du processus de paix. La réaction n'est plus aujourd'hui celle de la vanité blessée ou des conseillers bureaucratiques, mais celle d'un homme d'État qui se rend compte que la situation est devenue très délicate. M. Sadate lui-même, dans son discours, a souligné que le processus de paix n'est pas le processus, mais le produit, et qu'il doit être précédé de la décision de la conférence de Genève ne saurait être envisagée comme elle l'était il y a deux semaines.

Le département d'État ne croit d'ailleurs plus guère aujourd'hui qu'elle puisse se réunir avant la fin de l'année, comme il le proclamait naguère, mais cela n'est pas sans conséquence. Une catastrophe. Mieux même, on prend son parti de voir Israël et l'Égypte correspondre directement par leurs ambassadeurs à l'ONU, et non plus par l'intermédiaire obligatoire qu'était jusqu'à présent l'appareil diplomatique américain.

Rien donc de plus normal que cet effacement, ce «profil bas», pour reprendre l'expression de M. Powell, porte-parole de la Maison Blanche, à partir du moment où l'un des buts que s'était assignés la diplomatie américaine, le dialogue direct entre les parties, est devenu une réalité. Toujours selon M. Powell, le rôle qui consistait jusqu'à présent à être à l'avant-garde, est maintenant de soutenir les autres.

Deux soucis contradictoires. En revanche, l'embarras tenait et tient toujours aux deux préoccupations contradictoires qui commandent l'attitude américaine.

La première est de ne pas abandonner le président Sadate dans cette situation difficile. Non seulement parce qu'il est l'un des

De notre correspondant

meilleurs amis des États-Unis dans le monde arabe. Mais aussi parce que son geste du 19 novembre ne doit pas rester sans lendemain. L'une des conséquences de ce geste aurait pu être des concessions israéliennes sur les territoires occupés ou sur la question palestinienne. Mais Washington est apparemment incapable ou peu désireux d'exercer des pressions ou de s'engager sur l'objet de la moindre critique officielle pendant et après le «sommet» de Jérusalem. Le moins qu'on puisse faire est donc d'appuyer les initiatives du président égyptien, de ne pas le laisser seul au milieu du gué. Avant même que la décision d'envoyer une délégation au Caire ait été connue, on s'employait à souligner le caractère «constructif», utile et positif, de sa proposition.

En fin de compte, il a été jugé inconvenant que M. Sadate reste seul en face des Israéliens, que les États-Unis paraissent, en bonifiant, s'aligner sur l'U.R.S.S. et le «front du refus». Deux sénateurs démocrates importants, MM. Jackson et McGovern, avaient plaidé pour une participation israélienne à la conférence de Genève, mais M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

En même temps les États-Unis, coprésidents de la conférence de Genève et responsables à ce titre de la recherche d'un règlement d'ensemble, ne peuvent pas laisser l'initiative d'autres parties intéressées : de l'Union soviétique, d'une part, que M. Carter avait réintroduit peut-être prématurément dans le processus de paix, mais plus encore de la Syrie et de la Jordanie, avec lesquelles Washington entretient de bonnes relations. Une rupture dramatique et durable du front arabe serait très mauvaise tant pour la conférence de Genève que pour M. Sadate lui-même, pensent les certains experts. Ceux-ci ont donc plaidé pour qu'il ne se présente pas à la conférence de Genève, mais dans une position égyptienne, mais dans une position égyptienne.

trop de hâte, pour à la fois «élargir les possibilités offertes par le début de dialogue israélo-arabe et réduire les difficultés insurmontables d'un nouveau terrain», comme l'a dit M. Powell.

La participation à la conférence du Caire posait ce dilemme en termes particulièrement nets. Un refus aurait été interprété comme un affront injustifié au président Sadate, mais en acceptant son invitation les États-Unis courent le risque de participer à une réunion éminemment «fractionnée», mettant en présence trois seulement des participants à la conférence de Genève et laissant de côté l'autre coprésident. On ne s'est même pas arrêté à la solution intermédiaire qui consistait à désigner l'ambassadeur américain au Caire comme «observateur» de la rencontre. Washington enverra une délégation en bonne et due forme, comprenant M. Atherton, responsable du Proche-Orient au département d'État, et peut-être, un cran au-dessus, M. Philip Habib, sous-secrétaire d'État pour les affaires politiques.

Reste à déterminer si d'autres considérations que le seul souci de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain n'ont pas joué dans la décision. Dans le privé, certains personnalités proches de l'administration font valoir qu'après tout le front du refus est bien incapable de déclencher une guerre contre Israël en l'absence de l'Égypte. Au contraire, une attitude trop belliqueuse de la part de certains pays arabes les exposerait, dans les nouvelles conditions, à des risques incoûtables face à l'État juif. Le président Assad a-t-il été le premier à consentir, qu'il a cherché à faire valoir à l'autre, franchement en mettant l'accent sur le fait que les négociations sans conditions. Cela ne signifie pas que des divergences importantes ne subsistent entre nous et Israël. Mais, impasse, que certains des participants à la conférence de Genève ont pu constater, que la négociation commence par l'acceptation des choses de la vie. Les États-Unis ont donc engagé solennellement à la face du monde — c'est le point le plus

MICHEL TATU.

EN VISITE OFFICIELLE A BONN

M. Moshe Dayan assure qu'Israël «n'a pas de bons avocats en Europe»

De notre correspondant

Bonn. — Les entretiens du ministre israélien des affaires étrangères dans la capitale fédérale allemande se déroulent dans une atmosphère plus cordiale qu'on ne s'y attendait après que M. Moshe Dayan ait annoncé à Tel-Aviv son intention de prononcer «quelques mots très durs» à Bonn. (Le Monde du 29 novembre). D'un côté comme de l'autre on a respecté les usages diplomatiques. Il ne semble pas, toutefois, que les divergences d'attitudes entre Israël et la R.F.A. aient été surmontées.

Avant d'être reçu par le président Scheel lundi après-midi 28 novembre, le ministre israélien des affaires étrangères a eu une entrevue à tête à tête avec le chancelier Schmidt. Le matin, il avait parlé du Proche-Orient avec M. Lambrecht, ministre de l'économie, qui

assure l'interim des affaires étrangères dans la capitale fédérale allemande souffrant, M. Lambrecht a fait l'éloge des initiatives de M. Sadate et a appelé Israël à leur répondre par une attitude «sage».

A propos de la conférence du Caire, M. Dayan a déclaré qu'il observait qu'elle se déroule à un niveau inférieur à celui des ministères des affaires étrangères et qu'on ne saurait en attendre des décisions spectaculaires.

Le ministre israélien, dans ses conversations comme dans le discours qu'il a prononcé lors du banquet offert en son honneur, a surtout critiqué l'attitude des Neuf qui ne veulent pas reconnaître la situation de fait dans leur déclaration de juin d'une «paix palestinienne», ils se sont abstenus de reconnaître au mot «État».

Le comte Lambrecht a eu recours, d'autre part, à une argumentation pulvé dans les problèmes propres de l'Allemagne divisée : la République fédérale qui réclame le droit à l'autodétermination pour les citoyens de l'Est, serait contrainte, selon lui, de prêter le même droit partout ailleurs dans le monde.

M. Dayan devait rencontrer ce mardi le président du S.P.D., M. Willy Brandt, et le chef de l'opposition chrétienne-démocrate, M. Helmut Kohl. Il a transmis à M. Schmidt une invitation à se rendre en Israël. L'invitation a été acceptée, et selon l'entourage du chancelier, celui-ci compte se rendre à Jérusalem l'année prochaine.

JEAN WETZ.

«Les pourparlers du président Sadate, estime l'agence Tass, répondaient entièrement aux objectifs et aux projets israéliens», car son attitude consiste «à analyser pratiquement l'occupation des terres arabes et le refus des Israéliens de reconnaître les droits du peuple arabe de Palestine».

L'agence soviétique évoque également la conférence de Tripoli organisée pour faire décider la tentative du président Sadate, de «substituer, au règlement global du problème du Proche-Orient, un marché bilatéral avec Israël».

«Le vote sur la déclaration de M. Brandt a donné les résultats suivants : 57 voix pour, 4 voix contre, 2 abstentions. Les députés travaillistes et ceux de la formation Shait (deux députés). Ainsi que Mme Shulamit Aloni (indépendante) se sont abstenus, estimant que la position israélienne face au problème palestinien sur les concessions qu'il faudrait faire dans ce domaine n'est pas «suffisamment claire».

On observe ici que le dialogue égypto-israélien reprend en dépit de la création, priée pour cette semaine, de deux nouveaux points d'implantation dans des bases de l'armée en Cisjordanie, Beit Khonan et Gul'on.

(Interim.)

«Le vote sur la déclaration de M. Brandt a donné les résultats suivants : 57 voix pour, 4 voix contre, 2 abstentions. Les députés travaillistes et ceux de la formation Shait (deux députés). Ainsi que Mme Shulamit Aloni (indépendante) se sont abstenus, estimant que la position israélienne face au problème palestinien sur les concessions qu'il faudrait faire dans ce domaine n'est pas «suffisamment claire».

On observe ici que le dialogue égypto-israélien reprend en dépit de la création, priée pour cette semaine, de deux nouveaux points d'implantation dans des bases de l'armée en Cisjordanie, Beit Khonan et Gul'on.

(Interim.)

«Le vote sur la déclaration de M. Brandt a donné les résultats suivants : 57 voix pour, 4 voix contre, 2 abstentions. Les députés travaillistes et ceux de la formation Shait (deux députés). Ainsi que Mme Shulamit Aloni (indépendante) se sont abstenus, estimant que la position israélienne face au problème palestinien sur les concessions qu'il faudrait faire dans ce domaine n'est pas «suffisamment claire».

Jérusalem. — C'est avec une évidente satisfaction que M. Begin a annoncé lundi 28 novembre, dans l'après-midi, à la Knesset, la réception du texte de l'invitation officielle égyptienne à la conférence du Caire. L'ambassadeur d'Égypte à l'ONU, M. Ismael Abdel Meguid, avait remis la veille à son collègue israélien, M. Haim Herzog, c'était la première fois que les deux hommes se rencontraient autrement que pour «croiser le fer» à l'Assemblée générale de l'ONU. M. Herzog se sentait serré la main, et l'entrevue dans une maison particulière et non au palais de l'ONU, s'est déroulée à l'instar des conversations du président Sadate à Jérusalem, dans une atmosphère extrêmement cordiale. Lundi soir, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU devait rencontrer une nouvelle fois le représentant égyptien pour lui remettre la réponse positive de Jérusalem à l'initiative du Caire.

Deux personnalités ont été désignées pour représenter Israël à la conférence du Caire. M. Eliahou Ben Elissar, directeur général de la résidence du conseil et ancien porte-parole du Likoud, et M. Meir Rosen, conseiller juridique du ministre des affaires étrangères, diplômé de l'École des sciences politiques de Paris et spécialiste des négociations difficiles, qui s'est occupé notamment du dossier Abou Daoud. D'autres experts pourraient les rejoindre, le cas échéant, dans la capitale égyptienne.

Nul ne pouvait imaginer ici que le premier ministre annoncerait, lundi, à la Knesset, un bonjour à la conférence du Caire. M. Begin a soigneusement évité d'aborder les problèmes de fond, en insistant sur la notion de négociation «sans conditions préalables». Le président Sadate et moi-même, a-t-il dit, avons discuté sans chercher à plaire l'un à l'autre, franchement en mettant l'accent sur le fait que les négociations sans conditions. Cela ne signifie pas que des divergences importantes ne subsistent entre nous et Israël. Mais, impasse, que certains des participants à la conférence de Genève ont pu constater, que la négociation commence par l'acceptation des choses de la vie. Les États-Unis ont donc engagé solennellement à la face du monde — c'est le point le plus

Si le fait qu'un chef d'État en guerre s'est rendu officiellement chez l'ennemi est sans précédent, la chaleur de l'accueil qui lui a été réservé en elle aussi sans précédent, a assuré le premier ministre. L'ambiance ne déterminait pas les événements, a-t-il ajouté, mais elle revêt une grande importance. Or l'atmosphère qui a caractérisé nos entretiens a été chaleureuse, cordiale et humaine. Faisant état de deux photographies publiées chez lui dans le magazine américain Time et représentant le président égyptien et sa famille, et le premier ministre d'Israël, M. Begin a déclaré : «Il n'y a pas de différence entre juifs et arabes, israéliens et égyptiens. Nous sommes tous des hommes. Nous ferons la paix qui

Un débat du Cercle Bernard Lazare

M. Jospin (P.S.) : M. Begin pourrait devenir le «de Gaulle israélien»

Le cercle Bernard Lazare a organisé lundi 28 novembre un débat sur «Les socialistes et le Proche-Orient».

Le débat a été présidé par M. Dov Fuder, représentant israélien du parti travailliste israélien Mapam, et Lionel Jospin, membre du secrétariat du P.S.

M. Fuder a insisté sur la volonté de paix qui s'est manifestée au sein de la population israélienne l'occasion de la visite de M. Sadate à Jérusalem, et estimé que M. Begin aurait dû au moins faire une ouverture sur le problème central qui est le problème palestinien.

M. Jospin a déclaré que la situation dans laquelle chaque pays arabe disposerait d'une sorte de droit de veto, à M. Jospin a mis en garde la gauche israélienne en se demandant si M. Begin ne risquait pas de devenir le «de Gaulle israélien», si du moins il se montre capable de faire la paix.

lien faisait une telle déclaration. M. Jospin a déclaré que sa position sur le Proche-Orient n'avait pas changé depuis la visite de M. Sadate à Jérusalem. Il a souligné que la position adoptée par M. Begin, le dirigeant socialiste à l'égard de la paix, qu'il n'était pas persuadé que l'on puisse opposer l'idée d'une paix séparée entre Israël et l'Égypte au principe d'un accord global sur le Proche-Orient. On peut imaginer, a-t-il déclaré, qu'une paix séparée constituerait un premier pas vers un règlement plus global. Si on se refuse à effectuer un premier pas, on risque de créer une situation dans laquelle chaque pays arabe disposerait d'une sorte de droit de veto. M. Jospin a mis en garde la gauche israélienne en se demandant si M. Begin ne risquait pas de devenir le «de Gaulle israélien», si du moins il se montre capable de faire la paix.

Si on se refuse à effectuer un premier pas, on risque de créer une situation dans laquelle chaque pays arabe disposerait d'une sorte de droit de veto. M. Jospin a mis en garde la gauche israélienne en se demandant si M. Begin ne risquait pas de devenir le «de Gaulle israélien», si du moins il se montre capable de faire la paix.

Si on se refuse à effectuer un premier pas, on risque de créer une situation dans laquelle chaque pays arabe disposerait d'une sorte de droit de veto. M. Jospin a mis en garde la gauche israélienne en se demandant si M. Begin ne risquait pas de devenir le «de Gaulle israélien», si du moins il se montre capable de faire la paix.

Si on se refuse à effectuer un premier pas, on risque de créer une situation dans laquelle chaque pays arabe disposerait d'une sorte de droit de veto. M. Jospin a mis en garde la gauche israélienne en se demandant si M. Begin ne risquait pas de devenir le «de Gaulle israélien», si du moins il se montre capable de faire la paix.

Si on se refuse à effectuer un premier pas, on risque de créer une situation dans laquelle chaque pays arabe disposerait d'une sorte de droit de veto. M. Jospin a mis en garde la gauche israélienne en se demandant si M. Begin ne risquait pas de devenir le «de Gaulle israélien», si du moins il se montre capable de faire la paix.

Si on se refuse à effectuer un premier pas, on risque de créer une situation dans laquelle chaque pays arabe disposerait d'une sorte de droit de veto. M. Jospin a mis en garde la gauche israélienne en se demandant si M. Begin ne risquait pas de devenir le «de Gaulle israélien», si du moins il se montre capable de faire la paix.

Si on se refuse à effectuer un premier pas, on risque de créer une situation dans laquelle chaque pays arabe disposerait d'une sorte de droit de veto. M. Jospin a mis en garde la gauche israélienne en se demandant si M

EUROPE

Grèce

M. Caramanlis conserve sa « vieille garde » dans son nouveau gouvernement

Athènes. — M. Caramanlis a constitué son septième gouvernement en quarante-trois ans de vie politique et après avoir gagné cinq élections générales, en 1958, 1968, 1974 et 1977, qui lui ont donné la majorité absolue. Le premier ministre a bien fait appel à dix-huit nouvelles personnalités, mais a tout de même conservé quinze des ministres qui appartenaient au gouvernement précédent.

Trois seulement de ces derniers conservent leurs anciennes attributions : MM. Averoff-Tossizza, à la Défense nationale, Laskaris au Travail et Marias au Ministère du Nord de la Grèce. Les douze autres ont simplement changé de ministère, entre autres M. Papagouras, qui passe de la coordination économique au ministère des affaires étrangères, et M. Rallis, du ministère à la présidence du conseil et l'éducation nationale à la coordination économique.

De notre correspondant

d'avoir manifesté parfois des velléités plus ou moins socialistes. Il était difficile au premier ministre de se séparer de ces chefs de file qui collaboraient avec lui depuis 1956.

M. Caramanlis n'a donc pas donné de pages à l'extrême droite et a gardé pratiquement la même équipe de base, spécifiquement de droite, qui occupe les postes-clés du pouvoir. Une analyse du nouveau gouvernement, qui compte de jeunes éléments de valeur, indique donc un net retour à une ligne plus « classique », mais il ne pouvait en être autrement après l'échec électoral des éléments situés sur la gauche de la Nouvelle Démocratie, tels MM. Devetogion, Konofagias, Lambrias et Stefanakis.

Four sa part, la presse de l'opposition estime que M. Caramanlis a manqué d'audace, n'a pas radicalement réorganisé son gouvernement, et a conservé sa « vieille garde », constituée par MM. Averoff-Tossizza, Papagouras, Rallis, Papakonstantinou.

MARC MARCEAU.

LE CABINET

Le nouveau gouvernement grec est ainsi constitué :
Premier ministre : M. Constantinos Caramanlis.
Vice-président du conseil : M. Constantinos Papakonstantinou.
Affaires étrangères : M. Panayotis Papagouras.
Coopération économique : M. Georges Rallis.
Ministre à la présidence du conseil : M. Constantinos Stefanakis.
Défense nationale : M. Evangelos Averoff-Tossizza.
Justice : M. Georges Stamatis.
Intérieur : M. Christophoros Stratos.
Éducation nationale : M. Ioannis Varvoulas.
Finances : M. Ioannis Boutos.
Agriculture : M. Athanasios Tsiadouras.

Ministre sans portefeuille, chargé des relations avec la C.E.E. : M. Georges Kontogiorgis.
Culture et sciences : M. Georges Piytas.
Industrie et Énergie : M. Miltiadis Evert.
Commerce : M. Georges Panagiotopoulos.
Travail : M. Constantinos Laskaris.
Affaires sociales : M. Spyros Doudiadis.
Travaux publics : M. Nikos Zardindis.
Transports : M. Alexandros Papadogiorgas.
Ordre public : M. Anastasios Bakas.
Marine-marchande : M. Emmanouil Kafagiorgis.
Ministre de la Grèce du Nord : M. Nikolaos Maris.

LES « AUDIENCES SAKHAROV » A ROME

Les témoignages « sur les violations indéniables » des droits de l'homme dans l'Est européen seront transmis aux instances internationales

De notre correspondant

Rome. — Signe des temps, pour la première fois en un mois le disside dans les pays de l'Est a fait l'objet d'un débat international en Italie. Après la colloque du Manifesto et la biennale de Venise, ce sont « les audiences Sakharov » qui se sont réunies à Rome du 25 au 28 novembre. (Le Monde des 27-28 novembre). Venant en dernier, elles ne pouvaient vraiment surprendre, d'autant que plusieurs « témoins », célèbres, comme Leonid Pliouchitch s'étaient déjà longuement expliqués aux deux forums précédents. Mais au Palais des congrès de Rome — gardé comme une citadelle par les forces de l'ordre, et de nombreuses personnes, môme connues ou des avocats étrangers de « dissidents » sont venus raconter leur expérience. Ces témoignages, ont caractérisés de tout en bout les audiences dont une première avait eu lieu à Copenhague en 1976 pour n'écarter alors que la situation en U.R.S.S.

Dans un message filmé, M. Sakharov a invité les participants à étudier les atteintes aux droits de l'homme dans les pays de l'Est européen, dans les conditions inadmissibles des travaux forcés, la torture, les discriminations contre les Tatars de Crimée, les violations de la liberté religieuse, l'interdiction d'émigrer ou de voyager, les violations de la liberté d'expression et les abus de la psychiatrie à fins politiques. L'académicien soviétique engageait ensuite l'assemblée (présidée par M. Simon Wiesenthal) à envoyer le compte rendu de ces débats à la conférence de Belgrade.

L'appel a été entendu. Ce seront donc plusieurs kilos de papier qui prendront le chemin des « organisations internationales » avant d'être publiés. Ils contiendront notamment une proposition faite par un médecin français, le Docteur Jean Zoubek, président du Comité partiel pour l'application des accords d'Helsinki en Géorgie, qui est prêt à servir d'otage en U.R.S.S., afin que deux Géorgiens, M. Zviad Gamsakhourdia et Marek Kostava, du même comité de psychiatrie légale de Moscou où ils ont été transférés après avoir été arrêtés il y a six mois. M. Zoubek a reçu des nouvelles alarmantes sur leur état de santé et demande qu'ils soient autorisés à se rendre à l'étranger « pour y recevoir les soins nécessaires à leur survie ».

Mis à part M. Terracini, sénateur du P.C.I., les eurocommunistes ont boudé les « audiences Sakharov ». Leur absence devait être regrettée par des dissidents soviétiques en exil, qui ont confirmé que la répression ne s'arrête pas seulement une petite élite intellectuelle.

Comme on pouvait s'y attendre, les participants aux « audiences Sakharov » ont condamné « la violation indéniable des droits humains élémentaires » dans les pays étudiés (U.R.S.S., Pologne, R.D.A., Bulgarie et Tchécoslovaquie). Ils se sont bien gardés néanmoins de juger les régimes politiques en place. Ce n'est ni dans les principes de ce forum, ni dans l'intérêt, estimant les personnes qu'ils veulent défendre.

A cet égard, les avocats occi-

ROBERT SOLÉ.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● LE PROCÈS DE VERENA DECKER, membre du groupe Baader-Meinhof, inculpée de six tentatives de meurtre, s'est ouvert lundi 28 novembre à Stuttgart. L'accusée, qui avait été hospitalisée à la suite d'une grève de la faim (le Monde du 17 novembre), s'était d'abord déclarée incapable de comparaître, mais, après un verdict médical, elle s'est finalement présentée devant les juges. Elle devait cependant être exclue de la salle d'audience après avoir trébuché la lecture de l'acte d'accusation et déclaré : « Il n'y aura pas d'audience tant que je serai ici (...). Je reviendrai lorsque j'aurai quelque chose à dire. » (A.F.P., Reuters.)

Argentine

● DEUX SAVANTS AMÉRICAINS ONT DÉNONCÉ L'ENLEVEMENT de onze personnalités du monde scientifique argentin. Selon le docteur Tsung Dao Lee, professeur de physique à l'université de Columbia, et prix Nobel de physique, et M. Victor Weisskopf, membre de l'Institut de technologie du Massachusetts, les onze victimes sont : MM. Federico Alvarez, Antonio Michelich, Eduardo Pasquini, Federico Luddén, Manuel Tarchitsky et Juan Carlos Galardo, et Mmes Gabriela Carraschi et Julia Suarez, tous physiciens, détenus depuis avril 1976, et M. Roberto Arditio, ingénieur nucléaire. Ricardo Chichilino, météorologiste ; Carlos Francesco, chimiste, et Hugo Tarnopolsky, ingénieur chimiste. M. Tsung Dao Lee et Weisskopf, qui ont dénoncé ces faits dans une lettre publiée le 27 novembre par le New York Times, affirment que les parents et les voisins

des victimes, celles-ci ont été enlevées par des militaires. — (A.F.P.)

Chine

● LE MINISTRE CHINOIS DU COMMERCE EXTERIEUR, M. Li Chiang, a quitté Pékin le lundi 28 novembre à la tête d'une importante délégation pour des visites officielles en France et en Grande-Bretagne. Après un séjour d'une semaine en Grande-Bretagne, M. Li Chiang décollera en France du 3 au 14 décembre. — (A.F.P.)

Haute-Volta

● LE PROJET DE CONSTITUTION soumis dimanche 27 novembre à référendum à Ouagadougou (Haute-Volta) a été approuvé à une large majorité (82,70 % de oui). Selon les chiffres définitifs publiés lundi 1977, 1977 électeurs seulement ont pris part au vote, sur 2 759 924 inscrits. Le projet adopté prévoit notamment l'organisation d'élections législatives et présidentielle dans les six mois. — (Reuters.)

Iran

● QUARANTE-QUATRE PERSONNES, et non deux cent cinquante, comme l'a écrit la presse étrangère, ont été arrêtées à la suite des récentes manifestations à Téhéran. A annoncé un communiqué officiel publié lundi 28 novembre, par la presse iranienne. Les autres manifestants appréhendés ont été relâchés, ajoute la presse. Les quarante-quatre personnes, dont l'arrestation a été maintenue, seront jugées par des tribunaux ordinaires, et non militaires, comme c'est généralement le cas dans les procès pour atteinte à la sûreté de l'État. — (A.F.P.)

Mexique

● UN NOUVEAU QUOTIDIEN, Uno mas Uno (Un plus un), dirigé par d'anciens journalistes de l'Excelsior, qui avait été quitté leur journal à la suite de pressions du gouvernement de M. Luis Echeverría, remplace dans un certain un grand succès. L'excelsior, directeur d'Excelsior a fondé de son côté un hebdomadaire indépendant, Proceso. M. Morales Becerra, ancien directeur adjoint d'Excelsior appartient à la nouvelle rédaction de Uno mas Uno qui a obtenu un crédit d'une banque contrôlée par le gouvernement Lopez Portillo.

Nigeria

● LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU NIGERIA, M. Joseph Garba, est arrivé dimanche 27 novembre à Moscou pour une visite officielle, a annoncé lundi l'agence Tass, sans préciser la durée de cette visite. Dans son allocution de bienvenue, M. Andreï Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a notamment insisté sur le fait que l'U.R.S.S. avait toujours « résolu et défendu l'intégrité territoriale » des pays d'Afrique et « l'indivisibilité des frontières ». Ce fut le cas aussi aujourd'hui dans le cas de l'Afrique, a ajouté en substance M. Gromyko. — (Tass.)

Saint-Domingue

● M. POMATOWSKI, envoyé spécial du président Giscard d'Estaing, a été reçu le lundi 28 novembre par le président dominicain, M. Joaquín Balaguer. L'ancien ministre français a déclaré qu'il avait été envisagé, au cours de l'entretien, « les possibilités de développement des relations entre les deux pays. » — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

L'offensive contre les élections directes au Parlement européen reprend au sein du parti travailliste

De notre correspondant

Londres. — Encouragés par le vote de la semaine dernière (le Monde du 26 novembre), les anti-européens majoritaires au sein de l'Assemblée nationale au sein du parti travailliste ont repris l'offensive contre le projet de loi sur les élections directes au Parlement européen. Mais au cours d'une réunion spéciale, lundi 28 novembre, des membres du cabinet et de ceux de l'extrême national, M. Callaghan a résisté à cette offensive en soulignant qu'il tendrait ses engagements aussi bien à l'égard des pays de la Communauté que de ses alliés libéraux. Il a aussi confirmé qu'il favoriserait l'application du système de la représentation proportionnelle, fortement désiré par les libéraux pour les élections européennes.

Les éléments anti-européens restent en mesure de compliquer la tâche du premier ministre ; les plus irréductibles, entraînés par M. Jay, envisagent de faire de l'obstruction systématique afin d'ajourner à une autre session le vote décisif sur la législation européenne.

De leur côté, les conservateurs, à commencer par Mme Thatcher, leader du parti, sont d'accord sur la nécessité des réformes. Mais avec l'écluse de M. Heath, l'élément européen des conservateurs s'est quelque peu adouci. De plus, dans la perspective d'une consultation générale, les conservateurs craignent de passer par le parti travailliste, alors que M. Callaghan fait preuve d'un nationalisme de bon aloi. Aussi les conservateurs approuvent-ils toutes les initiatives du gouvernement travailliste visant à empêcher une « tension des pouvoirs du Parlement européen, et à renforcer le contrôle des Communautés sur les

représentants britanniques au sein de la Communauté.

Il est clair maintenant que le projet de loi européen ne pourra être approuvé à temps pour permettre l'organisation des élections « européennes » à la date initialement prévue de mai ou juin 78. Pour le moment, les travaillistes n'ont pas encore décidé s'ils présenteraient ou non des candidats, ni déterminé le programme pour lequel ils feraient campagne.

HENRI PIERRE.

Italie

UN MILITANT COMMUNISTE ASSASSINÉ PAR DES NÉO-FASCISTES

(De notre correspondant.)

Rome. — Un militant communiste de dix-huit ans, Benedetto Petrone, a été assassiné à Bari le lundi 28 novembre, de plusieurs coups de couteau. Cinq jeunes néo-fascistes ont été arrêtés. Cette agression mortelle risque de relancer l'activation dans les secteurs les plus durs de l'extrême gauche, qui ont affirmé le soir même les forces de l'ordre à Bologne. Une manifestation de protestation était organisée à Rome ce mardi 29 novembre. — R. S.

LA VISITE DE M. MARCHAIS A BUDAPEST

Le communiqué commun insiste sur « la volonté de respecter les opinions de chacun des deux partis »

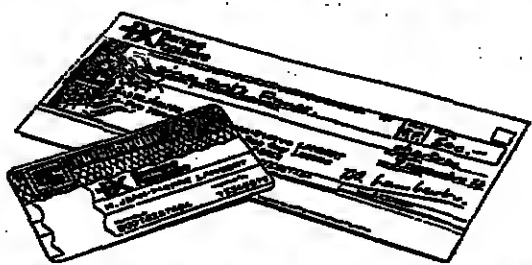
L'Événement publié ce mardi 28 novembre le communiqué commun sur la visite de M. Georges Marchais à Budapest du 24 au 27 novembre, avec le sous-titre : « Échanges de vues libres et constructifs, solidarité internationale réciproque ».

Les échanges du secrétaire général du P.C.F. avec son collègue hongrois, M. János Kádár, se sont déroulés « dans un climat ouvert et amical ». Ils « se sont mutuellement éclairés de la situation dans leurs pays respectifs et de l'activité de leurs partis ». Ils ont également procédé à un large échange d'opinion sur des questions du mouvement communiste et ouvrier international. Les conversations ont été animées par la volonté de respecter les opi-

nions de chacun des deux partis et leurs lignes politiques respectives, élaborées en toute indépendance conformément aux conditions de leur pays, à leurs particularités nationales.

Enfin, ils « ont exprimé la volonté de poursuivre les bons rapports existant entre le P.S.O.R. et le P.C.F. sur la base des normes souvent affirmées en commun par les partis communistes et ouverts, c'est-à-dire du respect de l'indépendance de chacun, d'échanges de vues libres et constructifs, de la solidarité internationaliste réciproque, de la coopération internationale volontaire, dans l'intérêt des objectifs communs de la paix, du progrès social, de la démocratie et du socialisme ».

Eurochèque.
Devenez le client de confiance.



Le compte Eurochèque garantit vos chèques jusqu'à 500 F.

Eurochèque
est à la Banque Populaire.



Banque Populaire

مكتبة الأصل

L'ÉVÈNEMENT

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

L'ENLEVEMENT en Mauritanie, puis la détentation par le Front Polisario de huit civils français, a placé ces derniers mois au premier plan de l'actualité un conflit saignant dont la gravité était jusqu'à présent sous-estimée. Au centre de ce conflit, qui risque de déstabiliser l'ouest du Maghreb, se trouve un territoire, le Sahara occidental, grand comme la moitié de la France, et riche en phosphates. Lorsque, au début du vingtième siècle, les puissances européennes s'étaient partagé la région, ce morceau de désert avait été attribué à l'Espagne, qui ne devait l'occuper en totalité qu'en 1975. Vint le temps de la décolonisation, des indépendances... et des convulsions. Dans les années 60, le Sahara occidental fut simultanément revendiqué par le Maroc et la Mauritanie. Cette concurrence permit à Madrid d'étudier le problème, et les multiples résolutions votées par les Nations unies pour demander l'application aux populations du principe d'autodétermination furent ignorées.

La situation évolua brutalement à la fin de 1974. La Mauritanie, jusqu'alors opposée au Maroc, qui avait longtemps contesté jusqu'à son existence, se rapprocha soudainement du royaume chérifien et s'éloigna de son allié traditionnel, l'Algérie. Elle souscrivit à la pro-

position du roi Hassan II du Maroc de porter le litige qui les oppose devant la Cour internationale de justice de La Haye. A celle-ci il est demandé de dire à qui appartenait le Sahara occidental avant sa colonisation. En fait, Rabat et Nouakchott ont décidé de partager le territoire contesté. Elles craignent que l'Espagne, qui avait annoncé l'organisation d'un référendum d'autodétermination en 1975, ne favorise la création d'un Etat indépendant, solution qui a les faveurs de l'Algérie. Celle-ci, si elle ne présente pas de revendications territoriales, ne se déclare pas moins « partie intéressée » à la solution d'un problème qui met en cause l'équilibre des forces dans la région.

En octobre et novembre 1975, le cours des événements s'accéléra. A Madrid, le général Franco entre en agonie. A La Haye, la Cour internationale prononce un jugement dont l'ambiguïté permet diverses interprétations. A Rabat, le roi Hassan II, qui est soutenu en cette affaire par toutes les formations politiques, y compris celles de l'opposition, et par l'opinion publique, jette les dés. Pour contraindre les autorités espagnoles à la négociation immédiate, il lance trois cent cinquante mille Marocains dans une « marche verte » pacifique en direction d'El Aïoun, la capitale du

Sahara occidental. Madrid ne veut pas d'un affrontement entre les cinquante mille hommes du Tercio qui défendent le territoire et les marcheurs qui brandissent le Coran. Le 14 novembre, un accord est signé. Le dernier soldat espagnol quittera le Sahara avant le 28 février 1976. En attendant, le territoire est placé sous l'administration tripartite de Madrid, Rabat et Nouakchott. La consultation des populations est bien prévue, mais ce n'est là qu'une classe de style.

A Rabat, c'est la joie. « L'Espagne a rendu justice au Maroc », affirme le roi, le dossier du Sahara est clos. « L'affaire ne fait que commencer », dit-on, au contraire, à Alger. Le gouvernement du président Boumedienne est consterné. « Il faut en politique un minimum de moralité », dit-il à l'adresse des autorités espagnoles. L'Algérie ne croyait pas que Nouakchott prendrait le risque d'une alliance avec Rabat. Elle était certaine que Madrid s'abandonnerait à la procédure d'autodétermination, elle sous-estimait l'habileté politique du roi Hassan II et la détermination du peuple marocain.

Il lui reste deux cartes à jouer : continuer la bataille dans les instances internationales pour faire appliquer le droit des populations sahraouies à l'autodétermination ; accroître

son soutien au Front pour la libération de la Sagua-El-Hamra et du Rio-de-Oro (Front Polisario) créé en 1973 pour lutter contre l'occupant espagnol et qui prône l'indépendance par l'autodétermination.

Tandis que les forces marocaines et mauritanaises s'emploient à contrôler militairement et administrativement le territoire, le Polisario, aidé par Alger, organise l'exode des populations vers des camps de réfugiés qui s'établissent finalement dans le Sud algérien près de Tindouf. Les quelque deux mille cinq cents supplétifs sahraouis employés par l'armée espagnole passent avec armes et bagages du côté du Front. La guérilla s'organise. Elle devient, au fil des mois, de plus en plus meurtrière et s'étend désormais au sud du Maroc et à la Mauritanie. Rabat et Nouakchott, en dépit de pertes de plus en plus lourdes, gardent longtemps le silence pour accréditer dans l'opinion internationale l'idée que l'affaire était réglée. L'ampleur des combats, l'enlèvement de ressortissants français, espagnols ou sénégalais ont conduit récemment le roi Hassan II et le président Ould Daddah à abandonner cette politique pour mettre en cause l'Algérie et ses « marocains ». De part et d'autre, on s'arme et on mobilise l'opinion.

DANIEL JUNQUA.

Un dialogue de sourds

Le conflit du Sahara occidental revêt une gravité d'autant plus exceptionnelle que les positions des différentes parties « concernées ou intéressées » paraissent totalement inconciliables. « Tout est négociable », disent les dirigeants de Rabat, à condition que l'on ne remette pas en question la marocanité des terres rendues à « la mère patrie ». Le gouvernement de Nouakchott tient le même langage. « Tout est négociable », affirment de leur côté les responsables algériens, à la seule condition qu'on reconnaisse et qu'on applique le droit à l'autodétermination. C'est un dialogue de sourds. Les médiateurs qui depuis deux ans se sont attaqués à ce dossier en ont fait l'année expiatoire, qu'il s'agisse du roi Khalid d'Arabie Saoudite, de M. Hosni Moubarak, vice-président égyptien, de M. Houphouët-Boigny, chef de l'Etat ivoirien, ou de M. Senghor, président du Sénégal, pour ne citer que les principaux.

Pour les autorités chérifiennes, le Sahara occidental est historiquement une partie nord, est historiquement un territoire marocain. Nous n'avons pas attendu, disent-elles,

l'existence d'un lien juridique d'« allégeance » entre le Sultan et certaines tribus nomades » du Sahara occidental ? Elle reconnaît de même l'existence de droits, y compris certains droits relatifs à la terre qui constituent des éléments juridiques du lien marocain. Le tribunal pouvait bien émettre par ailleurs des réserves, noter que rien ne prouvait à l'époque la reconnaissance internationale de « liens juridiques de souveraineté » entre le Maroc et le Sahara occidental et l'Etat marocain, et recommander finalement l'application du principe d'autodétermination. La cause était entendue et les juges, seuls chargés de faire un constat, n'avaient pas à émettre de conclusions « préjudiciaires ». En droit marocain, affirme-t-on à Rabat, l'allégeance signifie et a toujours signifié souveraineté.

Ce qui bricole les cartes, disent les autorités chérifiennes, c'est que le Maroc n'a pas été colonisé

son grès, destinées à camoufler une volonté de puissance comme depuis longtemps. Ce qui est en cause, estime le président Boumedienne, c'est le droit à l'autodétermination, principe sacré, intangible, reconnu par toutes les instances internationales, un droit qui, dans le cas du Sahara occidental, a été bafoué. Dès le lendemain de l'accord de Madrid, le ministre algérien des affaires étrangères a publié un communiqué exprimant sa position sur ce point. « Le moment est venu, dit ce texte, de redire, avec toute la clarté nécessaire, que l'Algérie ne saurait renier l'acquisition la plus chère des peuples et le principe cardinal des Nations unies qui représente le droit à l'autodétermination. L'Algérie ne saurait renier quelques solutions qui se sont élaborées et à la mise en œuvre desquelles elle n'aurait pas été associée et n'aurait pas été partie concernée et intéressée ».

Ce droit à l'autodétermination, l'Algérie ne l'a jamais nié, a-t-il été proclamé, en ce qui concerne le Sahara occidental par les Nations unies dans de multiples résolutions. L'Organisation de l'Unité africaine n'a pas non plus renoncé à ce droit à l'autodétermination, a-t-il été affirmé, en ce qui concerne le Sahara occidental par les Nations unies dans de multiples résolutions. L'Organisation de l'Unité africaine n'a pas non plus renoncé à ce droit à l'autodétermination, a-t-il été affirmé, en ce qui concerne le Sahara occidental par les Nations unies dans de multiples résolutions.

Un fait accompli

Les populations n'ayant pas été consultées, l'accord tripartite de Madrid n'est pour Alger qu'un « fait accompli », un partage d'un territoire sans le consentement des Sahraouis, fait-on remarquer, ont refusé ce partage. Ils ont fui devant les « forces d'agression » et se sont réfugiés dans les camps de réfugiés de Tindouf. L'Algérie, initialement créée, avec le soutien de la Mauritanie, pour lutter contre l'occupant espagnol, et qui poursuit son combat pour l'indépendance par l'autodétermination. Le Front est donc un mouvement de libération, dans toute l'acception du terme, et c'est à ce titre qu'il a été reconnu par l'Organisation de l'Unité africaine. « Nous avons nous-mêmes été aidés quand nous luttons pour notre liberté », disent les Algériens. Il est normal que nous fassions le même pour un peuple à qui l'on refuse le droit de choisir son destin.

Pour Alger, deux considérations sont de nature à éclairer l'action menée par le Maroc. Tout d'abord le royaume est animé d'une volonté expansionniste. On rappelle volontiers à Alger que Rabat a longtemps revendiqué le territoire mauritanien et que l'ancien chef du parti du R. U. A. (Rassemblement algérien) était fait le chant d'un « grand Maroc » allant jusqu'au fleuve Sénégal. Ce que la monarchie n'a pu arracher des forces dans les années 60, explique-t-on, elle s'emploie à l'obtenir aujourd'hui par la ruse. L'alliance avec Nouakchott aboutit en fait à placer de plus en plus la faible Mauritanie dans la mouvance du royaume. Alger soupçonne aussi son voisin de ne pas avoir abandonné ses prétentions sur Tindouf. L'accord d'Ifrane de 1972 reconnaissant à l'Algérie la possession de ce territoire, pour lequel les deux pays s'étaient battus en 1963, n'a toujours pas été ratifié et des voix s'élèvent au Maroc pour dénoncer ce traité et réclamer, là encore, le droit à la mère patrie. On s'interroge sur la sincérité de ces revendications territoriales ? s'interroge-t-on à Alger.

La possibilité d'un arrangement

Le gouvernement de M. Boumedienne se demande aussi si la situation crée dans la région par l'initiative marocaine ne constitue pas une occasion pour certains pays arabes et occidentaux de mettre en difficulté la révolution algérienne et tout au moins de la compromettre. Dans une interview au quotidien communiste *«L'Humanité»*, le chef de l'Etat algérien déclarait ainsi en novembre 1975 : « Tout ce qui

est fait actuellement vise à contenir l'expansion algérienne : parce que nous clamons très haut et que d'autres n'osent pas dire, parce que nous avons choisi un non-alignement qui n'est pas passé mais qui fait la différence entre le progrès et la réaction. L'heure est peut-être venue, où le peuple algérien doit faire la preuve qu'il est capable de défendre sa révolution. Si on arrive à nous torde le cou, c'est que notre révolution n'est pas authentique ». C'est dans cette optique que l'on interprète à Alger le soutien diplomatique d'abord, matériel ensuite, accordé par la France à Nouakchott et à Rabat en dépit d'une neutralité « proclamée ».

Si les motivations marocaines paraissent claires, on s'interroge à Alger sur les raisons qui ont poussé le président Ould Daddah à opérer un spectaculaire renversement d'alliances et à se lancer « dans une aventure bien incertaine », en compagnie d'un « complice » qui fait pour le moment patte de velours, mais qui risque un jour de manifester son appétit en dévorant son allié.

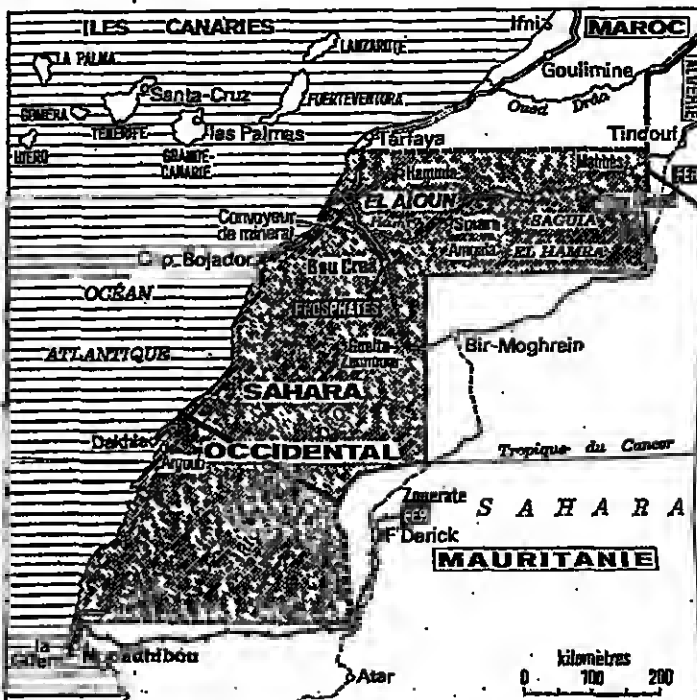
Le fossé séparant les adversaires paraît profond. Mais, profond, le diplomate n'a certes jamais perdu ses droits dans cette affaire et les protagonistes sont en fait toujours restés en relation. Il se traduit d'ailleurs l'existence d'un arrangement. L'histoire est pleine de surprenants revirements. A court terme, une solution pacifique paraît peu probable. Rabat et Alger sont trop engagés, et tout recul risquerait d'avoir des répercussions sur la stabilité des régimes arabes. Le schéma d'un pouvoir personnel important du chef de l'Etat, c'est grâce au Sahara que le roi Hassan II a pu normaliser la vie politique marocaine. En sens inverse, la menace brandie par le souverain d'« user du droit de suite » et d'attaquer l'Algérie en cas de nouvelle violation des frontières marocaines ou mauritanaises par le Polisario, a ressuscité autour du président Boumedienne une opinion publique assez peu mobilisée jusque-là par les problèmes économiques, sociaux et politiques du pays.

D. J.

LA POSITION FRANÇAISE

Paris n'a cessé de proclamer sa neutralité dans l'affaire du Sahara occidental. « Nous nous refusons », a dit récemment devant l'Assemblée nationale, M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, à prendre position dans un conflit qui oppose trois Etats, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie, avec lesquels nous avons des liens anciens et particuliers... Nous avons voté aux Nations unies en 1975 les deux résolutions, l'une d'inspiration algérienne, l'autre soutenue par le Maroc, qui affirmait toutes deux « le droit inaliénable des populations sahraouies à l'autodétermination ». La question du statut et du rôle du Polisario n'est pas notre affaire, mais celle des instances internationales saisies du problème. Pourquoi voudrions que nous reconnaissons un mouvement qui n'est que par un seul Etat arabe ?

Au mois de février 1976, M. Giscard d'Estaing, questionné par le *Nouvel Observateur* avait répondu : « Nous ne sommes pas partie dans cette affaire... Il avait cependant reconnu que Paris avait encouragé la consultation de l'accord de Madrid et avait estimé « regrettable » la multiplication des « micro-Etats ».



Le Sahara occidental, longtemps appelé Mauritanie espagnole, couvre 266 000 kilomètres carrés. Il se compose de deux provinces : le Sagua-El-Hamra et le Rio de Oro (rebaptisé par les Mauritaniens *Tiris Si Ghribia*) au sud. L'un et l'autre ont été reconnus par les autorités espagnoles en 1973, sa population était à cette époque de soixante-trois mille habitants.

Les Sahraouis sont pour l'essentiel des pasteurs nomades d'origine berbère, islamisés et arabisés. Les tribus les plus connues se rattachent à la confédération des *R'Ghabats* également implantées en Mauritanie et en Algérie.

La cité la plus ancienne du Sahara occidental est Smara, capitale religieuse fondée par un grand chef, R'Ghabat, Mo El Aïna. La ville la plus importante est El Aïoun (ou *Languine*) fondée en 1832 par un officier espagnol et qui comptait en 1974 quelque vingt mille habitants.

La ressource principale du territoire est le phosphate. Le gisement de Bou-Crua, découvert en 1953, contient des réserves évaluées à 1,7 milliard de tonnes, entièrement exploitables à ciel ouvert. La production en 1976 s'élevait à 3 millions de tonnes par an. Le gisement est désormais exploité par une société mixte maroco-espagnole dans laquelle Rabat détient 65 % des parts. L'activité de Bou-Crua a été considérablement réduite en raison des attaques du Front Polisario. Le Sahara occidental dispose aussi d'importantes ressources de pêche maritime.

Exigez par contrat la neige et le soleil.

Pour la neige, Isola 2000 détient le record des saisons 75/76 et 76/77 (source : Comité des Stations Françaises). Pour le soleil, nous sommes à 90 km de Nice. Vous comprendrez pourquoi nous vous garantissons neige et soleil par contrat écrit. Isola 2000 aujourd'hui : deux nouveaux télésièges portent à 100 km la longueur de nos pistes et bien sûr, stades de slalom, initiation au ski de fond, ski artistique, école de ski (50 moniteurs diplômés) vous attendent. Et bienvenue à vos enfants au mini-club ou à la garderie. Il ne vous reste plus qu'à choisir votre semaine. Certaines sont encore plus avantageuses. A partir de 300 F par personne, remontées comprises ! A Isola 2000 on y vient, on y revient. Alors pourquoi ne pas profiter tout de suite des 95% de crédit proposés actuellement aux acheteurs d'un appartement ?

isola 2000

LE N°1 DU COMBINÉ LOISIRS-INVESTISSEMENTS.

Maison d'Isola, 23, rue de Lisbonne Paris 8^e - Tél. 387.55.09 ou Isola 2000 : (03) 02.70.50 ou votre Agent de Voyages.

Remettez ce coupon à la Maison d'Isola, 06270 Villeneuve-Loubet Tél. (03) 20.21.21 pour obtenir :
☐ Les conditions de séjour (locations ou hôtels).
☐ Les renseignements immobiliers (avantages réservés aux nouveaux propriétaires).
 Nom : _____ Profession : _____
 Adresse : _____ Tél. : _____

مكتبة من الأصل

AFRIQUE

EN LIBÉRANT TROIS MARINS-PÊCHEURS ESPAGNOLS

Le Polisario rappelle ses positions sur les coopérants français en Mauritanie

Alger. — Le Front Polisario a libéré, lundi 28 novembre, les trois marins-pêcheurs espagnols capturés au large de Dakhla, le 14 novembre. Cette libération a eu lieu à l'occasion du deuxième anniversaire de l'accord de Madrid, qui a consacré le partage du Sahara occidental entre l'Algérie et le Maroc.

La cérémonie s'est déroulée au siège du Polisario à Alger, en présence de nombreux journalistes, des représentants du Croissant-Rouge algérien et sahraoui, de M. Antonio Massip, président de l'association espagnole des Amis du peuple sahraoui et des représentants du P.O.R. du parti socialiste populaire, du Parti du travail, du mouvement communiste, des commissions ouvrières et du Syndicat des marins-pêcheurs de Las Palmas aux Canaries.

Principal absent : le parti socialiste ouvrier espagnol. Celui-ci avait amorcé la négociation avec le Front Polisario et obtenu la libération des marins. Pour des questions de politique intérieure, il n'a pas souhaité, semble-t-il, participer à la cérémonie en compagnie des formations de gauche avec lesquelles il a des différends. Le porte-parole du Polisario,

De notre correspondant

M. Mansour, a cependant rendu hommage au soutien apporté par le P.O.R. à la cause du peuple sahraoui. Les pêcheurs, MM. Andres Miranda, Isidoro Gutierrez et Marcos Fugueras — ces deux derniers sont des Canariens — portaient des robes bleues vertes et un chèche noir (bande de tissu dont on s'enroule la tête pour se protéger contre les vents du sable). Ils ont expliqué que leur châtiment à bord duquel se trouvaient quinze hommes, a été attaqué par un canon pneumatique sahraoui. Deux guérilleros sont montés à bord. Ceux-ci ont distribué des armes à l'équipage, pour qu'il se défende contre une éventuelle attaque marocaine. Les trois hommes ont ensuite mis cinq jours et demi pour rejoindre les camps de réfugiés de Tindouf, d'où ils ont gagné Alger, convoqués par le Croissant-Rouge algérien. Ils ont affirmé avoir été « très bien traités » et semblaient d'ailleurs en bonne condition.

A l'issue de la cérémonie, M. Omar Hadrami, membre du comité exécutif, a tenu une confé-

rence de presse au cours de laquelle il a évoqué la situation des Français travaillant en Mauritanie et, sans y faire directement référence, ceux qui y ont disparu. Il a répété que le Polisario est prêt à remettre au C.I.C.R. la liste des prisonniers qu'il détient, si la Mauritanie en fait autant. Il s'est étonné que l'on attaque le Front Polisario, qui a donné « des preuves de bonne volonté et fait des gestes concrets » alors que le Maroc et la Mauritanie s'y sont refusés jusqu'à présent.

M. Hadrami a précisé qu'au cours de ses entretiens avec M. Claude Chayer, il a expliqué à ce dernier que, selon le Polisario, « la seule voie possible pour garantir la sécurité des ressortissants français est de les retirer ». « Toutefois, a-t-il ajouté, nous avons dit que nous voulons bien examiner toute autre formule qu'on nous soumettrait pour éviter ces problèmes. »

PAUL BALTA.

Après les raids sur Chimoio et Tembeue

Maputo accuse les forces rhodésiennes d'avoir massacré des dizaines de civils au Mozambique

Salisbury affirme avoir tué 1 200 guérilleros

Les autorités rhodésiennes, rapportant le bilan qu'elles observent sur les opérations lancées depuis six jours à l'intérieur du Mozambique, ont annoncé le 28 novembre, à Salisbury, que mille deux cents guérilleros de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe) avaient été tués et de « nombreux autres » blessés, au cours des raids terrestres et aériens lancés contre deux « bases rebelles » (nos dernières éditions du 28 novembre). Selon le haut commandement rhodésien, un « important matériel de guerre » a été saisi. Les pertes de Salisbury s'élevaient à un mort et huit blessés.

Ces raids ont visé essentiellement les deux camps de Chimoio et de Tembeue, ce dernier situé à 220 kilomètres à l'intérieur du Mozambique. Le communiqué rhodésien précise que l'attaque aérienne contre Chimoio s'est achevée le 24 novembre, tandis que celle dirigée contre Tembeue — la plus importante — a eu lieu samedi 26 novembre et s'est achevée dimanche. Le communiqué ajoute qu'il n'y a pas eu d'affrontements avec les troupes régulières mozambicaines et que « tous les objectifs » ont été atteints à l'issue de ces opérations que la radio de Maputo a qualifié de « plus grande attaque jamais lancée contre le Mozambique ».

Les autorités rhodésiennes affirment avoir agi en état de « légitime défense », mais reconnaissent que des femmes et des enfants ont pu être tués au cours de ces opérations. Le ministre rhodésien des opérations combinées, A. Rogers-Hawkins, a déclaré que ces raids en accusant les terroristes d'avoir tué plus de cent civils noirs au cours des derniers mois. « Depuis quelques temps, a-t-il ajouté, nous avons noté une importante mobilisation de terroristes entrainés dans les camps de la ZANLA (Armée de libération nationale africaine du Zimbabwe) ». Sa déclaration, en revanche, a démenti qu'un avion rhodésien ait été abattu au-dessus de la Zambie.

Un journaliste de l'agence américaine UPI, se trouvant à Chimoio lors de l'attaque rhodésienne, dans un câble, parvenu avec cinq jours de retard à Nairobi, il écrit que les premiers avions rhodésiens ont largué leurs bombes le 23 novembre sur le camp situé à une trentaine de kilomètres de la ville. « Peu après, ajoute-t-il, arrivèrent des hélicoptères de combat qui mitraillèrent le camp avant de débarquer des groupes de commandos qui, selon des témoins, entreprirent de nettoyer systématiquement l'endroit. Les rhodésiens restèrent quarante-huit heures dans le camp. Une

colonne de l'armée régulière du Mozambique qui tentait de se frayer un chemin jusqu'à la base fut stoppée par l'aviation rhodésienne. Lorsqu'elle y parvint enfin, après le départ des commandos rhodésiens, ses hommes trouvèrent une centaine de cadavres, parmi lesquels ceux d'adolescents et d'adolescentes qui recevaient leur instruction au camp. On a dénombré environ six cent cinquante blessés dans les hôpitaux, mais il est probable que le bilan total de l'attaque est beaucoup plus lourd. »

Le ministre mozambicain de l'information, pour sa part, dans un télégramme qu'il nous a fait parvenir ce mardi matin, déclare que « des douzaines de femmes et d'enfants ont été massacrés » par les forces rhodésiennes. Maputo affirme également que des blessés qui se trouvaient dans une ambulance ont été tués, tandis que des femmes et des enfants qui attendaient devant une clinique étaient mitraillés par les forces rhodésiennes « comprenant des mercennaires ». Le ministre mozambicain ne parle cependant que de quatre-vingts morts, précisant que la majorité d'entre eux sont des civils.

M. Joshua Nkomo codirigeant du Front patriotique, a accusé de son côté l'aviation rhodésienne d'avoir tué cent réfugiés, pour la plupart des enfants se trouvant dans une école au cours du bombardement de Chimoio. « Nous avons appris avec horreur le massacre de ces enfants et des combattants de la liberté », a déclaré M. Nkomo au cours d'une conférence de presse donnée lundi à Lusaka. Évoquant ensuite la récente initiative politique de M. Ian Smith, le dirigeant nationaliste s'est demandé « quel crédit l'on pourrait accorder à un gouvernement qui prône un règlement pacifique pendant qu'il attaque les Etats voisins ».

Ces raids rhodésiens ont été « condamnés énergiquement » lundi par M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies. M. Waldheim a exprimé dans un communiqué la « profonde inquiétude » que lui cause « la plus récente violation grave de l'intégrité territoriale du Mozambique ».

Le département d'Etat américain, de son côté, a accentué lundi ses critiques à l'encontre de M. Ian Smith, en dépit de l'acceptation par le chef de gouvernement rhodésien du principe « un homme, une voix » (Le Monde du 29 novembre).

[Le 13 août 1976, l'armée rhodésienne avait lancé un raid meurtrier contre le camp de Nyaxonia situé à une quarantaine de kilomètres à l'intérieur du Mozambique. Selon les autorités de Maputo, six cent dix-huit personnes, des civils pour la plupart, avaient été tués dans ce camp, qui abritait essentiellement des réfugiés. Ce massacre de civils avait été confirmé le 20 août à Genève par un porte-parole du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés. La haute commissaire démentait ainsi la thèse rhodésienne, selon laquelle seuls des « terroristes » avaient été visés par ces raids. Le 21 octobre 1976, deux autres raids des forces rhodésiennes avaient fait plusieurs centaines de victimes dans la région de Changara et de Napal, au Mozambique.]

● M. Robert Galley, ministre de la coopération, représentera le gouvernement français aux cérémonies du couronnement de l'empereur Bokassa I^{er} de Centrafrique, qui se dérouleront, dimanche 4 décembre, à Bangui. M. Galley s'était rendu, début octobre, en Centrafrique. D'autre part, Israël a reçu une invitation officielle de l'empereur Bokassa, bien que les deux pays n'aient pas de relations diplomatiques. Un porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères a déclaré que Jérusalem étudiait « d'une manière positive » cette invitation aux cérémonies du sacre. — (A.F.P., Reuters.)



Pour 1460 F, la Tunisie des milliardaires.

Quand République Tours vous emmène dans la Baie d'Hamamet, c'est dans un hôtel de luxe au bord de la mer et au milieu d'une orangerie. Vous y bénéficiez de la piscine, de l'air conditionné et d'un confort irréprochable. Pour 1460 F la semaine.

République Tours vous emmène également à Djerba, à Sousse, dans l'île de Kerkennah et propose aux individualistes des séjours sur mesure dans toute la Tunisie.

La Tunisie. Une terre. Des hommes.

Renseignements : République Tours, 8 bis place de la République 75011 Paris. Tél. 355.39.30 ou votre agent de voyages.



Je désire recevoir votre documentation.

Nom : _____ Adresse : _____ Ville : _____ Code postal : _____

300 F de REDUCTION sur la machine à coudre PFAFF 1222 Electronique et sur la machine à repasser Super-Familiale

retourner à PFAFF France SA 7, Av. George V, 75008 Paris pour documentation.

Nom : _____ Adresse : _____

10 % de réduction du 15 novembre au 31 décembre 1977 sur tous autres modèles.

Nos idées font réfléchir les Anglais.

Quand vous appuyez sur les touches de changement de chaîne de votre téléviseur, il y a de fortes chances pour que vous utilisiez un produit Jeanrenaud : le commutateur à disque. Aujourd'hui, Jeanrenaud, entreprise jurassienne, est le premier fabricant mondial de commutateurs.

Mais cela ne s'est pas fait tout seul. Les ingénieurs de Dole étaient brillants, inventifs, doués. En entrant dans le groupe international ITT, ils ont vu tout d'un coup leurs possibilités se multiplier.

Aujourd'hui, la technique se perfectionne à travers les échanges d'idées, d'expériences, de procédés. Maintenant, les ingénieurs de Jeanrenaud travaillent en collaboration avec le laboratoire central d'ITT en Angleterre qui leur apporte équipements, équipes d'appui, techniciens. Les échanges sont permanents et

se font dans les deux sens. Et l'on apprécie beaucoup en Angleterre la créativité des ingénieurs français.

Jeanrenaud, entreprise française, a su trouver avec ITT l'équilibre qui assure son succès. Il est important pour son personnel, pour l'économie de la Franche-Comté et pour l'économie française que Jeanrenaud conserve, avec ITT, cet équilibre.

Les principales sociétés du groupe ITT en France sont :
Compagnie Générale de Constructions
Téléphoniques (CGCT),
Laboratoire Central de Télécommunications (LCT),
Claude, La Signalisation,
Océanic, Lab. N.G. Payot,
Sheraton Hotel France,
Sonolor, Société des Produits Industriels-ITT (SPI-ITT), etc...

ITT

La coopération internationale ne se remplace pas.

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

LES « PROPOSITIONS POUR LA FRANCE » DU R.P.R.

M. Jérôme Monod : nous sommes plus que jamais fidèles à la vocation du gaullisme

A l'occasion du premier anniversaire de la fondation du R.P.R. le 15 décembre 1976, et dans le cadre de la préparation des élections législatives, le mouvement que préside M. Jacques Chirac publie, sous le titre « Propositions pour la France », un ouvrage de deux cent trente-cinq pages aux éditions Stock.

« Ce n'est pas (...) un programme. Il n'est pas dans une foule de détails, diaboliques et négatifs en secret, et que l'électeur doit accepter en bloc, pour en confier ensuite l'application ou l'interprétation discrétionnaire aux états-majors des partis. Les orientations qu'il propose ne sont que d'ordre général, dictées par les

principes de la démocratie et les exigences les plus hautes de l'intérêt national. Elles se préciseront au fur et à mesure que notre campagne d'explication suscitera, dans le corps électoral, une prise de conscience qui s'exprimera dans une nouvelle volonté politique. (...) »

M. CHIRAC : avec une majorité unifiée nous irons à la victoire

M. Jacques Chirac, qui fait, mardi 28 et mercredi 29 novembre, un voyage dans le Haut-Rhin, a accordé une interview au quotidien l'Alsace du 28, dans laquelle il déclare : « Nous soulevons comme le gouvernement la réhabilitation d'un certain nombre d'équilibres économiques en matière de prix, d'emploi, de commerce extérieur, d'activité économique. Si nous n'avons pas de tout de divergences de vues sur l'esprit dans lequel doit être conduite la politique de redressement, c'est-à-dire un esprit d'effort et de solidarité. »

En revanche, nous avons des réserves et nous les exprimons sur les modalités et la mise en œuvre de cette politique. Ces réserves sont justifiées, notamment par le fait que, contrairement à ce que l'on a pu escompter ou envisager, la situation de la France ne s'améliore pas. Le président du R.P.R. ajoute : « Si l'on voulait une majorité unifiée, alors nous irions à la victoire. Si nous n'affirmions pas chacun notre personnalité, beaucoup d'électeurs seraient déçus : ils s'attendraient ou croient voir l'opposition. La situation de la majorité est la meilleure possible. Chaque parti peut affirmer sa personnalité, son droit à la différence dans un esprit de cohésion et d'unité. »

M. GRIOTTERAY CANDIDAT DU P.R. DANS LE 16^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

Le P.R. a annoncé, lundi 28 novembre, que son candidat dans la 21^e circonscription de Paris (16^e arr. : porte Dauphine, partie Châtelet, Dauphine, partie Miroir) sera M. Alain Griotteray, député national aux élections, rapporteur général du budget de la région Ile-de-France. Le P.R. précise que l'ancien député de la 4^e circonscription du Val-de-Marne, battu en mars 1973, se présente à la demande de son secrétaire général, M. Jean-Pierre Salsou.

MÊME SI VOUS MESUREZ 2 MÈTRES NOUS VOUS HABILLONS EN PRÉ-A-PORTER

SPORTSWEAR
COSTUMES
CHEMISES
JEANS
ET CHAUSSURES

berdy

78 avenue des Ternes, 75017 Paris
Tél. 01 47 26 15 15 - Parking gratuit

Le président du R.P.R. présentera lui-même ce document, lundi matin 5 décembre, au cours d'une conférence de presse, à la Maison de l'Amérique latine.

M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., qui en a rédigé la préface, écrit notamment :

« Le droit au travail aussi, grâce à une politique offensive de l'emploi qui assume les choix fondamentaux d'une nouvelle croissance — orientée par le Plan de la nation — et d'une liberté d'entreprendre réellement restaurée. »

Enfin, l'indépendance, qui implique la capacité de se défendre et la volonté de rester soi-même dans le concert des nations. (...) »

À chaque Française, à chaque Français, de choisir maintenant. (...) Nous sommes plus que jamais fidèles à la vocation du gaullisme, non par quelque culte posthume envers un homme, si haut qu'en soit sa mémoire, mais parce que ce mot évoque, depuis la Résistance, le courage d'un peuple qui, refusant les illusions et les abandons, suit toujours, lorsqu'on lui parle de la France, le langage de l'espoir. »

un réquisitoire contre le parti communiste et le parti socialiste qui ont signé un programme commun qualifié de « programme d'ajustement et de récession », et dont l'actualisation constitue « une nouvelle trahison ». Dans la troisième partie, sous le titre « Propositions », le R.P.R. regroupe ce qu'il appelle quelques « grands objectifs », qu'il soumet à la « nouvelle volonté nationale », qui doit se dégager lors des prochaines élections. Parmi les droits économiques et sociaux qui n'ont pas encore reçu une suffisante application figure le « droit d'obtenir un emploi » et une proposition de « pacte social ».

Insistant sur le renforcement de la démocratie, l'ouvrage reconnaît que « la majorité n'est pas sans reproche », car « sous son couvert le pouvoir est passé dans une très large mesure à une technocratie que le gouvernement contrôlait mal ». Il traite également de la participation dans l'entreprise et de la fiscalité avec l'instauration d'un impôt sur les grosses fortunes et une incitation à l'épargne productive. À propos des institutions, évoquant les scrutins successifs qui peuvent se dérouler (élections présidentielles, législatives, référendum), les auteurs reconnaissent que « la souveraineté nationale peut changer d'orientation », et ils estiment qu'en ce cas « son expression la plus récente l'emporte évidemment sur celle qui précède ». Ils citent — parmi d'autres — l'exemple suivant : « Le président de la République démissionne par des élections législatives sévères conduit à donner sa démission, à moins que l'extrême gauche ne lui apporte pas l'irréductible et qu'il trouve moyen d'y mettre fin. »

L'ouvrage du R.P.R. « Propositions pour la France » est le fruit d'un travail collectif d'experts, de parlementaires et de militants du mouvement conduit depuis plusieurs mois. Il est divisé en trois parties. La première, sous le titre « Situation », établit un bilan des réalisations de la Ve République depuis sa fondation, en 1958, jusqu'à la crise économique actuelle en 1973-1974. La deuxième partie, intitulée « Menaces », est

Les radicaux de gauche publient une première liste de candidats

Le Mouvement des radicaux de gauche a rendu publique une première liste de candidats. Sur les soixante et un noms qui y figurent, vingt-huit bénéficient en plus de l'investiture du M.R.G., de celle du parti socialiste. Ils apparaissent en italique dans la liste ci-dessous.

Dans cette première liste figurent dix des treize députés radicaux de gauche sortants. La troisième circonscription d'Indre-et-Loire, détenue par M. Berthoin, reste en suspens. Deux relèves, de caractère familial, s'effectuent en outre : M. François Massot est candidat dans la première circonscription des Alpes de Haute-Provence détenue par son père ; M. Jean-Michel Baylet se prépare à succéder, dans la deuxième circonscription du Tarn-et-Garonne, à M. Antonin Ver, ce qui lui permettrait de retrouver le siège que détenait naguère son père, Jean Baylet, ancien P.D.G. de la Dépêche du Midi.

- AIN : M. Louis Lamarque, cons. gén. (1^{er}), maître de Chalamont (3^e).
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : M. François Massot, cons. gén. (1^{er}).
HAUTES-ALPES : M. Jacques Bonassou, membre du secrétariat national (1^{er}).
ARIÈGE : M. Léon-Pierre Galy-Gasparron, cons. gén. (3^e).
AUBE : M. Gérard Caral-Villa (2^e); Alain Monod (3^e).
AVERGON : M. Robert Folbe, député, maire de Villefranche-de-Rouergue (2^e); M. Paul Diaz, maire de Millau (3^e).
BOUCHES-DU-RHÔNE : M. Michel Ferrand, cons. mun. (3^e).
CHARENTE : M. Jean Brunet (3^e).
CHARENTE-MARITIME : M. Michel Crépès, député, maire de La Rochelle (1^{er}); Christian Mandin, cons. gén. (5^e).
CORSE-DU-SUD : M. Nicolas Alfonsi, député (1^{er}); Trossaint (2^e).
HAUTE-CORSE : M. Jean Zucorelli, député, maire de Bastia (1^{er}).
COTE-D'OR : M. Pierre Charrier, député (3^e).
DORDOGNE : M. Alain Bonnet, député (3^e).
EURE-ET-LOIR : M. Robert Huard, maire de Nogent-le-Roi (1^{er}).
GARD : M. François Serre (3^e).
GIRONDE : M. Raymond Julien, cons. gén. (5^e).
HERAULT : M. Yves Pietrasanta, cons. gén. (1^{er}).
LANDES : M. Christian Ducasson (1^{er}); Serge Claverie (2^e); Alain Dutaya, cons. région (3^e).
LOIRE : M. Michel Grossmann, député, maire de Saint-Etienne (1^{er}); Claudius Granger, cons. gén. (1^{er}).
LOIRE-ATLANTIQUE : M. J.-C. Rondelle, député, maire de Nantes (1^{er}); Patrick Maréchal (4^e); Daniel Carou (5^e).
LOT : M. Maurice Faure, député, maire de Cahors (1^{er}).
MAINE-ET-LOIRE : M. Jean Denis (3^e).
MARNE : M. Daniel Lefebvre (3^e); Max Lefebvre (4^e).
NORD : M. Thierry Lévy (16^e).
ORNE : M. Pierre Brèque, membre du secrétariat national, adjoint au maire de Beauvais (5^e).
PARIS : M. Guy Gennesseux, membre du secrétariat national, conseiller de Paris (10^e); André Raynaud (11^e); Maurice Lempereur (21^e); Pierre Matzel, membre du bureau national, conseiller de Paris (28^e).

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. ROBERT FABRE

Faisant allusion aux déclarations de M. Robert Fabre, président du mouvement des radicaux de gauche, qui s'était dit prêt au « dialogue tous azimuts » (le Monde du 29 novembre), M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, a déclaré : « Nous sommes ouverts à toutes les propositions qui consistent à engager un dialogue. »

« Nous ne voyons pas pourquoi nous serions fermés à une proposition (...) qui semble montrer une certaine bonne volonté et un effort de rapprochement. »

M. François Girard, membre du comité directeur du parti radical-socialiste, a déclaré que M. Fabre s'était borné « à faire une ouverture, vers le « bon sens », mais elle a exclu l'hypothèse d'une réunification des deux partis radicaux avant les élections. »

M. Alain Savary, député (P.S.) de Toulouse, a estimé : « Une dialogue qui pourrait tendre à nous confondre avec la droite n'apparaît inacceptable. »

« L'HUMANITÉ » CRITIQUE LE PLAN DU P.S. EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DIVERS AUTRES ASPECTS DE LA POLITIQUE SOCIALISTE

L'Humanité du 29 novembre, au fil de diverses informations, prend de nouveau à partie le P.S. Evoquant, par exemple, l'interview accordé à l'Express par M. Mitterrand (le Monde du 29 novembre), le quotidien communiste explique que le premier secrétaire du P.S. a obtenu « à attendre la fâcheuse impression produite par les propos sectaires qu'il a tenus aux représentants des parents d'élèves de l'enseignement confédéral » (Le Monde du 28 novembre). L'Humanité, sous la plume de M. Félix Damette, responsable de la section « régions », a critiqué en outre les conceptions socialistes concernant les communes.

Après avoir expliqué qu'il existe une « forte ressemblance » entre les positions de M. Rocard sur ce sujet et celles de M. Guichard, ancien ministre R.P.R., il souligne que la position de « synthèse » de M. Mitterrand est un « petit chef-d'œuvre d'ambiguïté ».

Enfin, le quotidien communiste analyse le plan en faveur de l'emploi présenté par le P.S. (le Monde du 29 novembre). Martine Bulard écrit :

« Le parti socialiste n'a rien inventé, d'ailleurs, c'est exactement la politique du social-démocrate allemand Schmidt (...). Le peu de propositions concrètes faites par le P.S. n'est assorti d'aucun moyen pour la mise en œuvre. On cherche à cultiver une référence quelconque au programme de nationalisations. En revanche, le P.S. ignore la politique de l'emploi dans le cadre supranational (...). Politiquement, il essaie de préparer le terrain à son fasciation de demain pour l'amélioration des conditions de vie des Français. »

MÊME SI VOUS MESUREZ 2 MÈTRES NOUS VOUS HABILLONS EN PRÉ-A-PORTER

ANORAKS
SALOPETTE
SOUS-PULL
PULL SHETLAND
BLOUSON AVIATEUR
VESTE TRAPPEUR
VESTE NORDIQUE
CABAN
SURVÊTEMENTS
JEANS DELAVES
ET VELOURS

berdy

78 avenue des Ternes, 75017 Paris
Tél. 01 47 26 15 15 - Parking gratuit

VIENT DE PARAÎTRE

EN VENTE PARTOUT

Le roman qui une bonne nuit

28 H 37
19 MARS 1978
FLASH
LEGISLATIVES
LA GAUCHE BAT

مكتبة من الأصل

IN DES ÉLECTIONS

Radicaux de gauche publient première liste de candidats

Un mouvement des radicaux de gauche a rendu publiquement, vingt-huit bénéficiaires, en plus de l'heure de la démission.

Cette première liste figurent dix des trente radicaux de gauche sortants. La troisième liste, de caractère familial, s'effectue en la liste de candidats dans la première circonscription de la Seine-Saint-Denis, par son père, M. Tazet-Garanne, à M. Antonin Ver, ce qui se retrouver le siège que détenait naguère son père, P.D.G. de la Dérive du Midi.

Les radicaux de gauche ont tenu, le 28 novembre, à Paris, une réunion de travail. Ils ont décidé de se présenter aux élections législatives de 1978, en vue d'un accord avec le P.C. et le P.S., à dessein de nombreux secteurs populaires. Mais, en même temps, cette fracture lance un débat stratégique de première importance : comment faire le régime ? Réformer ou révolutionner ?

Sur ces questions fondamentales, le débat a montré que l'accord est profond au sein de l'O.C.T. pour contribuer à chasser la droite par nos propres forces, sans attendre le P.C. et le P.S. à dessein de nombreux secteurs populaires. Mais, en même temps, cette fracture lance un débat stratégique de première importance : comment faire le régime ? Réformer ou révolutionner ?

Sur ces questions fondamentales, le débat a montré que l'accord est profond au sein de l'O.C.T. pour contribuer à chasser la droite par nos propres forces, sans attendre le P.C. et le P.S. à dessein de nombreux secteurs populaires. Mais, en même temps, cette fracture lance un débat stratégique de première importance : comment faire le régime ? Réformer ou révolutionner ?

LÉGISLATIVES

A L'EXTRÊME GAUCHE

L'O.C.T. souhaite contribuer à « chasser la droite »

L'Organisation communiste des travailleurs (extrême gauche) a décidé, à l'issue de son second congrès, qui s'est tenu à Suresnes (Hauts-de-Seine) du 25 au 27 novembre, que, pour « contribuer à chasser la droite », elle appellera à voter pour la gauche au second tour des élections législatives.

Les débats du congrès ont essentiellement porté sur les perspectives de l'extrême gauche et de l'O.C.T., à quelques mois du scrutin législatif. Des divergences se sont manifestées entre le courant A, qui a obtenu 38 % des mandats, et le courant B, qui en a obtenu 62 %. Les militants de la minorité ont dénoncé la fesse grandissante qui existe entre la réalité et les organisations ; ils ont reproché à la direction sortante (courant B) d'avoir négligé les « nouvelles formes de luttes » qui sont notamment les contestations écologiques et féministes. Ils ont estimé que, ce faisant, l'O.C.T. s'est privée d'une arme efficace. Pour la majorité, en revanche, il ne s'agit pas de constater que ces « nouvelles luttes » se développent et d'agir pour les amplifier. Encore faut-il les insérer dans une stratégie révolutionnaire. Les militants du courant B ont développé l'idée selon laquelle il est nécessaire de lier la présence de l'O.C.T. dans les conflits actuels à une alternative politique globale. C'est pourquoi ils se sont prononcés en faveur de la mise sur pied d'une plate-forme politique en vue des élections législatives et de la poursuite des négociations préélectorales avec les autres formations révolutionnaires.

Finalement, la déclaration a été adoptée avec les seules voix du courant B, le courant A s'abstenant. Ce texte précise notamment :

« Comment, alors que se maintient et s'approfondit l'hostilité au régime, alors que la gauche réformatrice aile ses divisions, faire de l'extrême gauche une alternative politique crédible ? (...)

La L.C.R. présente sa plate-forme électorale

La Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R. trotskiste) a présenté, lundi 28 novembre, la « plate-forme politique » qu'elle a proposée aux autres organisations d'extrême gauche, en vue d'un accord avant les élections législatives (le Monde du 28 novembre). Ce texte comporte l'énumération de revendications sociales « nécessaires à la défense des travailleurs face à toute politique d'austérité, quel que soit le gouvernement en place », et le catalogue des moyens nécessaires « pour sortir de la crise », notamment la nationalisation « sous contrôle ouvrier », sans indemnisation, des secteurs clés de l'économie. Dans ce document, la L.C.R. se prononce également pour un moratoire du programme électronucléaire, pour le droit à l'autodétermination des territoires et départements d'outre-mer, et pour l'abrogation de la Constitution de 1958.

La L.C.R. réaffirme, enfin, qu'elle souhaite que la gauche remporte les élections de mars 1978. La plate-forme précise notamment : « Depuis les élections cantonales et municipales, les partis de gauche sont majoritaires dans le pays. Face à la crise, ils doivent former un gouvernement P.C.-P.S., dont nous exigeons la satisfaction de nos revendications ; dont nous exigeons qu'il rompe tous les liens qui l'enchaînent à la bourgeoisie ; qu'il cesse l'alliance avec la réaction ; qu'il cesse de faire des

AU FORUM POUR UNE DÉFENSE POPULAIRE

Dissuasion nucléaire et système capitaliste

Un forum « pour une défense populaire non nucléaire » a eu lieu, à Paris, les 28 et 27 novembre. La manifestation, réunie par quinze personnalités de gauche appartenant à diverses formations (P.S., P.S.U., Mouvement pour une alternative non violente), avait pour objet d'examiner les questions théoriques et pratiques propres à ce type de défense. Les participants se sont successivement interrogés sur quatre points :

— Comment renoncer à l'arme nucléaire ?

— Comment la politique de dissuasion entraîne une militarisation de la société ?

— Quelle politique internationale conviendrait à une véritable défense populaire ?

— La défense populaire doit-elle être armée ou non-violente ?

Ces deux journées n'ont apporté qu'une amorce de réponses. Au cours d'une « table ronde », M. Jean-Marie Muller, animateur du Mouvement pour une alternative non violente (MAN), a insisté sur la nécessité de ne pas poser le problème de la défense en termes militaires. « La dissuasion nucléaire, a-t-il souligné, est dans le logique d'un type de société capitaliste. La course aux armements s'inscrit dans les

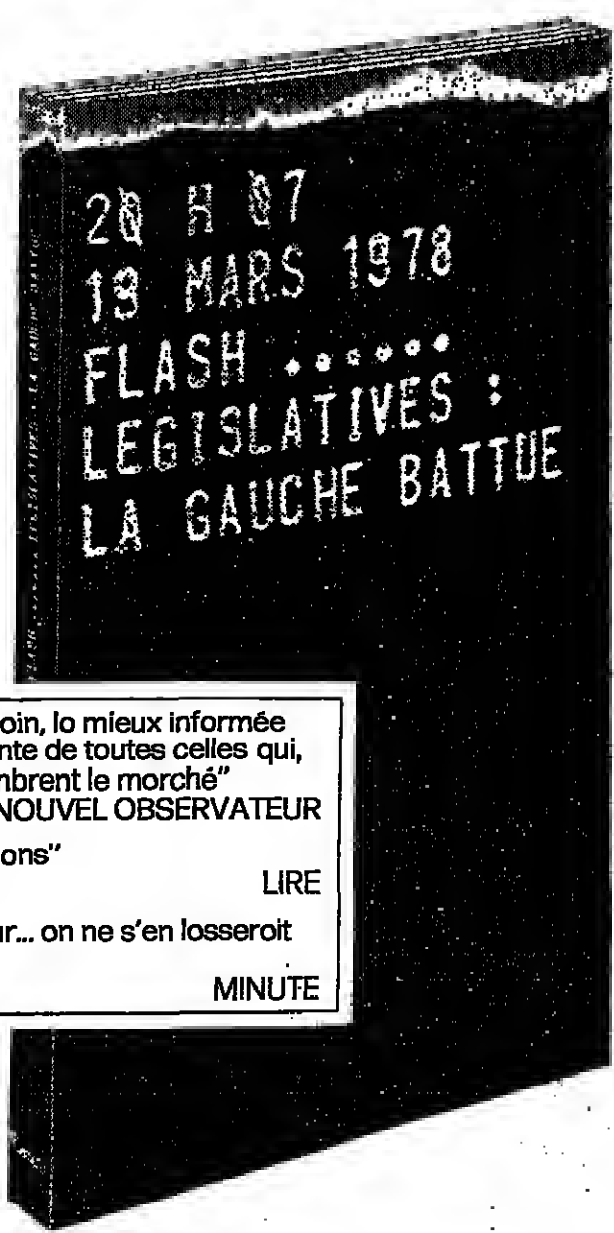
LE « MARS » PUBLIE :

« POUR UN PROJET DE SOCIÉTÉ DES RÉFORMISTES DE LA GAUCHE »

PROPOSITIONS POUR UN MANIFESTE RADICAL DE GAUCHE

Commander cette plaquette en adressant un chèque de 20 F à l'ordre du MARS (Mouvement d'Action et de Réflexion pour les Réformes Socialistes), 45, rue de Sévres, 75006 PARIS.

Le roman qui va faire plaisir à une bonne moitié de la France...mais laquelle ?



« Cette fable est, de loin, la mieux informée et la plus convaincante de toutes celles qui, actuellement, encombrant le marché »

LE NOUVEL OBSERVATEUR

« Toutes nos félicitations »

LIRE

« ...ce genre d'humour... on ne s'en passerait pas »

MINUTE

- La gauche battue...
- Chaban à Matignon...
- Mais pour combien de temps ?
- Chaban : « son » programme commun...
- Les écologistes occupent Chambord...
- Massu à Alger...
- L'indice des prix vers les nuages...
- Fuite à la Hague, la Manche irradiée...
- Le Président rue de Bièvre...
- Alors Giscard...
- Alors Mitterrand...

de l'humour pas toujours drôle un avenir pas si lointain

Dépêchez-vous le « livre noir » est en vente dans toutes les Librairies, Maisons de la Presse, Bibliothèques de gares Editions Ramsay.

jusqu'au 3 décembre inclus
le cadeau des galeries

-20%

sur des centaines d'articles
dans tous nos rayons

sous-pull, 100% polyamide, femme	24,50f	19f
table de bridge, finition acajou, dessus		
feutre vert	250f	200f
tunique, 100% coton uni	88,20f	65f
lampe bois naturel, forme cylindre,		
hauteur 33 cm	90f	70f
pantalon enfant, velours 100% coton	50f	40f
veste en renard roux	2,940f	2,350f
canapé convertible 3 places, revêtement skaï	1,375f	1,100f
jumper velours, 100% coton, le 8 ans	65f	50f
tapis grec, 100% laine, blanc, 200 x 300 cm	510f	400f
robe pull, acrylique et mohair	175f	140f
anorak, capuche bordée de fourrure acrylique,		
le 6/8 ans	75f	60f
bottes synthétiques pour femme	160f	120f
blouson peau lannée	595f	475f
jupe culotte, velours cordelet, le 8 ans	55f	44f
sac bandoulière, en cuir	125f	100f
manteau en tricot, 90% laine, 10% nylon	350f	280f
nappe dentelle coton, ø 180 cm	100f	80f
pull chaussette, 100% acrylique	38f	30f
circuit automobile avec transformateur	215f	172f
drap coton imprimé, 240 x 310 cm	60f	48f
chaussures de ski	264,50f	210f
kimono 100% coton, pour femme	78f	50f
radio-réveil	235f	188f
chemise à rayures, 65% polyester, 35% coton	60f	45f
série de 5 casseroles, émail décoré	415f	310f
montre à quartz à cristaux liquides,		
6 digits en ligne, pour homme	290f	230f
caban marine en drap 80% laine, 20% polyester	225f	175f
appareil photo rollie, format 24x36	590f	470f
pyjama, flanelle imprimée, 100% coton,		
pour homme	40f	32f

CREDIT GRATUIT 12 MOIS

sur tout l'équipement
de la maison et la fourrure*

Galerias Lafayette

* à partir de 1000f d'achat, dès acceptation des conditions,
et à l'exception de quelques articles marqués d'un point rouge.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

RÉFÉRENDUM MUNICIPAL A MONS-EN-BARCEUL

Un maire franc-tireur

De notre envoyé spécial

Mons-en-Barceul. — En quittant Lille dans la direction de Roubaix, on peut traverser Mons-en-Barceul par la rue du Général-de-Gaulle, sinuante à travers les pavillons de briques sombres, ou par l'avenue Emile-Zola, large voie rectiligne qui longe, puis coupe les quartiers modernes en prenant les noms de Robert-Schuman et de Konrad-Adenauer. Mais, que l'on passe dans la vieille ville ou dans la ZUP qui s'étend en contrebas, on ne trouvera guère d'animation, sinon aux dernières heures de la matinée, lorsque les femmes vont faire leurs courses dans les quelques magasins situés près de l'ancienne mairie ou au centre commercial qui fait face au nouvel hôtel de ville, et lorsque les enfants rentrent de l'école.

L'aménagement de la ZUP a triplé, en quinze ans, le nombre d'habitants de Mons, où vivent maintenant vingt-deux mille personnes. La plupart des nouveaux habitants sont venus des quartiers de Lille dont la rénovation a été entreprise à la fin des années 50. Cet apport de population a modifié la vie de la cité, bien que ceux qui habitent les quartiers de briques semblent ignorer les autres, qui peuplent les blocs de béton. De gros bruits d'endormi. Mons est devenu une cité sans ouverture, travaillant dans le secteur tertiaire, du moins populaire. Mais elle ne s'est pas réveillée pour autant.

L'arrivée de nouveaux habitants a eu une autre conséquence, à laquelle le conseil municipal, qui

a adopté le plan de construction de la ZUP, ne s'attendait sans doute pas. La composition de l'électorat s'est modifiée, et la mairie, longtemps détenue par le M.R.P., puis par une coalition de gaullistes et de centristes dirigée par un « apolitique », est tombée, en mars dernier, aux mains d'une liste d'union de la gauche comprenant quinze socialistes de la tendance C.E.R.E.S. et douze communistes. Le nouveau maire, M. Marc Wolf, est, à vingt-huit ans, l'un des plus jeunes de France; c'est aussi l'animateur de la minorité du P.S. dans le Nord. Il avoue éprouver qu'une passion modérée pour la gestion municipale. En revanche, animer sa ville, inciter les gens à participer aux décisions qui les concernent, leur donner les moyens de faire entendre leur avis, est la tâche principale à laquelle se consacre le nouveau maire, assisté par sa première adjointe, Mme Jacqueline Cassin, qui sera la candidate du P.S. aux élections législatives.

« Crier des conclusions extramunicipales, nommer des correspondants de quartier, c'est bien, mais ce n'est pas suffisant pour faire participer les habitants », dit M. Wolf. C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser un référendum sur les orientations budgétaires pour les trois années à venir. C'était d'autant plus nécessaire que Mons est une cité-dortoir, dont ceux qui y vivent se désintéressent. C'était, aussi, d'autant plus difficile.

La majorité dénonce une « opération politique »

L'initiative de la municipalité — la première de ce genre en France — a d'abord été favorablement accueillie par tous les représentants des associations et de partis politiques. Les associations ont été consultées au mois de juin afin de recenser les besoins; trois hypothèses ont ensuite été établies et soumises, au début de septembre, aux responsables des associations et des mouvements, réunis en conseil extra-municipal; elles ont été entendues par le conseil municipal dit, puis discutées, au cours d'une séance publique à la salle des fêtes, où cinq cents personnes environ sont venues. L'assemblée municipale a décidé de recommander la solution moyenne, qui impliquait une augmentation annuelle des impôts locaux de 10,5 %, sans compter l'inflation. La solution basse prévoyait une augmentation de 11,5 % par an, la solution haute une progression de 20,1 %.

C'est alors que les critiques se sont précipitées, et par les médias. « Faut-il un référendum à quelques mois des élections ? », ont écrit certains journaux. « C'est une opération politique », ont dit d'autres. Les socialistes ont même accusé la municipalité de vouloir se faire élire à la mairie.

« Ce n'est pas des opposants systématiques », La population, disent-ils, n'a pas été correctement informée; on remarque pourtant que tous les habitants ont pu s'exprimer dans le bulletin municipal. La régularité du scrutin est douteuse, représentent-ils. Passons sur certains détails; il reste que faire voter les pensionnaires d'un béguinage, quinze jours avant la date prévue pour le scrutin et aussitôt après leur avoir fait une conférence sur les avantages et les inconvénients de chaque solution, pouvait donner prise à bien des soupçons, de même que l'idée d'ouvrir un bureau de vote dès le 21 novembre.

Abstention des élus communistes

Les élus communistes n'ont pas voté. Ils ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas voter, mais craignaient que toute augmentation des impôts locaux ne soit lourde à supporter pour les plus défavorisés, dont le pouvoir d'achat est entamé par la crise. « Les trois hypothèses sont raisonnables en fonction des besoins », dit M. Michel Doulier, deuxième adjoint au maire. « Mais nous avons tenu à mettre l'accent sur la lutte à mener à propos des finances locales. » Sur proposition communiste, la municipalité a décidé de soumettre aux électeurs, en même temps que les hypothèses budgétaires, une pétition adressée au ministre de l'Intérieur et réclamant une subvention exceptionnelle pour compenser les frais de construction de la ZUP. Mille huit cent quatre-vingt-quatorze personnes l'ont signée.

Dimanche soir 27 novembre, le conseil municipal s'est réuni en public pour proclamer le résultat du référendum et faire connaître la suite qu'il leur donnerait; 38 % des Marseillais ont

à la mairie. Mais, M. Wolf et ses amis ne veulent pas s'embarquer d'un formalisme qui étouffe la démocratie plutôt qu'il ne l'assure. Ils se conduisent un peu en francs-tireurs, ne perdant pas une occasion de parler avec leurs administrés, traquant l'expression populaire jusque dans les foyers, qu'ils visitent au porte-à-porte. Ces pratiques ont de quoi déconcerter des notables habitués au rythme paisible des consultations municipales.

« Cela me dépasse plutôt de prêter l'attention », dit M. Voutiers. « C'est jamais bon de conseiller aux gens de ne pas voter. Mais ce référendum est pipé dès le départ. » Tel est aussi l'avis de M. Dédès, tandis que M. Francis Hany, secrétaire de la section du R.P.R., affirme qu'il se désintéresse totalement de ce « référendum truqué ». « Il veut faire endosser par les Marseillais les erreurs qu'ils pourraient faire plus tard », ajoute M. Hany. Tout ça, c'est de la fantaisie; c'est pour faire mousser les élus. Le R.P.R. n'a pas donné de consignes de vote. Au contraire, l'ancien maire, M. Raymond Verme, a décidé de promouvoir l'abstention, après avoir participé à l'élaboration des propositions de la municipalité. « Je suis d'accord avec les chiffres de M. Wolf », dit M. Verme. D'ailleurs, il est parti de calculs que nous avons faits nous-mêmes. Mais festons que cette opération est « totalement pipée », que nous-nous de ce que seront le taux du V.T.S., celui de la taxe professionnelle? Quelle sera l'inflation? Le gouvernement imposera-t-il un prochain, comme cette année, une limite à la progression des recettes communales? Les objections de l'ancien maire paraissent plus solides que celles des partis politiques. Elles touchent le principe d'une telle consultation: peut-on faire des prévisions solides et tenir l'engagement que l'on prend aux yeux des habitants en leur proposant telle ou telle hausse d'impôts pour tels ou tels équipements? Pour M. Jacques Delahousse, représentant du Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert, il vaudrait mieux parler de « consultation », plutôt que de référendum. M. Delahousse recommande aux Marseillais d'aller voter, mais il n'a pas indiqué ses préférences pour l'une ou l'autre des trois solutions.

participé au scrutin, ce qui constitue un demi-échec si l'on considère que M. Wolf avait déclaré espérer un taux de participation de 50 %. La solution basse a recueilli 47,6 % des suffrages exprimés, la solution moyenne 48,4 % et la solution haute 4 %. Les socialistes estiment que la solution moyenne l'avait emporté d'autant plus nettement que 4 % d'électeurs s'étaient prononcés pour la solution haute, mais les communistes entendaient, au contraire, tenir compte des 16 % de bulletins nuls, auxquels ils donnaient la signification d'un refus de toute augmentation d'impôts. « Vous faites parler ceux qui ne disent rien, comme ailleurs on fait voter les morts », a lancé M. Wolf.

La campagne que mène le P.C.F. sur le thème des conditions de vie des plus défavorisés mettrait ses représentants à la municipalité dans une position difficile. Finalement, « pour ne pas rompre la solidarité de gestion », les conseillers communistes se sont abstenus.

PATRICK JARREAU.

Le Monde
Service des Abonnements
1787 PARIS - CEDEX 16
C.C.P. 4297-83

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - TOM.
115 F 225 F 345 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
205 F 390 F 575 F 760 F
ÉTRANGER
(par mandat)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 245 F 365 F 510 F

II. — TUNISIE
125 F 245 F 365 F 510 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou chèque) re-
çoivent bien entendu ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse dé-
clarés ou provisoires (deux
semaines au plus): nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les renseignements
capitales d'impression.

Contre l'état ingouvernable.

La démocratie à portée de la main

signé par le club Échange et Projets
animé par Jacques Delors.

«Un livre comme
celui-ci, fort et
franc, constitue
en soi un
événement».

Pierre Vianon
Ponté.

AM

**La démocratie
à portée de la main**

ALBIN MICHEL

Le P...

M. Mitterrand
vous n'êtes pas
socialiste

Gabriel Tarde

POLITIQUE

AUX NOUVELLES-HÉBRIDES

Le principal parti politique boycotte les élections

Conformément au calendrier adopté le 21 juillet 1977, à Paris, par la conférence interministérielle franco-britannique, selon lequel le condominium des Nouvelles-Hébrides doit accéder à l'indépendance, en 1980, une nouvelle assemblée représentative est élue mardi 29 novembre.

Le boycottage des élections générales décidées par le comité directeur du Vanuaku Pati réuni le 9 octobre dernier, fait suite au refus des puissances administratives d'accepter les exigences qu'il avait formulées. Après avoir insisté pour que de nouvelles élections aient lieu dès le mois de novembre 1977, les dirigeants nationalistes avaient, en effet, demandé que le droit de vote soit « réservé » aux « indigènes » (« natives ») des îles de dix-huit ans, que le gouvernement local soit désigné par la majorité de la future assemblée et qu'un référendum sur l'indépendance immédiate soit organisé en même temps que le scrutin législatif. La France et la Grande-Bretagne, chargées de la Grande-Bretagne, ont refusé ces demandes. Elles ont insisté sur le principe du vote à dix-huit ans et accepté la « règle de la majorité » (« majority rule ») en affirmant que la nouvelle assemblée déciderait souverainement de la composition de l'exécutif local. Mais elles pouvaient difficilement accepter l'idée d'un référendum après avoir mis sur pied un processus d'accès à l'indépendance. De même, il leur était impossible d'exclure du scrutin les minorités métisses européennes et chinoises qui ont fait souche dans cet archipel où les Mélanésiens représentent près de 90 % de la population. Enfin, les gouvernements français et britannique devaient compter avec les partis « libéraux » (1) qui n'acceptaient le vote à dix-huit ans qu'à la condition qu'un recensement général fut organisé et qu'un état civil fût établi avant le scrutin, afin d'éviter le renouvellement des fraudes constatées en 1975 (2).

Malgré plusieurs tentatives de conciliation qui ont eu lieu à Port-Vila, la capitale, à l'initiative des chefs de file (Mélanésiens) des partis libéraux, les dirigeants du Vanuaku Pati ont maintenu leur refus de participer aux élections. Dans ces conditions, l'Assemblée élue mardi sera dépourvue de toute représentativité. Trente-sept candidats seront pourtant élus, au bénéfice d'une disposition introduite par les représentants britanniques dans le règlement du scrutin, selon laquelle lorsqu'il n'y a qu'un seul candidat dans une circonscription, celui-ci est élu sans scrutin. Les partis libéraux s'étant accordés sur une liste de candidats uniques pour être ainsi conduits à se partager, à leur corps défendant, la quasi-totalité des sièges à pourvoir (3).

Le blocage du processus devant conduire progressivement à l'indépendance de l'archipel est certes en accord avec le mot d'ordre du Vanuaku Pati : « L'indépendance en 1977 ». Tout ce qui pouvait contrarier la réalisation de cet objectif devait être et a effectivement été combattu par les nationalistes. Mais le boycottage leur permet également d'éviter le risque d'un scrutin qui pouvait amoindrir la représentativité du Vanuaku Pati au profit d'adversaires qui refusent de s'insérer dans le projet d'Etat centralisé bâti sur le modèle tanzanien que M. Evarist Epe appelle de ses vœux. Or les partis libéraux n'hésitent pas à envisager de proclamer l'indépendance du nord de l'archipel, où ils sont particulièrement bien implantés, plutôt que de se voir imposer la règle du Vanuaku Pati.

Face au boycottage des uns et aux menaces de sécession des autres, les deux puissances administratrices, dont l'action n'a pas toujours été aussi bien coordonnée, paraissent décidées à faire prévaloir un processus progressif et conforme aux normes des démocraties occidentales. Pour l'heure, plus qu'à des affrontements sur place, elles doivent s'attendre à une offensive internationale du Vanuaku Pati : ce dernier paraît surtout désireux d'exploiter l'impasse actuelle en sollicitant l'appui des gouvernements fidjien, australien et néo-zélandais avant de saisir à nouveau les instances internationales. L'Assemblée générale des Nations unies a d'ailleurs adopté lundi 28 novembre une résolution réaffirmant l'intégrité territoriale et l'unité nationale des Nouvelles-Hébrides ainsi que « le droit inaliénable du peuple de ce territoire à l'autodétermination et à l'indépendance ». Ce texte exprime aussi le souhait qu'une mission de l'ONU se rende dans l'archipel.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Le Sénat adopte sans le modifier le budget annexe des P.T.T.

Le Sénat a adopté, lundi 28 novembre, sans le modifier, le budget annexe des P.T.T.

Dans son rapport présenté au nom de M. GISCARD (P.S., Pas-de-Calais), M. PERRIN (P.S., Val-d'Oise), a souligné l'importance du déficit des services postaux et mentionné la réduction de celui des services financiers en raison d'une meilleure rémunération des fonds déposés aux chèques postaux. M. MAREZIN (gauche dém., Côte-du-Nord), au nom de la commission des affaires économiques, a notamment souligné le relèvement du montant des redevances aux guichets. Ces redevances sont actuellement limitées à 1 500 F.

M. SEGARD, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a fait remarquer que ce budget est en augmentation de 18,5 % et représente comme l'an dernier, le premier des budgets de l'Etat. Quant aux charges sociales supportées par l'Etat à titre d'employeur, la logique voudrait qu'elles soient inscrites dans les dépenses de chaque ministère et non plus aux « charges communes ». M. MACHURET (P.S., Yvelines) a évoqué la situation des retraités militaires et souhaité qu'ils soient rattachés à la fonction publique et réajustés à la hausse.

M. PALMIERO (Un. cent., Alpes-Maritimes) a plaidé pour les anciens agents des administrations du Maroc et de Tunisie qui pâtissent d'une discrimination injustifiée dans le règlement de leur retraite. M. GICCOLINI (P.S., Bouches-du-Rhône) s'est réjoui de ce que, dans ce domaine, c'est un acte de simple équité. Dans sa réponse aux orateurs, M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'Etat au budget, a signalé notamment que la mise en œuvre des pensions faites à Grenoble, à Bordeaux et à Châlons-sur-Marne, sera étendue en 1978 à Clermont-Ferrand, à Amiens, à Lyon et à Besançon ; à ce moment, cinq cent vingt-deux mille personnes, soit le tiers des retraités, seront payés au mois. « Je rappelle, dit-il, que chaque mensualisation de cent mille personnes coûte 200 millions ».

En sujet des rapatriés, il indique qu'en 1978 les crédits s'élèveront à 1 milliard 425 millions.

An 31 octobre, 95 000 dossiers étaient liquidés, dont tous ceux des personnes âgées de cinquante ans et plus, et pour un montant total de 4,5 milliards ; 95 000 restants seront liquidés d'ici à 1981, au rythme de 23 000 par an.

M. PALMIERO avait demandé une revalorisation des retraites viagères, déjà antérieures dans le budget de 9 % d'arrangements supplémentaires. Sur l'initiative du gouvernement, une majoration de crédit de 500 000 francs a été votée pour financer la revalorisation supplémentaire de 15 % obtenue par le sénateur des Alpes-Maritimes.

Le Sénat en a ensuite adopté les crédits des services financiers : 97,9 % d'entre eux allant au fonctionnement du ministère des finances. Le rapporteur, M. TOURNAN, a souligné les difficultés de l'administration du cadastre, qui manque de géomètres.

M. ROUJON (Ind., Loire), remplaçant M. PRORIOL (Ind., Haute-Loire), a présenté l'avis de la commission des affaires économiques et regretté l'absence de dispositions réglementaires (pour tant annoncées au sujet de l'affichage, « en clair », de la date de fabrication des conserves. Répondant à cette revendication du rapporteur, Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, a notamment déclaré : « Pour-il inscrire en clair la date de fabrication ? Une directive communautaire prescrit la date de « durabilité », et, de fait, c'est ce qui intéresse le plus les consommateurs. Pour les conserves, la date de fabrication continuera de figurer, mais elle est quelquefois en code ».

Les crédits ont ensuite été votés à main levée. — A. G.

« CHARGES COMMUNES » : crédits supplémentaires pour les rentiers viagers

Les sénateurs ont ensuite voté le budget des « charges communes » dont le rapporteur, M. TOURNAN (P.S., Gers), a souligné qu'il représente 25 % des dépenses du budget général. Nombre de subventions d'équipement, a-t-il estimé, ne devraient pas figurer. Quant aux charges sociales supportées par l'Etat à titre d'employeur, la logique voudrait qu'elles soient inscrites dans les dépenses de chaque ministère et non plus aux « charges communes ». M. MACHURET (P.S., Yvelines) a évoqué la situation des retraités militaires et souhaité qu'ils soient rattachés à la fonction publique et réajustés à la hausse.

M. PALMIERO (Un. cent., Alpes-Maritimes) a plaidé pour les anciens agents des administrations du Maroc et de Tunisie qui pâtissent d'une discrimination injustifiée dans le règlement de leur retraite. M. GICCOLINI (P.S., Bouches-du-Rhône) s'est réjoui de ce que, dans ce domaine, c'est un acte de simple équité.

Dans sa réponse aux orateurs, M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'Etat au budget, a signalé notamment que la mise en œuvre des pensions faites à Grenoble, à Bordeaux et à Châlons-sur-Marne, sera étendue en 1978 à Clermont-Ferrand, à Amiens, à Lyon et à Besançon ; à ce moment, cinq cent vingt-deux mille personnes, soit le tiers des retraités, seront payés au mois. « Je rappelle, dit-il, que chaque mensualisation de cent mille personnes coûte 200 millions ».

En sujet des rapatriés, il indique qu'en 1978 les crédits s'élèveront à 1 milliard 425 millions.

An 31 octobre, 95 000 dossiers étaient liquidés, dont tous ceux des personnes âgées de cinquante ans et plus, et pour un montant total de 4,5 milliards ; 95 000 restants seront liquidés d'ici à 1981, au rythme de 23 000 par an.

M. PALMIERO avait demandé une revalorisation des retraites viagères, déjà antérieures dans le budget de 9 % d'arrangements supplémentaires. Sur l'initiative du gouvernement, une majoration de crédit de 500 000 francs a été votée pour financer la revalorisation supplémentaire de 15 % obtenue par le sénateur des Alpes-Maritimes.

Le Sénat en a ensuite adopté les crédits des services financiers : 97,9 % d'entre eux allant au fonctionnement du ministère des finances. Le rapporteur, M. TOURNAN, a souligné les difficultés de l'administration du cadastre, qui manque de géomètres.

M. ROUJON (Ind., Loire), remplaçant M. PRORIOL (Ind., Haute-Loire), a présenté l'avis de la commission des affaires économiques et regretté l'absence de dispositions réglementaires (pour tant annoncées au sujet de l'affichage, « en clair », de la date de fabrication des conserves. Répondant à cette revendication du rapporteur, Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, a notamment déclaré : « Pour-il inscrire en clair la date de fabrication ? Une directive communautaire prescrit la date de « durabilité », et, de fait, c'est ce qui intéresse le plus les consommateurs. Pour les conserves, la date de fabrication continuera de figurer, mais elle est quelquefois en code ».

Les crédits ont ensuite été votés à main levée. — A. G.

Le Sénat a adopté, lundi 28 novembre, sans le modifier, le budget annexe des P.T.T.

Dans son rapport présenté au nom de M. GISCARD (P.S., Pas-de-Calais), M. PERRIN (P.S., Val-d'Oise), a souligné l'importance du déficit des services postaux et mentionné la réduction de celui des services financiers en raison d'une meilleure rémunération des fonds déposés aux chèques postaux. M. MAREZIN (gauche dém., Côte-du-Nord), au nom de la commission des affaires économiques, a notamment souligné le relèvement du montant des redevances aux guichets. Ces redevances sont actuellement limitées à 1 500 F.

M. SEGARD, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a fait remarquer que ce budget est en augmentation de 18,5 % et représente comme l'an dernier, le premier des budgets de l'Etat. Quant aux charges sociales supportées par l'Etat à titre d'employeur, la logique voudrait qu'elles soient inscrites dans les dépenses de chaque ministère et non plus aux « charges communes ». M. MACHURET (P.S., Yvelines) a évoqué la situation des retraités militaires et souhaité qu'ils soient rattachés à la fonction publique et réajustés à la hausse.

M. PALMIERO (Un. cent., Alpes-Maritimes) a plaidé pour les anciens agents des administrations du Maroc et de Tunisie qui pâtissent d'une discrimination injustifiée dans le règlement de leur retraite. M. GICCOLINI (P.S., Bouches-du-Rhône) s'est réjoui de ce que, dans ce domaine, c'est un acte de simple équité.

Dans sa réponse aux orateurs, M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'Etat au budget, a signalé notamment que la mise en œuvre des pensions faites à Grenoble, à Bordeaux et à Châlons-sur-Marne, sera étendue en 1978 à Clermont-Ferrand, à Amiens, à Lyon et à Besançon ; à ce moment, cinq cent vingt-deux mille personnes, soit le tiers des retraités, seront payés au mois. « Je rappelle, dit-il, que chaque mensualisation de cent mille personnes coûte 200 millions ».

En sujet des rapatriés, il indique qu'en 1978 les crédits s'élèveront à 1 milliard 425 millions.

An 31 octobre, 95 000 dossiers étaient liquidés, dont tous ceux des personnes âgées de cinquante ans et plus, et pour un montant total de 4,5 milliards ; 95 000 restants seront liquidés d'ici à 1981, au rythme de 23 000 par an.

M. PALMIERO avait demandé une revalorisation des retraites viagères, déjà antérieures dans le budget de 9 % d'arrangements supplémentaires. Sur l'initiative du gouvernement, une majoration de crédit de 500 000 francs a été votée pour financer la revalorisation supplémentaire de 15 % obtenue par le sénateur des Alpes-Maritimes.

Le Sénat en a ensuite adopté les crédits des services financiers : 97,9 % d'entre eux allant au fonctionnement du ministère des finances. Le rapporteur, M. TOURNAN, a souligné les difficultés de l'administration du cadastre, qui manque de géomètres.

M. ROUJON (Ind., Loire), remplaçant M. PRORIOL (Ind., Haute-Loire), a présenté l'avis de la commission des affaires économiques et regretté l'absence de dispositions réglementaires (pour tant annoncées au sujet de l'affichage, « en clair », de la date de fabrication des conserves. Répondant à cette revendication du rapporteur, Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, a notamment déclaré : « Pour-il inscrire en clair la date de fabrication ? Une directive communautaire prescrit la date de « durabilité », et, de fait, c'est ce qui intéresse le plus les consommateurs. Pour les conserves, la date de fabrication continuera de figurer, mais elle est quelquefois en code ».

Les crédits ont ensuite été votés à main levée. — A. G.

Le Sénat a adopté, lundi 28 novembre, sans le modifier, le budget annexe des P.T.T.

Dans son rapport présenté au nom de M. GISCARD (P.S., Pas-de-Calais), M. PERRIN (P.S., Val-d'Oise), a souligné l'importance du déficit des services postaux et mentionné la réduction de celui des services financiers en raison d'une meilleure rémunération des fonds déposés aux chèques postaux. M. MAREZIN (gauche dém., Côte-du-Nord), au nom de la commission des affaires économiques, a notamment souligné le relèvement du montant des redevances aux guichets. Ces redevances sont actuellement limitées à 1 500 F.

M. SEGARD, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a fait remarquer que ce budget est en augmentation de 18,5 % et représente comme l'an dernier, le premier des budgets de l'Etat. Quant aux charges sociales supportées par l'Etat à titre d'employeur, la logique voudrait qu'elles soient inscrites dans les dépenses de chaque ministère et non plus aux « charges communes ». M. MACHURET (P.S., Yvelines) a évoqué la situation des retraités militaires et souhaité qu'ils soient rattachés à la fonction publique et réajustés à la hausse.

M. PALMIERO (Un. cent., Alpes-Maritimes) a plaidé pour les anciens agents des administrations du Maroc et de Tunisie qui pâtissent d'une discrimination injustifiée dans le règlement de leur retraite. M. GICCOLINI (P.S., Bouches-du-Rhône) s'est réjoui de ce que, dans ce domaine, c'est un acte de simple équité.

Dans sa réponse aux orateurs, M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'Etat au budget, a signalé notamment que la mise en œuvre des pensions faites à Grenoble, à Bordeaux et à Châlons-sur-Marne, sera étendue en 1978 à Clermont-Ferrand, à Amiens, à Lyon et à Besançon ; à ce moment, cinq cent vingt-deux mille personnes, soit le tiers des retraités, seront payés au mois. « Je rappelle, dit-il, que chaque mensualisation de cent mille personnes coûte 200 millions ».

En sujet des rapatriés, il indique qu'en 1978 les crédits s'élèveront à 1 milliard 425 millions.

An 31 octobre, 95 000 dossiers étaient liquidés, dont tous ceux des personnes âgées de cinquante ans et plus, et pour un montant total de 4,5 milliards ; 95 000 restants seront liquidés d'ici à 1981, au rythme de 23 000 par an.

M. PALMIERO avait demandé une revalorisation des retraites viagères, déjà antérieures dans le budget de 9 % d'arrangements supplémentaires. Sur l'initiative du gouvernement, une majoration de crédit de 500 000 francs a été votée pour financer la revalorisation supplémentaire de 15 % obtenue par le sénateur des Alpes-Maritimes.

Le Sénat en a ensuite adopté les crédits des services financiers : 97,9 % d'entre eux allant au fonctionnement du ministère des finances. Le rapporteur, M. TOURNAN, a souligné les difficultés de l'administration du cadastre, qui manque de géomètres.

M. ROUJON (Ind., Loire), remplaçant M. PRORIOL (Ind., Haute-Loire), a présenté l'avis de la commission des affaires économiques et regretté l'absence de dispositions réglementaires (pour tant annoncées au sujet de l'affichage, « en clair », de la date de fabrication des conserves. Répondant à cette revendication du rapporteur, Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, a notamment déclaré : « Pour-il inscrire en clair la date de fabrication ? Une directive communautaire prescrit la date de « durabilité », et, de fait, c'est ce qui intéresse le plus les consommateurs. Pour les conserves, la date de fabrication continuera de figurer, mais elle est quelquefois en code ».

Les crédits ont ensuite été votés à main levée. — A. G.

Le Sénat a adopté, lundi 28 novembre, sans le modifier, le budget annexe des P.T.T.

Dans son rapport présenté au nom de M. GISCARD (P.S., Pas-de-Calais), M. PERRIN (P.S., Val-d'Oise), a souligné l'importance du déficit des services postaux et mentionné la réduction de celui des services financiers en raison d'une meilleure rémunération des fonds déposés aux chèques postaux. M. MAREZIN (gauche dém., Côte-du-Nord), au nom de la commission des affaires économiques, a notamment souligné le relèvement du montant des redevances aux guichets. Ces redevances sont actuellement limitées à 1 500 F.

M. SEGARD, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a fait remarquer que ce budget est en augmentation de 18,5 % et représente comme l'an dernier, le premier des budgets de l'Etat. Quant aux charges sociales supportées par l'Etat à titre d'employeur, la logique voudrait qu'elles soient inscrites dans les dépenses de chaque ministère et non plus aux « charges communes ». M. MACHURET (P.S., Yvelines) a évoqué la situation des retraités militaires et souhaité qu'ils soient rattachés à la fonction publique et réajustés à la hausse.

M. PALMIERO (Un. cent., Alpes-Maritimes) a plaidé pour les anciens agents des administrations du Maroc et de Tunisie qui pâtissent d'une discrimination injustifiée dans le règlement de leur retraite. M. GICCOLINI (P.S., Bouches-du-Rhône) s'est réjoui de ce que, dans ce domaine, c'est un acte de simple équité.

Dans sa réponse aux orateurs, M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'Etat au budget, a signalé notamment que la mise en œuvre des pensions faites à Grenoble, à Bordeaux et à Châlons-sur-Marne, sera étendue en 1978 à Clermont-Ferrand, à Amiens, à Lyon et à Besançon ; à ce moment, cinq cent vingt-deux mille personnes, soit le tiers des retraités, seront payés au mois. « Je rappelle, dit-il, que chaque mensualisation de cent mille personnes coûte 200 millions ».

En sujet des rapatriés, il indique qu'en 1978 les crédits s'élèveront à 1 milliard 425 millions.

An 31 octobre, 95 000 dossiers étaient liquidés, dont tous ceux des personnes âgées de cinquante ans et plus, et pour un montant total de 4,5 milliards ; 95 000 restants seront liquidés d'ici à 1981, au rythme de 23 000 par an.

M. PALMIERO avait demandé une revalorisation des retraites viagères, déjà antérieures dans le budget de 9 % d'arrangements supplémentaires. Sur l'initiative du gouvernement, une majoration de crédit de 500 000 francs a été votée pour financer la revalorisation supplémentaire de 15 % obtenue par le sénateur des Alpes-Maritimes.

Le Sénat en a ensuite adopté les crédits des services financiers : 97,9 % d'entre eux allant au fonctionnement du ministère des finances. Le rapporteur, M. TOURNAN, a souligné les difficultés de l'administration du cadastre, qui manque de géomètres.

M. ROUJON (Ind., Loire), remplaçant M. PRORIOL (Ind., Haute-Loire), a présenté l'avis de la commission des affaires économiques et regretté l'absence de dispositions réglementaires (pour tant annoncées au sujet de l'affichage, « en clair », de la date de fabrication des conserves. Répondant à cette revendication du rapporteur, Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, a notamment déclaré : « Pour-il inscrire en clair la date de fabrication ? Une directive communautaire prescrit la date de « durabilité », et, de fait, c'est ce qui intéresse le plus les consommateurs. Pour les conserves, la date de fabrication continuera de figurer, mais elle est quelquefois en code ».

Les crédits ont ensuite été votés à main levée. — A. G.

Le Sénat a adopté, lundi 28 novembre, sans le modifier, le budget annexe des P.T.T.

Dans son rapport présenté au nom de M. GISCARD (P.S., Pas-de-Calais), M. PERRIN (P.S., Val-d'Oise), a souligné l'importance du déficit des services postaux et mentionné la réduction de celui des services financiers en raison d'une meilleure rémunération des fonds déposés aux chèques postaux. M. MAREZIN (gauche dém., Côte-du-Nord), au nom de la commission des affaires économiques, a notamment souligné le relèvement du montant des redevances aux guichets. Ces redevances sont actuellement limitées à 1 500 F.

M. SEGARD, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a fait remarquer que ce budget est en augmentation de 18,5 % et représente comme l'an dernier, le premier des budgets de l'Etat. Quant aux charges sociales supportées par l'Etat à titre d'employeur, la logique voudrait qu'elles soient inscrites dans les dépenses de chaque ministère et non plus aux « charges communes ». M. MACHURET (P.S., Yvelines) a évoqué la situation des retraités militaires et souhaité qu'ils soient rattachés à la fonction publique et réajustés à la hausse.

M. PALMIERO (Un. cent., Alpes-Maritimes) a plaidé pour les anciens agents des administrations du Maroc et de Tunisie qui pâtissent d'une discrimination injustifiée dans le règlement de leur retraite. M. GICCOLINI (P.S., Bouches-du-Rhône) s'est réjoui de ce que, dans ce domaine, c'est un acte de simple équité.

Dans sa réponse aux orateurs, M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'Etat au budget, a signalé notamment que la mise en œuvre des pensions faites à Grenoble, à Bordeaux et à Châlons-sur-Marne, sera étendue en 1978 à Clermont-Ferrand, à Amiens, à Lyon et à Besançon ; à ce moment, cinq cent vingt-deux mille personnes, soit le tiers des retraités, seront payés au mois. « Je rappelle, dit-il, que chaque mensualisation de cent mille personnes coûte 200 millions ».

En sujet des rapatriés, il indique qu'en 1978 les crédits s'élèveront à 1 milliard 425 millions.

An 31 octobre, 95 000 dossiers étaient liquidés, dont tous ceux des personnes âgées de cinquante ans et plus, et pour un montant total de 4,5 milliards ; 95 000 restants seront liquidés d'ici à 1981, au rythme de 23 000 par an.

M. PALMIERO avait demandé une revalorisation des retraites viagères, déjà antérieures dans le budget de 9 % d'arrangements supplémentaires. Sur l'initiative du gouvernement, une majoration de crédit de 500 000 francs a été votée pour financer la revalorisation supplémentaire de 15 % obtenue par le sénateur des Alpes-Maritimes.

Le Sénat en a ensuite adopté les crédits des services financiers : 97,9 % d'entre eux allant au fonctionnement du ministère des finances. Le rapporteur, M. TOURNAN, a souligné les difficultés de l'administration du cadastre, qui manque de géomètres.

M. ROUJON (Ind., Loire), remplaçant M. PRORIOL (Ind., Haute-Loire), a présenté l'avis de la commission des affaires économiques et regretté l'absence de dispositions réglementaires (pour tant annoncées au sujet de l'affichage, « en clair », de la date de fabrication des conserves. Répondant à cette revendication du rapporteur, Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, a notamment déclaré : « Pour-il inscrire en clair la date de fabrication ? Une directive communautaire prescrit la date de « durabilité », et, de fait, c'est ce qui intéresse le plus les consommateurs. Pour les conserves, la date de fabrication continuera de figurer, mais elle est quelquefois en code ».

Les crédits ont ensuite été votés à main levée. — A. G.

Le Sénat a adopté, lundi 28 novembre, sans le modifier, le budget annexe des P.T.T.

Dans son rapport présenté au nom de M. GISCARD (P.S., Pas-de-Calais), M. PERRIN (P.S., Val-d'Oise), a souligné l'importance du déficit des services postaux et mentionné la réduction de celui des services financiers en raison d'une meilleure rémunération des fonds déposés aux chèques postaux. M. MAREZIN (gauche dém., Côte-du-Nord), au nom de la commission des affaires économiques, a notamment souligné le relèvement du montant des redevances aux guichets. Ces redevances sont actuellement limitées à 1 500 F.

M. SEGARD, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a fait remarquer que ce budget est en augmentation de 18,5 % et représente comme l'an dernier, le premier des budgets de l'Etat. Quant aux charges sociales supportées par l'Etat à titre d'employeur, la logique voudrait qu'elles soient inscrites dans les dépenses de chaque ministère et non plus aux « charges communes ». M. MACHURET (P.S., Yvelines) a évoqué la situation des retraités militaires et souhaité qu'ils soient rattachés à la fonction publique et réajustés à la hausse.

M. PALMIERO (Un. cent., Alpes-Maritimes) a plaidé pour les anciens agents des administrations du Maroc et de Tunisie qui pâtissent d'une discrimination injustifiée dans le règlement de leur retraite. M. GICCOLINI (P.S., Bouches-du-Rhône) s'est réjoui de ce que, dans ce domaine, c'est un acte de simple équité.

Dans sa réponse aux orateurs, M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'Etat au budget, a signalé notamment que la mise en œuvre des pensions faites à Grenoble, à Bordeaux et à Châlons-sur-Marne, sera étendue en 1978 à Clermont-Ferrand, à Amiens, à Lyon et à Besançon ; à ce moment, cinq cent vingt-deux mille personnes, soit le tiers des retraités, seront payés au mois. « Je rappelle, dit-il, que chaque mensualisation de cent mille personnes coûte 200 millions ».

En sujet des rapatriés, il indique qu'en 1978 les crédits s'élèveront à 1 milliard 425 millions.

An 31 octobre, 95 000 dossiers étaient liquidés, dont tous ceux des personnes âgées de cinquante ans et plus, et pour un montant total de 4,5 milliards ; 95 000 restants seront liquidés d'ici à 1981, au rythme de 23 000 par an.

M. PALMIERO avait demandé une revalorisation des retraites viagères, déjà antérieures dans le budget de 9 % d'arrangements supplémentaires. Sur l'initiative du gouvernement, une majoration de crédit de 500 000 francs a été votée pour financer la revalorisation supplémentaire de 15 % obtenue par le sénateur des Alpes-Maritimes.

Le Sénat en a ensuite adopté les crédits des services financiers : 97,9 % d'entre eux allant au fonctionnement du ministère des finances. Le rapporteur, M. TOURNAN, a souligné les difficultés de l'administration du cadastre, qui manque de géomètres.

M. ROUJON (Ind., Loire), remplaçant M. PRORIOL (Ind., Haute-Loire), a présenté l'avis de la commission des affaires économiques et regretté l'absence de dispositions réglementaires (pour tant annoncées au sujet de l'affichage, « en clair », de la date de fabrication des conserves. Répondant à cette revendication du rapporteur, Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, a notamment déclaré : « Pour-il inscrire en clair la date de fabrication ? Une directive communautaire prescrit la date de « durabilité », et, de fait, c'est ce qui intéresse le plus les consommateurs. Pour les conserves, la date de fabrication continuera de figurer, mais elle est quelquefois en code ».

Les crédits ont ensuite été votés à main levée. — A. G.

Le Sénat a adopté, lundi 28 novembre, sans le modifier, le budget annexe des P.T.T.

Dans son rapport présenté au nom de M. GISCARD (P.S., Pas-de-Calais), M. PERRIN (P.S., Val-d'Oise), a souligné l'importance du déficit des services postaux et mentionné la réduction de celui des services financiers en raison d'une meilleure rémunération des fonds déposés aux chèques postaux. M. MAREZIN (gauche dém., Côte-du-Nord), au nom de la commission des affaires économiques, a notamment souligné le relèvement du montant des redevances aux guichets. Ces redevances sont actuellement limitées à 1 500 F.

M. SEGARD, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a fait remarquer que ce budget est en augmentation de 18,5 % et représente comme l'an dernier, le premier des budgets de l'Etat. Quant aux charges sociales supportées par l'Etat à titre d'employeur, la logique voudrait qu'elles soient inscrites dans les dépenses de chaque ministère et non plus aux « charges communes ». M. MACHURET (P.S., Yvelines) a évoqué la situation des retraités militaires et souhaité qu'ils soient rattachés à la fonction publique et réajustés à la hausse.

M. PALMIERO (Un. cent., Alpes-Maritimes) a plaidé pour les anciens agents des administrations du Maroc et de Tunisie qui pâtissent d'une discrimination injustifiée dans le règlement de leur retraite. M. GICCOLINI (P.S., Bouches-du-Rhône) s'est réjoui de ce que, dans ce domaine, c'est un acte de simple équité.

Dans sa réponse aux orateurs, M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'Etat au budget, a signalé notamment que la mise en œuvre des pensions faites à Grenoble, à Bordeaux et à Châlons-sur-Marne, sera étendue en 1978 à Clermont-Ferrand, à Amiens, à Lyon et à Besançon ; à ce moment, cinq cent vingt-deux mille personnes, soit le tiers des retraités, seront payés au mois. « Je rappelle, dit-il, que chaque mensualisation de cent mille personnes coûte 200 millions ».

En sujet des rapatriés, il indique qu'en 1978 les crédits s'élèveront à 1 milliard 425 millions.

An 31 octobre, 95 000 dossiers étaient liquidés, dont tous ceux des personnes âgées de cinquante ans et plus, et pour un montant total de 4,5 milliards ; 95 000 restants seront liquidés d'ici à 1981, au rythme de 23 000 par an.

M. PALMIERO avait demandé une revalorisation des retraites viagères, déjà antérieures dans le budget de 9 % d'arrangements supplémentaires. Sur l'initiative du gouvernement, une majoration de crédit de 500 000 francs a été votée pour financer la revalorisation supplémentaire de 15 % obtenue par le sénateur des Alpes-Maritimes.

Le Sénat en a ensuite adopté les crédits des services financiers : 97,9 % d'entre eux allant au fonctionnement du ministère des finances. Le rapporteur, M. TOURNAN, a souligné les difficultés de l'administration du cadastre, qui manque de géomètres.

M. ROUJON (Ind., Loire), remplaçant M. PRORIOL (Ind., Haute-Loire), a présenté l'avis de la commission des affaires économiques et regretté l'absence de dispositions réglementaires (pour tant annoncées au sujet de l'affichage, « en clair », de la date de fabrication des conserves. Répondant à cette revendication du rapporteur, Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, a notamment déclaré : « Pour-il inscrire en clair la date de fabrication ? Une directive communautaire prescrit la date de « durabilité », et, de fait, c'est ce qui intéresse le plus les consommateurs. Pour les conserves, la date de fabrication continuera de figurer, mais elle est quelquefois en code ».

Les crédits ont ensuite été votés à main levée. — A. G.

Le Sénat a adopté, lundi 28 novembre, sans le modifier, le budget annexe des P.T.T.

Dans son rapport présenté au nom de M. GISCARD (P.S., Pas-de-Calais), M. PERRIN (P.S., Val-d'Oise), a souligné l'importance du déficit des services postaux et mentionné la réduction de celui des services financiers en raison d'une meilleure rémunération des fonds

UN ENTRETIEN AVEC Mme SAUNIER-SEÏTÉ

- J'ai développé l'autonomie des universités
- Dans certaines disciplines semblent s'installer des assistants à vie

« La liberté donnée aux étudiants parisiens de choisir dans les universités de leur choix, qu'on a appelée la « désorientation », a engendré un réel désordre. On vous a soupçonné de mettre en place, par ce biais, une sélection qui n'aurait pas été son nom. Qu'en est-il ? N'aurait-on pu éviter le désordre qui a présidé aux inscriptions ?

— La désorientation de la région parisienne était contraire à l'esprit de la loi d'orientation. Sa mise en place provisoire visait à protéger le développement des universités périphériques. Celles-ci ont maintenant atteint leur régime normal.

« La désorientation se traduit d'ailleurs par une diminution de 10 % du flux d'entrées dans les universités de Paris-Ville et une augmentation de 14 % dans les universités périphériques. Les universités sont autonomes, donc responsables des inscriptions. Certaines ont appliqué l'article 21 de la loi qui leur donne la liberté de vérifier l'aptitude des étudiants lorsqu'elle l'estiment utile. Elles ont préféré une

bonne orientation initiale à une sélection par l'échec en cours de premier cycle. Ce n'est pas, à mon sens, une cause de désordre mais, au contraire, un effort vers une meilleure répartition des étudiants dans les premiers cycles de l'enseignement supérieur.

— La rentrée a aussi été placée sous le signe de la « professionnalisation » des études supérieures, thème qui vous est cher. Quel bilan provisoire dressez-vous de la mise en place de la réforme du deuxième cycle ? Souhaitiez-vous aller plus loin encore dans cette direction ?

— Cette rentrée est placée sous le thème de la diversification et de l'ouverture des formations et des recherches universitaires — ouverture sur les réalités technologiques, économiques et culturelles de notre temps, ouverture sur la vie régionale, ouverture sur le monde.

« La réforme du second cycle universitaire est un instrument de cette diversification et de cette ouverture.

« A compter d'octobre 1977, les universités ont transmis deux

cent cinquante-trois demandes d'habilitation de licences et maîtrises technologiques. Les groupes d'études techniques (composés d'universitaires et de représentants des milieux socio-économiques) en ont retenu, après examen, cent trente, dont environ un tiers du secteur secondaire et deux tiers du secteur tertiaire.

« L'effort de diversification des formations accompli par les universités se traduit par la création de licences et de maîtrises financières et comptables, de langues étrangères appliquées, de biologie appliquée aux industries agro-alimentaires, de télécommunication, etc. Certaines universités délivrent, en outre, le diplôme d'ingénieur.

« Au 1^{er} octobre 1977, les universités dispensent deux cent cinquante formations technologiques (maîtrises de sciences et techniques, maîtrises d'information appliquée à la gestion, nouvelles licences et maîtrises).

« Ces formations initiales nouvelles serviront d'appui à des actions de formation continue, à des incitations économiques ou culturelles régionales et à la participa-

tion de la France à la formation de formateurs et de cadres pour les pays étrangers qui nous sollicitent.

« Je rappelle que les universités ont toujours eu la vocation de former les cadres de la nation. Elles ont été créées au Moyen Âge pour former les magistrats, les professeurs, les médecins et les théologiens. Seulement depuis le seizième siècle la France avait perdu confiance dans la capacité

d'innovation scientifique et pédagogique de ses universités. Les grands établissements et les écoles d'ingénieurs en sont la preuve, la création des I.U.T. en 1965, celle des M.S.T. en 1974 et la réforme du second cycle universitaire en 1976 ont renversé cette tendance historique de créer hors des universités toutes les formations nouvelles engendrées par le progrès scientifique et technique et par l'évolution culturelle.

universités anciennes ou récentes, parisiennes ou provinciales, disposent de moyens comparables.

« — J'ai donné aux universités la possibilité de procéder à des recrutements et à des promotions d'enseignants universitaires de qualité.

« Mais je souligne cependant que beaucoup de statuts d'universités sont en contradiction avec l'esprit de la loi.

— Vous assurez, depuis votre arrivée au poste de secrétaire d'Etat, que vous avez assuré la gestion des universités. Quel bilan dressez-vous de cette opération ? Selon vous, que reste-t-il à faire ?

— L'amélioration de la gestion des universités n'est pas une fin en soi. Mais elle est le préalable à un meilleur fonctionnement et à une plus grande qualité de l'enseignement et de la recherche.

« Elle résulte d'une répartition équitable des moyens globaux entre les établissements et d'un effort courageux des présidents d'universités.

« Le bilan est qualitatif (meilleur fonctionnement des universités en 1977). Il ne peut être quantitatif puisque les contrôles de gestion des universités ne se font qu'à posteriori.

« J'ai demandé à mes services de procéder aux études nécessaires pour rationaliser certains postes de dépenses, tel le chauffage, qui grève lourdement certains budgets.

Vous vous en prenez régulièrement aux assistants que vous accusez de politiser l'enseignement supérieur. Pourquoi ? Quels enseignements trouvent grâce à vos yeux ?

— L'assistantat est une étape transitoire destinée à permettre à de futurs enseignants-chercheurs de préparer leur thèse en faisant simultanément l'apprentissage de l'enseignement.

« Dans certaines disciplines semblent s'installer des « assistants à vie ». Et non pas faute de possibilités de promotion (en deux ans, le secrétariat d'Etat aux universités a transformé plus de mille huit cents emplois d'assistants en emplois de maître-assistant), mais parce qu'un grand nombre d'assistants en place depuis plusieurs années n'assurent pas les recherches qui justifient leur inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant.

« Je suis universitaire. Je connais la difficulté de ce métier, donner des enseignements de haut niveau et prospectifs, assurer des recherches, élargir les contacts avec l'environnement socio-économique et avec la science internationale.

« C'est pourquoi j'estime profondément tous ceux qui ont la vocation d'enseignant universitaire. Ils sont un atout majeur pour notre pays.

Les étudiants ne veulent plus être manipulés

— Vous reprochez, au nom de la neutralité, aux assistants d'avoir des positions politiques, et des positions de gauche. N'avez-vous pas, de votre côté, rompu avec la neutralité en limitant, par exemple, vos contacts avec les syndicats enseignants au seul syndicat autonome ? Et maintenant avec votre candidature aux élections législatives à Metz ?

— Je reçois les délégations représentatives des syndicats au niveau national pour évoquer les problèmes qui font progresser le fonctionnement des enseignements supérieurs et la situation des enseignants, des chercheurs et autres personnels.

« Je poursuis une politique de qualité scientifique et de répartition équitable et transparente des moyens entre tous les établissements quels qu'ils soient.

« C'est ainsi que j'ai souvent reçu la Fédération de l'éducation nationale, la Fédération des syndicats autonomes et les instances nationales des syndicats qui leur sont affiliées. J'ai ainsi reçu le Syndicat national de l'enseignement supérieur toutes les fois qu'il m'a posé des problèmes universitaires précis. Par contre, je refuse les débats oiseux. Ma mission est lourde, et je veux l'accomplir pleinement.

« Quant à ma candidature à Metz, il s'agit d'un choix de citoyen qui s'intéresse en rien avec mes activités de secrétaire d'Etat aux universités.

— Un récent sondage sur la vie des étudiants montre que ces derniers sont plutôt dépolitisés. Comment jugez-vous cette nouvelle situation ?

— Ils ne veulent plus être manipulés, égarés dans des entreprises de démission universitaire dont ils sont les premières victimes. Ils savent que leur avenir dépend d'abord de leur travail et de leurs qualités d'hommes et de citoyens, libres et respectueux de la liberté des autres.

Propos recueillis par PHILIPPE BOGGIO.

Pour les USA? Prenez la porte Sud

National Airlines: des vols directs vers le Sud, Orly-Miami sans escale.

Désormais, pour aller vers le Sud des USA, ne passez plus par le Nord: National Airlines vous emmène sans escale de Paris à Miami dans une confortable cabine de DC10.

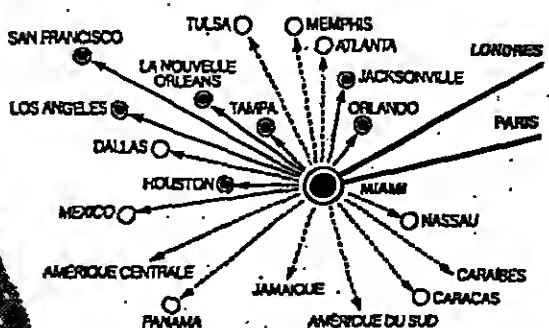
Vous volez vers Houston, La Nouvelle-Orléans et d'autres grandes villes du Sud et du Sud-Ouest sans changer de compagnie.

Quand vous êtes avec nous, nous sommes à votre disposition pendant tout le voyage. Notre service est celui qu'aiment les hommes d'affaires: un service sans agitation, mais efficace. Comme vous l'appréciez.

Une autre bonne raison d'entrer aux USA par la Porte Sud: nos excellentes correspondances pour les Caraïbes, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud.

C'est le service "aux petits soins" de nos hôtesses qui explique pourquoi les trois quarts de nos passagers ont déjà voyagé avec nous.

Miami, la porte Sud des USA



National Airlines

Contactez votre agent de voyages ou National Airlines, 102 Champs-Élysées, 75008 Paris (225.64.75 - 256.25.77 - 563.17.66). Siège de National Airlines Inc.: État de Floride, USA.

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

LES ENFANTS DANS LA VILLE

Les fanatiques de la planche à roulettes

« Au début, on appelle ça une planche, et puis après, on est au courant, alors on ne dit plus que : skate (1). » Benoît, treize ans, est venu, comme souvent le mercredi, de sa banlieue d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) pour faire du skate-board au Trocadéro. Depuis juillet, il a découvert ce nouveau jeu et il est déjà à l'aise pour le « tic-tac », ce mouvement de godille qui permet d'avancer sur terrain plat en gardant les deux pieds sur la planche.

Combien sont-ils ainsi sur les trottoirs ? On assure parfois qu'un million de planches auraient été vendues depuis le début de 1977, date à laquelle ce sport, inventé il y a quinze ans aux États-Unis par les adeptes du surf, a commencé à se répandre en France. A tel point que la rumeur se propage d'une interdiction prochaine par les pouvoirs publics à cause des décès encochés tant par les usagers que par... les passants.

Tolérance

Par les usagers ? Le docteur Henri Judet, chirurgien orthopédiste à l'hôpital d'enfants Saint-Vincent-de-Paul, à Paris, répond par un « non » nuancé. Dans le rapport qu'il a établi, en septembre dernier, pour le maire de Paris, il cite les chiffres relevés dans deux des quatre hôpitaux parisiens d'urgence pour enfants. De juin à septembre, sur mille sept cent quatre-vingt fractures soignées à Saint-Vincent-de-Paul, treize fractures provenaient à coup sûr de la planche à roulettes : aux Enfants-Malades-Necker, soixante fractures depuis un an. Les fractures les plus fréquentes sont celles du poignet ou du coude, accompagnées parfois de décollement du cartilage de croissance, ce qui peut entraîner des séquelles. Les fractures des membres inférieurs sont moins courantes, celles de la colonne vertébrale exceptionnelles, et les traumatismes crâniens rarissimes (deux sans gravité à Saint-Vincent-de-Paul, aucun à Necker).

Cependant, ajoute le docteur Judet, les projections sont recommandées : des condylières et des casques, à condition qu'il enveloppe la partie postérieure de la tête, comme celui des joueurs de hockey.

Ces précautions prises, le skate n'est pas plus dangereux que la bicyclette ou les patins à roulettes. Mais il y a les passants. Il est évident que les adultes et les vieux messieurs n'ont guère intérêt à s'aventurer au pied du palais de Chaillot les mercredis, samedis ou dimanches, quand une centaine de skateurs se livrent à de spectaculaires acrobaties. Le problème est donc celui des emplacements. A ce jour, plusieurs « solutions » ont été apportées, en comptant celle qui n'en est pas vraiment une : la ville de Paris — comme plusieurs villes de province — a examiné le phénomène sans prendre de décision précise, en dépit d'une manifestation juvénile et pacifique de skateurs aux Buttes-Chaumont qui, le 19 octobre, ont réclamé un terrain aux cris de « Le skate, c'est non polluant ! ».

Le 6 octobre, la commission extra-municipale des sports avait conclu que « la pratique de la planche à roulettes est une activité intéressante du point de vue sportif et qu'elle doit être exercée sous contrôle avec le public. (...) La commission a estimé qu'une surface lisse, bétonnée, plate ou en pente présenterait des avantages certains pour les enfants ». Personne aujourd'hui ne sait exactement où le skate-board est autorisé dans la capitale, et où il ne l'est pas. En vertu d'une décision de 1962, sont interdits sur la voie publique les jeux qui troublent la sécurité des piétons. Les responsables de la circulation l'ont observé, qu'il faudrait une nouvelle réglementation : non pour interdire, mais pour dérouter et l'interdire. En fait, il semble qu'il y ait tolérance à défaut d'autorisation.

« Pas avant les élections ! »

Aucun procès-verbal de contravention n'a été établi, même si les adeptes du skate-board continuent d'avoir vu des agents ou des gardiens de square confisquer des planches. Parfois, leurs propriétaires n'ont pas osé les récupérer au commissariat. C'est peut-être Vincent, treize ans, qui résume la situation : « Interdire la planche à roulettes ? Pas avant les élections ! » Il reconnaît pourtant que des agents sévissent dans le métro, mais « ils ne disent rien aux mafs (2). J'ai vu tout à l'heure qu'ils en laissent passer une, elle n'était même pas folle ! ».

Alors, en attendant, il est prévu de réserver cinq emplacements, dans la capitale, outre celui du Trocadéro affecté au patinage à roulettes depuis 1961 : aux Buttes-Chaumont (C'est bien, parce que c'est très en pente, mais ces jours-ci il y a des familles et on tombe), dans les stades parisiens, au square des Batignolles, au parc Montsouris, boulevard Richard-Lenoir et quai Saint-Bernard.

La municipalité d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) a résolu

antrement le problème. Depuis quelques semaines, le parc Henri-Barbousse est réservé aux skateurs les mardis et jeudis de 19 à 21 heures. Le matériel, planche et protections obligatoires, est prêté gratuitement. Un moniteur rémunéré par la ville aide les débutants ou les autres. Une trentaine d'enfants en ont profité d'hiver : profitent de ces possibilités.

Autre solution. A Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), un promoteur a investi 500 000 F pour édifier deux cuvettes de béton sur un terrain qu'il possédait. Cette piste de 3 000 mètres carrés, ouverte en août, accueille une quarantaine de jeunes chaque demi-journée. Prix d'entrée : 5 F ; le matériel de protection est obligatoire ; il peut être loué pour 5 F la demi-journée.

« Ce n'est qu'un jeu »

Ce cas est unique en France. Pour l'instant, plusieurs municipalités — notamment sur la côte du Sud-Ouest atlantique, berceau du surf et en conséquence du skate-board — se déclarent désintéressées, devant l'engouement pour ce sport, à construire une piste. Mais s'emparent-elles de chercher des terrains ? Personne n'ose assurer que l'engouement ne sera pas passager. Certes, aux États-Unis, la « mode » dure depuis quinze ans, et il existe une soixan-

attend. Il rejette l'idée d'un circuit « national », tel celui qui réclament (en vain) les motards : « Le moto est un phénomène national qui représente un problème permanent. La planche à roulettes n'est que l'instant d'un jeu, surtout parisien. Aussi bien, les équipements pour ce genre d'activité relèvent-ils des municipalités. »

D'ailleurs, faut-il parquer le skate-board dans des enceintes aux installations sophistiquées ? Certains, fabricants et commerçants, le prétendent. Afin, disent-ils, de pouvoir mieux contrôler l'état du matériel (mais cela est possible dans le cas d'un simple emplacement délimité). D'autres, au contraire, estiment que, selon qui, si le niveau s'élève, il faudra bien offrir des pentes, des sphères, des barres de saut.

Mais on risquerait, par là-même, de réserver le skate-board à une minorité, à une élite. C'est l'avis du docteur Judet, qui ne croit pas que le vélo doive sa popularité aux vélodromes, et qui préconise des emplacements de quartier d'où seraient écartés piétons et voitures.

Machille, quatorze ans, aime bien venir au Trocadéro, mais elle voudrait, elle aussi, que le skate garde de sa spontanéité. Si la réglementation devient trop contraignante, elle abandonnera. Ce plaisir lui pose d'autres problèmes pour l'instant : « Quand j'emporte ma planche au lycée, je la cache pour ne pas me la faire piquer. J'ai des copains qui se sont fait piquer leur planche. Remarque, j'en ai aussi qui piquent les planches aux autres. »

CHARLES VIAL.

PRIX ET RISQUES

Jusqu'à une date récente, le prix minimum d'une planche avoisinait 100 F et pouvait dépasser 700 F. Depuis quelques jours, il s'en trouve en vente dans des grands magasins pour 75 F. Les planches métalliques sont à proscrire ; leur tranchée affûtée par le frottement sur la sol, doivent couper comme une lame. La casque vaut de 40 à 100 F, les gants de 40 à 80 F, les coudières de 30 à 80 F et les genoux de 12 à 80 F.

L'assurance responsabilité civile chef de famille intervient pour les dommages causés aux tiers. Les garanties « extra-scolaires » couvrent, quant à elles, et les risques individuels et les risques aux tiers en cas d'accident sur un skate-board, puisque ce jeu n'est pas mentionné comme étant exclu des contrats. Les compagnies d'assurance ne disposent pas de statistiques permettant éventuellement de le classer au nombre des sports dangereux.

tatne de piques. Et cet été les premiers « championnats de France » ont été organisés du 12 au 14 août à Bayonne, avec cinq épreuves au programme : slalom géant, slalom spécial, descente, saut et figures libres. Cependant, M. Pétrillat, directeur au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports

La vie éphémère des « terrains d'aventure »

Constituée en 1975, l'association ACTA (Action terrain pour l'aventure) a réuni récemment une conférence de presse pour faire le bilan de cette expérience de loisirs originale. « Un terrain d'aventure, ont rappelé les responsables de l'association, est un espace ouvert aux enfants et aux adultes du quartier, dont l'entrée est libre et gratuite, où les activités ne sont pas imposées. » Généralement situés sur des terrains vagues ou sur le point d'être construits, ces espaces de jeux sont à la merci — surtout dans les grandes villes — de la politique d'urbanisme des municipalités. A Paris, un bulldozer a entrepris, il y a quelques jours, de raser le terrain d'aventure situé entre la rue du Pré-Saint-Gervais et la rue des Lilas, près de la place des Pétes (19^e), pour y installer des classes maternelles préfabriquées. Ce terrain a été transféré à quelques pas de là, rue des Bois, mais les animateurs d'ACTA redoutent sa disparition.

Selon ACTA, via moyenne

d'un terrain est de deux ans à peine. La vingtaine qui fonctionnent actuellement en France seraient de création récente, tandis que sur les seize créés depuis 1972 dans la région parisienne, sept seulement subsistent.

Un congrès réunissant une centaine d'animateurs de terrains a eu lieu en juin dernier à Rambouillet. Huit pays européens étaient représentés : Autriche, Danemark, France, Norvège, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suisse.

Les participants ont constaté une grande diversité dans l'im-

A Boulogne-Billancourt

DES FOOTBALLEURS INTÉPESTIFS

« Nous avons entre huit et treize ans. Après la sortie de l'école, nous allons tous jouer au football sur le stade de l'A.C.B.B. C'est le seul terrain où on peut jouer. Mais il y a le gardien qui nous empêche, il est très méchant, et crie tout le temps. »

Interdits de séjour sur le beau terrain vert, indésirables, vingt

gamins de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) écrivent à notre journal leur désarroi et leur colère. Pétition insolite, signée Thierry, Franck, Philippe, Dominique... et les autres.

A Boulogne, comme ailleurs, la ville n'appartient ni aux enfants. Peu de place pour les rêves, et le jeu. Le béton et les supermarchés ont occupé les lieux. Mais il reste le stade. Sur sa pelouse au vert tendre, l'imagination a pris le pouvoir. Des images de champions peignent la tête, des ailes au bout du pied, on s'y prendrait facilement pour l'atmosphère pour l'atmosphère. On y oublie les interdictions, et les cris du gardien.

Brusque retour à la réalité quotidienne. Le stade, « Réserve aux membres de l'Athlétique Club de Boulogne-Billancourt ». Quant au gardien, il est là pour faire régner l'ordre et ne tient pas à ce que son autorité soit mise en défaut. « J'ai des ordres, dit-il, le mercredi, il y a trois cents jeunes qui font du foot. Les autres soirs, il y a le tennis, et le lancer du javalot. Nous n'avons pas de place pour ceux qui ne sont pas membres du club. Les gamins qui vous ont écrit ? Je les connais bien. Ils rouspètent tous les soirs avec leur carabine. Je les chasse d'un côté, ils reviennent de l'autre. Pas moyen de s'en débarrasser. Ils passent à travers les grilles. Il n'y a pas que le foot, dans la vie. Et, puis veulent en faire, ils n'ont qu'à payer 5 F, et prendre une carte, comme tout le monde. » Ces gamins habitent les H.L.M. de la rue de Sèvres, tout près du stade. Mais ils n'ont chez eux ni terrain de foot ni espace vert.

DANIELLE BOTT.

BIBLIOGRAPHIE

« L'enfant dans le monde actuel »

de Louise Pépin

Depuis sa naissance jusqu'à l'adolescence, le développement psychologique de l'enfant passe par un certain nombre de phases au cours desquelles l'attitude des adultes — parents ou éducateurs — est déterminante. L'angoisse des huit mois, l'opposition avec l'apparition du « moi » avant trois ans, la jalousie fraternelle, sont quelques-unes des étapes les plus importantes que la psychologie connaît bien maintenant. Ce sont ces étapes que Louise Pépin passe en revue dans *L'enfant dans le monde actuel* en citant abondamment les spécialistes les plus réputés. Une importante bibliographie est annexée à l'ouvrage.

Inspectrice départementale de l'éducation nationale, Mme Pépin souhaite apporter ainsi des informations de base non seulement aux parents, mais aussi aux maîtres, sur lesquels chaque enfant fait plus ou moins un « transfert

de l'autorité du père ». Or « une pédagogie qui n'est qu'un ensemble de recettes et de techniques coupées de leurs racines psychologiques et utilisées sans le souci de la personnalité de l'éducateur et de l'étape conduisant à l'échec. » C. A.

* Editions Bordas, pédagogie, 160 pages, 16 F.

Préparation au CAPA
Certificat d'aptitude à la prof. d'avocat de janvier à juin.
avec entraînement intensif en sept.
Cours : Matin et Quartier Jours
CEPES
72.94.94 ou 74.92.15

Nathan mène le jeu.

Des jeux-cadeaux de 9 à 99 ans. De 45F à 99F.

Tout le monde adore les jeux Nathan. Parce que ce sont des jeux passionnants. Ils font voyager en France ou ailleurs. Ils font aimer la mer, la terre et les animaux. Jeux de mains, jeux de mémoire, jeux de réflexes : une fête pour l'esprit et pour toute la famille.

Jeu de stratégie	Histoire, jet, espionnage
SHING-SHANG Un jeu d'observation et de stratégie passionnant : placer le plus vite possible ses 12 figurines sur les lignes de départ du camp adverse (10 ans). 45,00 F*	AU HASARD DE L'HISTOIRE L'histoire de France, en jouant avec un grand historien (10 ans). 99,00 F*
Jeu électrique	
LA MER par Alain Bombard Une véritable encyclopédie de la mer avec plus de 500 questions-réponses (10 ans). 89,00 F*	

MISSION IMPOSSIBLE
Un grand jeu d'enquête : chaque joueur est un agent secret et doit identifier puis capturer son adversaire (pour tous). 65,00 F*

AIR TRAFIC
Parcourez le monde, transportez vos passagers et rentabilisez votre compagnie (10 ans). 99,00 F*

MOTO-CROSS
AU HASARD DE L'HISTOIRE

LA MER

MISSION IMPOSSIBLE

Jeux Nathan.
Une fête pour l'esprit.

SONY
VIDEO CASSETTE COULEUR
UMATIC V.C.U. 1830
disponible immédiatement
téléphonez à NICOLE
770.98.25
pour tous renseignements

Pour voir et savoir sur votre téléviseur couleur vos émissions TV préférées, enregistrez-les : formation, information, éducation, sport, réunion de famille. Jusqu'à 12.77, une grande pile vidéo sur votre téléviseur couleur (toutes marques).

caméra 7 VIDEO SONY
7 et 11, rue La Fayette - 75008 PARIS

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

PLUS VULNÉRABLES QUE LES AUTRES

Les veuves de moins de quarante-cinq ans sont de plus en plus nombreuses

L'Assemblée générale de la Fédération des associations des veuves chefs de famille (FAVEF), qui regroupe quatre-vingt mille adhérents, a eu lieu, samedi 26 novembre, à Paris. Mme Hélène Mitojoff, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé, a souligné devant les délégués des quatre-vingt-quatre associations départementales les buts et les contraintes de la politique familiale. A l'occasion de cette manifestation, le secrétaire d'Etat, qui a récemment répondu, au nom du gouvernement, aux questions des sénateurs de l'intergroupe parlementaire d'étude des problèmes du veuvage, a pris connaissance des objectifs prioritaires de l'association : 1) versement à la veuve, inscrite comme demandeur d'emploi, des allocations d'aide publique ; 2) suppression des conditions de ressources pour l'ouverture du droit à reversion de la retraite du conjoint décédé ; 3) possibilité de cumuler intégralement une retraite personnelle et une pension de reversion.

Il y a actuellement plus de trois millions de veuves en France ; 90 % d'entre elles ont dépassé l'âge de cinquante-cinq ans. Mais il y a de plus en plus de jeunes veuves : quatre-vingt-dix mille ont moins de quarante-cinq ans.

De l'indigence au confinement psychologique et moral

La société est impitoyable pour tout ce qui n'est pas dans le schéma général de ses sollicitudes. Les jeunes veuves sont abandonnées à leur sort avec de faibles ressources, parce que le malheur qui s'est abattu sur elles n'est pas « normalisé ». Quel de plus imprévu, en effet, que de mourir jeune ? Le désarroi de ces femmes et de ces enfants qu'un homme jeune vient de quitter est souvent oublié. « Un jour ou l'autre, nous nous retrouvons sans ressources, explique une jeune veuve depuis deux ans. Le compte en banque est bloqué. Nous n'avons pas de qualification professionnelle. Et les veuves qui trouvent du travail sont exploitées par l'employeur, qui sait qu'elles ne renégocieront pas. Les contrats emploi-formation auxquels les veuves ont droit leur sont rarement accordés. Les employeurs préfèrent les jeunes sans problèmes. Dans la région du Nord-Pas-de-Calais, il n'y en a eu qu'un seul cette année en faveur d'une veuve.

Tout leur univers s'écroule du jour au lendemain : « Toutes les veuves subissent une baisse de niveau de vie. Il y a des femmes de médecin qu'on retrouve à l'aide sociale », dit Mme Devaux, responsable de la section des jeunes de la Fédération des associations de veuves civiles (1). « La retraite de reversion n'est pas lourde car nos maris n'ont que très peu cotisé. L'allocation différentielle de parent isolé qui vient d'être créée permet seulement à celles d'entre nous qui sont en dessous du SMIC de l'atteindre. »

Un certain embarras

Si les femmes de cadres ou les veuves par accident du travail parviennent à s'en sortir, les autres n'ont que leurs yeux pour pleurer. L'indigence sociale entraîne des difficultés d'ordre social, moral et psychologique. Les anciens amis abandonnent la veuve dont le malheur devient gênant : « Moi, je ne dis pas volontiers que je suis veuve, car je sens un certain embarras. » « Quand il y a un mariage, on présente, on oublie de mentionner. »

La solitude accable ces femmes qui souvent sont dans la dépression. Le nombre des mariages est en baisse. « Retraire sa vie », n'est pas seulement un mot, c'est une réalité. Le souvenir du mari, idéalisé, même s'il n'a pas été un époux parfait, le regard des autres, qui ne le voit pas, tout ça pèse de trop de solitude, remette la veuve à sa place : autant d'obstacles pour retrouver une vie normale.

« La pression morale de la famille, la section de la section de travail ont pour résultat qu'en dehors du travail les occasions d'oublier sont rares, les choix des divertissements restreints : je m'occupe de l'association parce que, les bonnes œuvres, c'est permis. » L'appauvrissement du foyer, le confinement psychologique et moral font des jeunes veuves des laissées-pour-compte.

Elles sont pourtant 90 000 veuves.

● Le programme universitaire du Centre Rachi. — Le Centre Rachi, 30, rue de la Harpe, 75005 Paris, et le Comité universitaire des étudiants juifs (CUEJ) ont décidé de fusionner pour former le « Centre Rachi-CUEJ ». An calendaire de la nouvelle année universitaire figurent les cours et séminaires d'un programme divers en trois sections : I : pensée juive traditionnelle ; II : langue et littérature hébraïques ; III : littérature et philosophie juives comparées avec le judaïsme ; IV : histoire et civilisation juive.

● Mgr Paul Poupard a été réélu, au terme d'un premier mandat de six ans, recteur de l'Institut catholique de Paris. Le Père Michel Legrain, spirituel, a été nommé vice-recteur. Dans son rapport moral, Mgr Poupard a rappelé la priorité donnée à l'Institut : l'enseignement et la recherche en théologie et sciences religieuses. L'Institut catholique compte quatre mille étudiants dans ces disciplines et quatre mille huit cents autres dans l'ensemble lettres et pédagogie.

RELIGION

LE DIX-HUITIÈME COLLOQUE DES INTELLECTUELS JUIFS DE LANGUE FRANÇAISE

L'islam et les judéo-chrétiens

Hasard ou providence, ce dix-huitième colloque des intellectuels juifs de langue française, dont le thème avait été fixé l'an dernier, ne pouvait mieux se situer dans le temps qu'au milieu d'une quinzaine inaugurée par la rencontre de Jérusalem et se terminant sur celle du Caire. Destinée à éclairer divers aspects de l'islamisme aux yeux d'un public rendu perplexé ou

de philosophie musulmane et d'islamologie à Paris-IV, s'est efforcé de dégager les aspects religieux de l'islamisme musulman. Comment s'est-il demandé, une religion qui développe un sentiment extraordinaire de la transcendance divine peut-elle donner naissance à un humanisme ? M. Arnalès découvre cet humanisme chez les philosophes et les théologiens de l'islam. Leurs commentaires des versets du Coran permettent, en effet, des rapprochements surprenants. Ces commentaires offrent la diversité et les contradictions des débats théologiques ou des exégèses chrétiennes.

L'orateur reconnaît qu'il a choisi ceux qui allaient dans le sens de sa thèse, que l'on pourrait ainsi résumer : l'homme a été abaissé par le Prophète au niveau le plus bas pour souligner la grandeur de Dieu et celle de son don. Mais, pour M. Arnalès, l'homme est dans ce qu'il fait. Il n'est donc pas esclave d'une fatalité. Dieu le convie même à participer à sa création, à coopérer avec lui. Tel est l'aspect spirituel de l'humanisme coranique. Seulement, le fidèle ne doit jamais oublier que « Dieu se sert de la main de l'homme pour créer ».

La liberté humaine demeure, par conséquent, « de surface ». Et l'âme doit s'entraîner à se débarrasser d'elle-même pour découvrir que, en définitive, tout, jusqu'à son amour pour Dieu, n'est autre que l'amour que Dieu a pour elle.

Cette analyse, soulignant dans l'islamisme une parenté judéo-chrétienne et une méthode discursive que M. Claude Riveline a jugée familière à un juif, a été quelque peu contestée dans la salle : considérée comme partielle dans ses prémisses par un étudiant musulman et idéaliste dans ses conclusions par un juif libéral, elle a du moins eu le mérite d'offrir une base doctrinale et religieuse aux rapprochements qui s'ébauchent.

ALAIN GUICHARD.

L'humanisme musulman

Sous la présidence de M. Claude Riveline, professeur à l'Ecole des mines de Paris, on a abordé, au cours de la séance de l'après-midi, les problèmes religieux sous leurs aspects juridiques, sociaux, théologiques et mystiques. La cause profonde du dynamisme musulman, a dit en substance M. Abdel Magid Turki, réside dans la conviction des fidèles qu'ils sont soutenus par une force invincible. Cela explique notamment que depuis la conquête de leur indépendance on assiste, dans les pays musulmans, à une résurgence du sentiment religieux : le musulman est comme réconcilié avec son Dieu ; un Dieu qui désormais ne l'abandonne plus. L'orateur (chargé de conférences à l'université de Paris-IV) a souligné ensuite les traits universels de la religion islamique et son esprit de tolérance envers « les gens du Livre », chrétiens et juifs en particulier.

M. Roger Arnalès, professeur.

Françoise Dolto

interpellée par Gérard Séverin



L'évangile au risque de la psychanalyse

35f

jean-pierre delarge

La Fnac présente la télévision et la vidéo de demain

... avec 27 matériels en avant-première (dont un téléviseur expérimental mais enfin plat : 4 cm d'épaisseur)

... et 5 rencontres exceptionnelles télévision-vidéo

A ces étranges lucarnes qu'on appelle téléviseurs, il faudra demain trouver un autre nom. Car, demain, ils auront bien d'autres talents que de simplement capter des programmes de télévision.

Certes, ils continueront de nous montrer les affrontements de nos hommes politiques. Au théâtre ce soir, ou Léon Zitrone commentant sacres et funérailles.

Mais aussi, et en plus, ils nous donneront accès à des banques d'informations, nous aideront à gérer notre budget, apprendront l'orthographe aux enfants, surveilleront le sommeil de bébé. Et leur écran sera un terrain de jeux multiples aussi bien que le tableau sur lequel nous dessinons.

Science-fiction ? Non pas. Car nous y sommes déjà. Des techniques sont au point, des appareils existent, et des micro-ordinateurs sont ébauchés pour pratiquement déjà faire nos quatre volontés.

On accusait le téléviseur de nous rendre passifs, en supprimant tout dialogue.

Eh bien, voici 27 matériels qui, tous présentés en avant-première, nous démontrent que c'était là un faux procès. Simple maladie infantile d'un appareil qui n'avait pas encore révélé tous ses talents (mais qui nous cache sans doute encore bon nombre de ceux-ci).

Le téléviseur plat. Certes expérimental, il existe et il fonctionne. Et on verra à la Fnac le principe des futurs modèles (plus de tube) et mis au point par Hitachi, mesure 24,5 cm sur 19,5 cm, pour une épaisseur de seulement 4 cm.

Les téléprojecteurs. Les images de la télévision, mais reçues sur un écran de plusieurs mètres carrés.

Les magnétoscopes. Des appareils qui, avec 3 heures d'enregistrement continu (en couleurs, bien sûr) vont permettre de copier sur bande magnétique n'importe quelle émission de télévision - y compris le programme d'une chaîne alors que, dans le même temps, on en regarde une autre.

L'image dans l'image. Une image de petites dimensions s'inscrit dans un coin de l'écran. Pour contrôler ce qui se passe sur d'autres chaînes que celle que l'on regarde. Ou pour surveiller la chambre des enfants. Ou pour voir qui sonne à votre porte.

Les banques de données. L'intervention d'un décodeur permet d'accéder à diverses informations (Bourse, météo, horaires des trains, références bibliographiques).

Trois systèmes présentés : Pascaline (mis au point par la Curs), Antiope et Tio-Tac (du Centre national d'études et de télécommunications).

Les jeux vidéo. Plusieurs dizaines seront présentés (dont 8 seulement sont actuellement commercialisés).

Avec des jeux intégrés dans le poste de télévision. Et avec tous les jeux à cassettes (dont un posant des questions sur tous les sujets selon le principe de certains jeux radio ou tv).

Le home-computer. Cette fois, c'est un micro-ordinateur qui intervient. Et qu'on peut programmer soi-même à partir d'un clavier de machine à écrire, pour inventer des jeux, composer des dessins, ou réaliser des calculs s'inscrivant sur l'écran du téléviseur.

De 29 novembre au 3 décembre : au rayon télévision (c'est au sous-sol) de Fnac-Montparnasse.

De nickelodéon à la vidéo-projection... A partir du livre de Henri Diamant-Berger : « Il était une fois le cinéma » (édité chez Sinoth).

...avec Pierre Bromberger (président du Syndicat des producteurs de courts métrages), Claude Gautier (journaliste au Film français), Jean Narbonne (rédacteur aux Cahiers du cinéma), René Thévenet (président délégué de l'Association française des producteurs de films).

Mardi 29 novembre, de 18 h à 19 h 30

Les enfants du fil-à-l'écrite

Un débat suggéré par la sortie d'un livre collectif de Media-Forum : « Des images pour les enfants » (édité chez Casterman).

...avec Gérard Bellanger (cinéaste : « Le cinéma dans la classe », chez Casterman), Gabriel Cotto et Paul Doyff (qui, tous les deux, sont directeurs et producteurs de dessins animés et animateurs aussi de la télé des enfants, à Beaubourg), Michel Lefort (animateur d'un studio de tv pour enfants au collège Franklin), Anne-Marie Meissonnier (productrice à Fr3 ; animatrice de la télé des enfants à Beaubourg).

(Avec projection d'un film de Robert Bloomberg : « Animation Pie »).

Mercredi 30 novembre, de 15 h à 16 h 30

Jeux et spectacles télévisés sur commande

Un débat-découverte autour des possibilités qu'on aura désormais de programmer son téléviseur - c'est-à-dire de ne plus être un spectateur passif.

...avec Bernard Biette (Texas Instrument), Jean-Luc Grand-Clement (Société occitane d'électronique), Olivier Legus (responsable du service études de Thomson-Brandt), Jean Pizon (directeur commercial de Pizon interna-

tional), Jacques Schargrod (directeur de Markinter).

Mercredi 30 novembre, de 18 h à 19 h 30

L'image met-elle en danger notre civilisation et notre culture ?

Un débat sur la sociologie de l'image. A partir du livre de Dimitri Davidenko et Jérôme Diamant-Berger : « Des images plein la tête » (édité chez Sinoth).

...avec les auteurs, Jean-Pierre Corbeau (sociologue : « Un village sans la tv », chez Stock), Marc Ferro (historien et professeur à l'Ecole des Hautes-Etudes : « Cinéma et histoire », chez Denoël), Fred Forest (professeur à l'Ecole nationale de l'enseignement technique : « Art sociologique », aux Presses de la Cité), Jean-Paul Goutrevich (« L'image du président », Tamascope), Serge Toubiana (Les Cahiers du cinéma).

Jeudi 1^{er} décembre, de 18 h à 19 h 30

Ce que l'on verra, dans 10 ans, sur son téléviseur

Un débat sur la vidéo, la vidéo transmission, les banques de données, le télétexte, la téléimpression et toutes les techniques qui vont bouleverser nos rapports avec ce qui, aujourd'hui, n'est encore qu'un téléviseur.

...avec Michèle Beuche (responsable du service des relations extérieures au Cnrs), Pierre Courau (directeur du département Vidéo-transmission à la Sfp), Jean Duvignoud (« Lieu et non lieu », chez Galilée), Bernard Marti (Centre d'études de télévision et de télécommunication, Télédiffusion de France), Daniel Populus (animateur de la première expérience en France de téléimpression), Claude Termès (marketing du Télétexte à la Direction générale des télécommunications).

Vendredi 2 décembre, de 18 h à 19 h 30

A l'Auditorium de Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6^e

مكتبة من الأصل

Le Monde

DES SCIENCES
ET DES TECHNIQUES

L'ÉTUDE DU SYSTÈME SOLAIRE

Les anneaux d'Uranus

Neptune et la gloire de Le Verrier

En mars dernier, une méthode très particulière a permis d'observer Uranus, la septième planète du système solaire, et de découvrir ses anneaux. Cette découverte a été faite quand Uranus est passé exactement entre la Terre et une étoile relativement brillante de la constellation de la Balance. Un peu avant et un peu après l'instant où Uranus occultait l'étoile, on a observé des affaiblissements de la lumière

envoyée par celle-ci, qui ne peuvent s'expliquer que par la présence autour de la planète d'une série d'anneaux.

Comme toute découverte inattendue, celle-ci pose de nombreux problèmes. Un modèle théorique a été construit, qui explique l'existence des anneaux. Mais bien des questions sont pendantes, et seront discutées à la conférence de l'American Astronomical Society qui se tiendra prochainement à Boston.

La ville de Saint-Lô n'a célébré récemment le centenaire de la mort d'un de ses fils les plus prestigieux : Urbain Le Verrier. Deux professeurs d'histoire de la ville, et un lauréat de la Société astronomique de France ont, à cette occasion, publié un excellent petit livre consacré à l'illustre astronome (1). Bien documenté et objectif, cet ouvrage a su éviter le piège de l'hagiographie, piège dans lequel il est facile de tomber avec une personnalité aussi marquée que celle de Le Verrier.

Lorsque Le Verrier commença à s'intéresser à la mécanique céleste, l'héritage laissé par Laplace était à prendre. Il s'en empara et se lança très vite dans ce qui devait être l'œuvre de sa vie : le calcul des éléments des orbites de toutes les planètes connues du système solaire, tenant compte dans tous leurs détails des influences réciproques exercées par ces planètes les unes sur les autres. Cette œuvre de travail gigantesque, qui s'acheva avec sa vie, n'a été dépassée en précision qu'avec l'avènement de l'ordinateur.

Le respect de l'histoire oblige à dire que rien de tout cela n'est complètement vrai, même si d'émulés savants ont cru devoir reprendre à leur compte cette vision idéalisée des événements, tel Louis de Broglie, qui déclarait lors du centenaire de la découverte de Neptune, en 1946 : « Apparaissant à la place même où l'appelaient les calculs du jeune astronome français, l'étoile errante semblait dire, comme dans le poème de Vigny : « Vous m'appellez. Me voilà ! »

Les occultations d'étoiles, très utiles en astronomie, renseignent sur l'extension, la densité et la composition de l'atmosphère de la planète occultante. En effet, une étoile avant que l'étoile ne soit cachée, le rayonnement qu'elle émet frôle le disque planétaire, les couches atmosphériques diffrient la lumière qui parvient à la Terre. Diamètre et position de la planète occultante au moment de l'observation peuvent ainsi être mesurés avec précision.

Cependant, l'analyse des occultations de mars dernier n'est pas encore achevée ni toujours cohérente. Des astronomes indiens ont ainsi récemment rendu compte de plusieurs anneaux, larges ou minces, et séparés par des lacunes. D'un point de vue théorique également, de nombreuses questions se posent : quelle est l'influence réelle de la pression de radiation solaire ? Les collisions entre fragments, négligées dans la théorie, jouent-elles un rôle, comme le suggère une étude des Français A. Brahic et M. Hénon. Les réponses viendront sans doute quand on connaîtra avec précision l'aspect des anneaux. Les astronomes ont, depuis leur découverte, essayé de « voir » ces anneaux, mais leur faible brillance a pour l'instant fait échouer toutes les tentatives de détection optique directe. Le grand télescope spatial qui sera placé en orbite terrestre en 1983 devrait permettre de grands progrès dans ce domaine.

Le Verrier n'était pas seulement un calculateur habile et infatigable, c'était aussi un esprit éclairé et ouvert au monde de l'astronomie. Il a été le premier à proposer la découverte de Neptune, en 1846, et à en proposer la recherche. Son action a été l'observatoire de Paris, où il venait le physicien Léon Foucault, son soutien à la jeune physique solaire et à ses méthodes spectroscopiques, ses propres travaux sur l'aplanissement du Soleil comme origine possible de l'événement de Mars (2), lui ont assuré une place de premier ordre dans l'histoire de l'astronomie.

Le respect de l'histoire oblige à dire que rien de tout cela n'est complètement vrai, même si d'émulés savants ont cru devoir reprendre à leur compte cette vision idéalisée des événements, tel Louis de Broglie, qui déclarait lors du centenaire de la découverte de Neptune, en 1946 : « Apparaissant à la place même où l'appelaient les calculs du jeune astronome français, l'étoile errante semblait dire, comme dans le poème de Vigny : « Vous m'appellez. Me voilà ! »

La « faute » de Lalande

Mais au moins, toutes erronées qu'elles fussent, peut-on dire que ces indications permirent l'observation d'un nouveau corps céleste ? Ce n'est même pas le cas ! Neptune avait déjà été repéré par l'astronome Lalande à l'observatoire de l'Ecole militaire en 1788. Ayant constaté que du jour au lendemain une « étoile avait bougé », l'observateur avait conclu... que son observation était fautive et qu'il y avait lieu de donner cette fautive étoile du tableau !

Restituée dans son ensemble, la séquence historique réelle des événements qui ont permis de découvrir Neptune est la suivante : Le Verrier n'a pas eu à faire l'hypothèse, qui existait déjà ; il a fait seul les calculs, c'est incontestable, mais il n'est pas le premier à les avoir faits ; d'ailleurs, ses calculs reposent sur une hypothèse inexacte, comme ceux d'Adams ; mais cela n'empêche pas que ces calculs ont permis de découvrir, par accident, la vérité de l'existence de Neptune. Si une nouvelle planète avait pu être vue, mais n'aurait été découverte que par un astronome cinquantenaire, c'est parce que son concept n'existait pas : l'absence de calcul et le contact immédiat de l'œil et de la chose n'ont pu produire dans un cas ce que le concept, appuyé sur des calculs et aidé par le hasard, a produit dans l'autre cas.

On rêve d'une histoire et d'une philosophie des sciences réellement internationales et non chauvines, qui rendent au concept la place qui lui revient, mais aussi au réel une autre fonction que celle de répondre « me voilà ! » à la convocation infinie par le concept.

MICHEL AMIOT
chargé de recherches au C.N.R.S.
et PHILIPPE DELACHE,
astronome à l'Observatoire de Nice

(1) Le Verrier, par P. Levert, P. Lalande, M. Lantier. — Editions OCEP, 30200 Couteances, 192 p., 48 F.

(2) On sait que l'explication de cette avance devait être fournie par la théorie de la relativité générale d'Einstein. Cependant, depuis quelques années, la possibilité d'un effet complémentaire, dû à une aplatissement du soleil, a été activement étudiée, et le débat n'est pas clos.

Lorsque Airy lui fit la même demande, quelques mois plus tard, Le Verrier répondit aussitôt. Les observations furent entreprises à Cambridge, et dans les objets catalogués, Neptune fut noté (noté, mais pas découvert, car il fallait comparer les observations à plusieurs jours d'intervalle pour détecter la planète par son mouvement par rapport aux étoiles fixes).

Ce travail de réduction des observations fut effectué trop lentement, et la découverte — c'est-à-dire l'observation de l'objet et la mise en évidence de son caractère planétaire — revint à l'astronome berlinois Galle qui disposait d'une carte de la région du ciel où se trouve précisément Neptune. Il n'eut aucun mal, après avoir reçu les indications de Le Verrier, à constater, dès le lendemain, l'existence d'un nouvel objet, qui s'était déplacé ; cette fois la planète était bien découverte. Ce qui montre que les calculs de Le Verrier étaient au moins précis.

Mais s'ils étaient précis, ils n'en reposaient pas moins sur une hypothèse fautive, comme ceux d'Adams ! Dans cette affaire, le nombre de paramètres indéterminés était important, et il fallait faire quelques hypothèses plausibles pour le diminuer. Par exemple, supposer que l'orbite de Neptune était proche du plan de l'écliptique, ce qui était exact ; par exemple, aussi, supposer que le dimensionnement de Neptune obéissait à la progression régulière (« loi » empirique de Bode, vérifiée pour les autres planètes), ce qui s'est révélé largement faux. Seulement voilà, la position prévue pour Neptune à partir de ces hypothèses

COMPORTEMENT
DES INSECTES
ET MILIEU
TROPIQUE
COLLOQUE
(30 communications
dont 18 en anglais)
190 F

Editions
du CNRS
15 quai Anatole-France 75000 Paris
Tél. : 556-82-25 — C.S.P. 9131-50 Paris

Livres et instruments
scientifiques et médicaux anciens
Achat au plus haut cours
Catalogue sur demande : 50 F
Alois BRIEUX
48, rue Jacob
75006 Paris

Un millier de cartes françaises découvertes en Suède

UNE collection très complète de mille cartes de navigation du monde entier, dessinées en France — par ordre du roi — de l'Empereur, venant d'être retrouvées dans une cave de la base navale royale de Karlskrona, en Suède. Le commandant Gustaf Celsing, spécialiste en la matière, a déjà examiné dix-sept des dix-neuf volumes de 70 cm x 100 cm et précise que ce sont des pièces uniques datant de la période 1770-1840. Les cartes, très bien conservées, portent des relevés des côtes des six continents avec de très beaux dessins des profils côtiers vus du large et des plans de ports. Bon nombre d'entre elles sont colorisées.

Des textes manuscrits décrivent les routes, les manœuvres portuaires, des instructions et des incidents de voyage. Les

nommes des dessinateurs ou graveurs ainsi que le sceau de la marine française figurent souvent. Toutes les mentions sont en français, mais depuis bien des noms ont changé. Ainsi l'Australie s'appelait-elle Nouvelle-Hollande. On trouve aussi, par exemple, dans le détail, le port de Saigon, Diboout, Terre-Neuve, le Saint-Laurent, de nombreuses Antilles, les Guyanes avec leurs fleuves, toutes les côtes de France, le Baïlique, le Méditerranée, le Mexique, Marseille, Alger, Tunis, l'Afrique et Madagascar, la route des Indes, l'Extrême-Orient, l'Indonésie, nombre d'îles du Pacifique avec des noms difficilement identifiables selon la toponymie actuelle, le Svalbard et des parties de l'Amérique.

La cap Horn, le détroit de Magellan, toutes les côtes est et ouest des Amériques jusqu'à

la latitude du « Port des Français » sur la côte d'Alaska sont très détaillées, de même qu'une partie du Japon, du Kamtschatka et le détroit de La Pérouse. Cet itinéraire justement donne à penser qu'il s'agit de ces cartes rapportées en France à travers le Sibirie par Jean-Baptiste de Lescop, un des compagnons de La Pérouse. Le manuscrit — répété plusieurs fois — des noms des navires la Zéna et l'Astrolabe et de leurs routes indiquent que les cartes les plus récentes sont celles de Dumont d'Urville, parti de la recherche de La Pérouse avec les cartes de celui-ci en plus des siennes.

Ce serait un officier suédois en service dans la marine française qui aurait rapporté ces cartes chez lui postérieurement à 1840.

PIERRE THIBAUT.

La Pompadour
collection "fêtes"
MANTEAUX
habillés
FOURRURES
et d'Amérique, exotiques, vision
PEAUX LAINES, PELISSÉS
également
ROBES DU SOIR
longues et courtes
GRANDES TAILLES
du 42 au 60
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chaussée d'Antin

Lentilles de contact miniflexibles.
Encore plus petites.
Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent, si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
Français et étrangers sur demande.

La formation des satellites

Les astronomes se demandaient d'ailleurs si Saturne était bien seule planète du système à posséder ses anneaux ; mais leur a-t-elle répondu la découverte constituée un cas de choix pour l'étude de formation, encore mal connue, des systèmes de satellites planétaires.

Une manière générale, l'existence de satellites stables autour d'une planète n'est possible qu'à l'intérieur d'un certain rayon sur de celle-ci, appelé limite Roche. En deçà de cette limite, la force de gravitation, les forces d'attraction gravitationnelle variant d'une extrémité à l'autre d'un satellite qu'elles exercent sur la masse solide, ne parviennent pas à vaincre l'effet de marée. Y a donc place, près de la planète, pour une multitude de fragments, pouvant former un anneau.

Pour expliquer l'existence de satellites bien définis, il faut voir d'un mécanisme qui assure la stabilité du mouvement de ces particules. Sinon, les perturbations extérieures

Les mélodies commencent-elles toutes de la même manière ?

DENYS PARSONS a publié en 1975 un répertoire des thèmes musicaux sous le titre *Directory of tunes and musical themes*. Comme tous ceux qui l'ont précédé dans cette voie, il s'est heurté à un problème de classification. Pour mettre en ordre des mots, il y a l'alphabet. Mais les notes de la gamme ne peuvent jouer le rôle des lettres. Un mélodiste garde sa valeur lorsqu'il est transposé (toutes les notes changent également de hauteur). Pour classer les mélodies, Denys Parsons a donc choisi une autre méthode.

Quand deux notes se suivent, le son peut soit monter, soit descendre, soit rester égal (dans le cas d'une répétition). Denys Parsons a utilisé cette propriété pour distinguer et classer les mélodies. Il y aura celles où l'on monte, monte puis descend, etc., celles où l'on descend, monte puis descend, etc.

Ce procédé est excellent car il permet à la fois de distinguer les mélodies sans équivoque et de retrouver facilement une mélodie dont on connaît le « profil ».

Cette méthode vient d'avoir une remarquable application. A priori, des mélodies devraient se répartir au hasard suivant les critères montées, descentes, égalités. Leur profil devrait être quelconque. Or Denys Parsons s'est aperçu qu'il n'en était rien, du moins pour les trois premières notes (qui définissent deux intervalles). Les neuf combinaisons possibles montées-montées (M.M.), montées-descentes (M.D.), descentes-montées (D.M.), descentes-descentes (D.D.), égalités-égalité (E.E.), égalités-montées (E.M.), montées-égalité (M.E.), égalités-descentes (E.D.) et descentes-égalité (D.E.) ne sont pas utilisées avec la même fréquence par les compositeurs, que ce soit en musique populaire ou savante.

	M.M.	M.D.	D.M.	D.D.	E.E.	E.M.	M.E.	E.D.	D.E.
1 ^{re} choix...	22	6	14	4	2	1	1	1	1
2 ^e choix...	8	14	4	2	2	1	1	1	1
3 ^e choix...	2	6	12	7	3	1	1	1	1
4 ^e choix...	3	9	13	4	17	4	1	1	1
5 ^e choix...	1	2	2	2	2	11	7	6	2
6 ^e choix...	1	1	1	1	1	9	13	6	2
7 ^e choix...	1	1	1	1	1	4	1	16	2
8 ^e choix...	1	1	1	1	1	1	1	2	26

Certaines combinaisons sont très favorisées, d'autres négligées. Une statistique portant sur 7 387 thèmes musicaux de trente compositeurs classiques (de Bach à Wagner) met en évidence les choix suivants : M.M. : 21,5 % ; M.D. : 19,8 % ; D.M. : 15 % ; D.D. : 13,9 % ; E.E. : 10,8 % ; E.M. : 6,6 % ; M.E. : 5,1 % ; E.D. : 4,7 % ; D.E. : 2,6 %.

Les mêmes fréquences se retrouvent à peu de choses près chez les autres compositeurs classiques ou dans les chansons populaires. Le classement sur 3 789 chansons populaires est en effet : M.M. : 27,3 % ; M.D. : 15,7 % ; D.M. : 13,5 % ; D.D. : 11,9 % ; E.E. : 11,1 % ; E.M. : 6,5 % ; M.E. : 5,1 % ; E.D. : 4,4 % ; D.E. : 2,5 %.

Les différences sont trop marquées pour que l'on puisse faire état d'une erreur statistique ou d'un biais expérimental (le goût de la personne qui a fait le choix des mélodies pour les mettre dans le dictionnaire). Elles se retrouvent quand la statistique est faite non globalement, mais par compositeur. Chacun d'entre eux utilise plus souvent un « profil » de départ qu'un autre. On peut donc dire qu'un tel met en premier le « profil » M. M., puis M. D., puis M. E., etc. On constate ainsi que vingt-deux compositeurs (sur trente) mettent au premier rang M. M., etc. M. D., un D. E. et un E. E. Le tableau ci-dessous résume ces goûts. Il est éloquent. La disparité est très faible. La plupart des compositeurs préfèrent M. M. et honorent D. E.

Pour l'instant, ce phénomène reste inexplicable. Y a-t-il des raisons physiologiques pour un tel classement ? S'agit-il d'un phénomène culturel ? Une étude comparable sur les thèmes des musiques orientales permettrait peut-être de répondre à la question. J.-L. L.

De la lutte contre la bilharziose à l'élevage des crevettes géantes

UN AVANT-POSTE DE LA RECHERCHE AUX ANTILLES FRANÇAISES

M. Jacques Sourdis, secrétaire d'Etat chargé de la recherche, vient de passer trois jours à la Martinique et à la Guadeloupe. Le but de ce voyage était double : ouvrir un séminaire sur la bilharziose à Petit-Bourg (Guadeloupe), au domaine Duclos, centre de l'Institut national de la recherche agronomique, et rencontrer les représentants des organismes de recherche qui travaillent dans les deux départements antillais.

La bilharziose — appelée aussi schistosomose — pose un grave problème en Guadeloupe, à Basse-Terre notamment. On estime que plusieurs dizaines de milliers de Guadeloupéens sont atteints par cette maladie tropicale parasitaire. Le phénomène est suffisamment préoccupant pour que la délégation générale à la recherche scientifique et technique ait organisé en Guadeloupe, de 1972 à 1977, une importante étude de la bilharziose dans le cadre de l'action concertée « Gestion des ressources naturelles renouvelables », étude à laquelle ont participé de multiples laboratoires et instituts métropolitains et guadeloupéens. La bilharziose est, en effet, une des maladies tropicales liées à l'eau et doit être prise en considération dans tous les projets d'aménagement rural. Le séminaire de Petit-Bourg avait pour but de présenter aux autorités et élus locaux les résultats de cette étude.

Un escargot d'eau douce

Comme dans tout le secteur américain, la bilharziose guadeloupéenne est provoquée par un ver parasite, *Schistosoma mansoni*, qui s'introduit dans l'organisme par le biais de mollusques, mais aussi, et plus récemment, par le biais de poissons. Les mollusques pondent au rythme de plusieurs milliers d'œufs par jour dans les vaisseaux sanguins ou les organes de l'être humain. Certains de ces œufs passent à travers la vessie et sont rejetés dans l'eau, par l'urine ou les selles.

Arrivés dans l'eau, les œufs donnent naissance à des larves (*miraclides*) qui, pour survivre, doivent éclore quatre heures à vingt-quatre heures après avoir été introduites dans l'escargot. Là, elles se transforment en cercaires (larves de la deuxième génération), puis elles sortent de ce mollusque-hôte pour pénétrer à travers la peau dans les organismes humains, où elles deviennent des vers adultes.

Il existe, certes, des médicaments capables de combattre efficacement la bilharziose. Mais d'une part, ces médicaments peuvent provoquer des réactions secondaires graves, parfois même mortelles. Et d'autre part, dès que le malade guéri retourne baigner dans les ruisseaux ou canaux contaminés, il est de nouveau infecté par le ver.

La lutte contre la bilharziose doit donc, pour être efficace, se développer sur le terrain des installations sanitaires et de l'hygiène publique. Il faut informer des risques courus la population, qui ignore trop souvent la relation entre l'eau et la maladie. Mais l'application des précautions indispensables — ne plus laver ou se laver dans la rivière, ne plus laisser les enfants jouer dans l'eau, ne plus se baigner, ne plus jeter les excréments dans le plus proche canal ou la rivière voisine — est difficile : ces pratiques sont liées, bien évidemment, au niveau de vie. Comme l'a montré une des études faites en Guadeloupe, les milieux sociaux les plus défavorisés sont les plus contaminés. Et les grands projets d'irrigation de la Grande-Terre pourraient, si on ne prend garde à éviter la stagnation des eaux, favoriser l'extension de la

bilharziose à des zones encore indemnes comme l'a fait en Egypte le développement du réseau d'irrigation qui a suivi la mise en service du Haut-Barrage d'Assouan.

Porto-Rico et la Chine ont, cependant, réussi l'éradication de la bilharziose. En outre, diverses voies de recherche sont prometteuses : les études sur l'immuno-

contacts des chercheurs français avec la communauté scientifique internationale peut assurer une recherche de qualité. Dans cette perspective, les Antilles doivent devenir l'avant-poste de recherches spécifiques : Martinique et Guadeloupe, appartenant au monde tropical américain et sont confrontées, dans de nombreux domaines, à des problèmes similaires à ceux que doivent résoudre les pays de l'Amérique tropicale. Notons que divers organismes — l'ORSTOM, entre autres — travaillent déjà par contrat en Amérique latine.

Deux thèmes particulièrement intéressants sont en cours actuellement en Martinique, l'un et l'autre relevant du domaine de l'aquaculture et bénéficiant du soutien financier de la région. Depuis janvier 1976, à Sainte-Anne, l'Institut français du pétrole cultive des algues spirulines, *Spirulina maxima* et *Spirulina platensis*, et depuis juillet 1976 à Saint-Pierre, des crevettes géantes d'eau douce (*Macrobrachium rosenbergii*) éclosent et prospèrent dans une station expérimentale.

La culture des algues spirulines est justifiée par leur teneur remarquable en protéines : un champ d'un hectare produit en un an 40 quintaux de bled, la même superficie de spirulines 40 tonnes de matière sèche ; en outre, le bled contient 7 à 9 % de protéines et les spirulines 70 %. C'est-à-dire que pour la même surface, la production de protéines est cent fois plus grande avec les spirulines qu'avec le bled. Et comme l'ont montré des études menées pendant quatre ans par deux laboratoires français, grâce à un contrat de la D.G.R.S.T., les protéines des spirulines sont d'excellente qualité et les algues dépourvues de toute toxicité. Les spirulines sont consommables par le bled aussi bien que par les hommes. Enfin, elles sont riches en pigments caroténoïdes indésirables à l'élevage des volailles.

L.I.P.P. a entrepris ces travaux car la culture des spirulines est un débouché pour le pisciculteur les gaz de combustion : du gaz carbonique, de l'eau et un ensoleillement intense permettent une photosynthèse très active.

Les crevettes géantes

Pour le moment les algues sont cultivées en quatre bassins, deux de 100 mètres carrés et deux de 12 mètres carrés. Les premiers résultats de cette aquaculture en eaux saumâtres alcalines (salinité 25 grammes par litre), sont satisfaisants. Et on essaye maintenant de faire pousser les spirulines dans de l'eau de mer (salinité de 35 grammes par litre), ce qui permettrait d'étendre plus facilement les surfaces de cultures et de créer de nombreux emplois tant dans la culture proprement dite que dans la transformation en aliments pour le bled, les poissons, les crustacés, et les hommes.

Les spirulines commencent à être utilisées dans l'élevage de crevettes géantes de Saint-Pierre (elles le sont déjà dans des stations d'aquaculture du Centre océanologique du Pacifique à Tahiti et du Japon). Elles sont données aux arénides qui sont elles-mêmes mangées par les crevettes.

Les crevettes géantes de Saint-Pierre sont originaires de Malaisie et le cycle complet de leur élevage a été maîtrisé dans un laboratoire d'Havre. La station de la Martinique a donc repris la méthode américaine, la région ayant engagé sous contrat un spécialiste anglais de l'élevage de ces crevettes. Les œufs éclosent et les larves se développent dans des eaux saumâtres. Au bout de vingt-cinq à trente jours, les larves sont devenues des juvéniles transparents de 10 à 15 millimètres de long. La salinité de l'eau est alors réduite de 15 à 0 grammes par litre en six ou sept heures et après quelques jours de repos, les juvéniles sont transférés dans des bassins de grossissement où circule très lentement de l'eau douce.

En six à neuf mois, les crustacés atteignent un poids de 50 à

100 grammes (la rapidité de croissance est fonction de la nourriture certes, mais aussi de la température de l'eau, l'optimum étant situé vers 23 à 26 °C). Au moment, la nourriture grossissement des crevettes est surtout en aliments pour poissons, mais des travaux sur nutrition de ces crustacés sont en cours au Centre océanologique du Pacifique et dans des laboratoires privés américains et japonais.

Les éclosions et l'élevage des larves doivent toujours avoir lieu dans une station spéciale, avec grossissement peut être fait de simples bassins de (2 500 mètres carrés) semblant la surface optimale. Les conditions sont de disposer d'eau douce pure et de donner, dans une nourriture suffisante, convenable aux crevettes.

Depuis neuf mois, huit équipes particulières ont des bassins grossissement ; huit équipes « pensionnaires » devraient verser à la taille intéressante, les premières crevettes sont livrées pour la reproduction, nombreuses personnes sont venues pour la station expérimentale et se renseigner. Une entreprise devrait être lancée ou peut produire trois tonnes de crevettes par hectare et par an à Porto-Rico, où l'élevage a commencé sur quelque 25 hectares. Les crustacés se vendent pour le moment 3,80 dollars la livre (environ 40 francs le kilo).

Il est vrai que les prix pour baisser si les élevages se multiplient : outre Porto-Rico, la production a commencé à Hawaï, Maurice, au Belize (ex-Honduras britannique) et même au Malawi où une compagnie japonaise apporte par avion l'eau de mer nécessaire.

YVONNE REBEYROL

(1) Office de recherche scientifique et technique outre-mer, service technique du globe rural, des forêts, Institut National de recherche agronomique, Institut de recherche pour les fruits et légumes, Institut de recherche en agro-tropique, Centre technique de canne à sucre, Bureau de recherche zoologique et minière, Centre scientifique et technique des maritimes, Institut physique du globe de Paris, Institut pour l'Institut français du pétrole, variétés, etc.

En toute logique

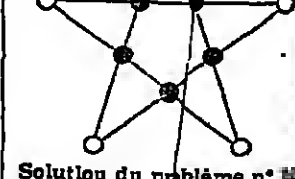
POINTS NOIRS ET POINTS BLANCS

Problème n° 108

Voici une des manières de disposer 10 points en 5 alignements de 2 points noirs et de 2 points blancs.

Comment disposer 21 points en 14 alignements de 2 points noirs et de 2 points blancs chacun ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)



Solution du problème n° 107

Ce carré de Michel Gygis est à la fois magique (ses lignes, ses colonnes, ses diagonales ont pour somme constante 99) et « enlitré » (ses nombres premiers entre eux quand ils se touchent horizontalement ou verticalement et ont un diviseur commun quand ils se touchent en diagonale).

3	32	39	16
40	9	1	27
21	34	33	2
26	15	4	45

Existe-t-il des carrés magiques et enlitrés de plus grande taille ? Existe-t-il des carrés magiques et truqués (nombres premiers entre eux quand ils se touchent en diagonale et ont un diviseur commun quand ils se touchent horizontalement ou verticalement) ?

PIL DE BERLOQUIN

rustiques
ou mont st-michel
101 rue de la République, 93000 Paris 18
Tél. 32 38 03 50

Entraînement à LA CONDUITE DE RÉUNION
Samedi 3 décembre, 9 h-17 h.
Institut Français de Culture Humaine
20, rue des Mathurins, Paris (8^e)
206-36-76.
(Frais de participation : 150 F)

VALAIS - SUISSE
Combinez un investissement sûr et sûr
avec vos VACANCES D'HIVER ET D'ÉTÉ
dans votre appartement ou chalet dans des stations reconnues
du VALAIS CENTRAL.
JOURNÉES D'INFORMATION
Les promoteurs-construiteurs (sans intermédiaires) sont à votre disposition pour renseignements de détail, photos, etc., pour vous informer sur les possibilités d'investissement dans l'immobilier, financement, location, etc.
A PARIS, du 1^{er} au 3 décembre 1977,
Grand Hôtel, Place de l'Opéra,
Salon Gabriel-Perré
de 12 heures à 22 heures.
Aménagement offert pour tout achat effectué durant l'exposition.
Pour informations : Jean-Pierre MARTY
16, rue Molitor, 75016 PARIS.
Tél. : 330-90-30 - 323-13-45.
ou PROJEKT 10 S.A., par F.-H. GAILLARD,
28, avenue de la Gare, 1260 STION (Suisse).
Tél. : 1947/27-23422.

CONFÉRENCES EN DÉCEMBRE AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
Avenue Franklin-D. Roosevelt, 75008 PARIS
Samedi 3, à 15 h. : A la découverte de la peinture par les méthodes scientifiques par Madeleine ROURE, Conserv. des Musées Nationaux.
Samedi 10, à 15 h. : L'Antarctique et les soixante ans de la Professeur BOUVÉAN.
Samedi 17, à 15 h. : Les connaissances du monde, par Yves GAILLARD.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Général : Jacques Fauré, directeur de la publication.
Imprimé de « Monde »
S.A. des Imprimeries
PARIS-10
1977
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux en publications : n° 5747.

Sous l'égide de la SOCIÉTÉ PÉLOMATIQUE DE PARIS
le PALAIS DE LA DÉCOUVERTE organise une conférence
A LA DÉCOUVERTE DE LA PEINTURE
par les méthodes scientifiques
Par Madeleine ROURE, conservateur en chef des Musées Nationaux
du Samedi 3 DÉCEMBRE
à 15 heures.
La SOCIÉTÉ PÉLOMATIQUE DE PARIS est la plus ancienne société scientifique pluridisciplinaire fondée en 1788. De nombreux savants ont fait partie : Lavoisier, Laplace, Cuvier, Ampère, Fresnel, Pasteur, plus récemment : Mérieux, Trautman, Roeland.
PALAIS DE LA DÉCOUVERTE, avenue F.-D. Roosevelt, 75008 PARIS.

مكتبة من الأصل

THÉÂTRE PORTE SAINT-MARTIN
UN SPECTACLE
DE ROBERT HOSSEIN
**PAS D'ORCHIDÉES
POUR
MISS BLANDISH**
Location : théâtre, agences
et par téléphone 607-38-53
**LOCATION OUVERTE
POUR LES REVEILLONS
SOIRÉE SUPPLÉMENTAIRE
LUNDI 26 DÉCEMBRE**

CE SOIR
34 REPRÉSENTATIONS
EXCEPTIONNELLES
THÉÂTRE DE L'ATELIER
EN COOPÉRATION AVEC LA C.C.
CLAUDE CONFORTÉS
**LE ROI
DES CONS**
DE
WOLINSKI
MISE EN SCÈNE ET ADAPTATION
SCÉNARIO DE
CLAUDE CONFORTÉS
AVEC
BERNARD MENEZ
JACQUES GRIPPEL
MICHEL MULLER
SOPHIE AGACINSKI
LOCATION AGENCES
ET THÉÂTRE
606 49 34

25 NOVEMBRE - 17 DÉCEMBRE
**LES VACHES DE CUJANCAS
et BARRACAS 1975.** de Richard Demarcy
et Teresa Mota
• Michel Cournot (Le Monde) : Un sommet de la création théâtrale. Ce théâtre
apporte une nouvelle origine, une nouvelle pensée, magnifiquement soutenue
par les acteurs. • Le Nouvel Observateur : Un spectacle vivant et fort.
• J.L. Migon (La Mairie) : Tout concourt à libérer l'imagination. • Informations
(Madrid) : Avignon, un des spectacles les plus applaudis par la critique.
• Le Soir : A la base de plaisir. • Gilles Sautier (Le Magazine Littéraire - Théâtre
public) : J'essaie de musicaliser, tapage de cirque, kermesse racoleuse, vraie
vache au clair et en os, indigent, malhonnête, grossier, plumeux, étonnant,
terroriste.
théâtre de la commune d'aubervilliers 833.16.16

QUINTETTE - OLYMPIC ENTREPOT.
Important : En raison de la durée du film, il est préférable de vérifier
les horaires des films.

LE NOUVEAU FILM DE CHRIS MARKER
**LE FOND DE L'AIR
EST ROUGE**

**PRIX DE COMPOSITION MUSICALE
PRINCE PIERRE DE MONACO 1978**
Le Prix de Composition Musicale, organisé par la Fondation
Prince Pierre de Monaco, sera décerné pour la dix-neuvième fois
au printemps 1978 à Monte-Carlo, la date finale des envois étant
fixée au 1^{er} avril 1978.
Ce concours, doté d'un prix de 30.000 francs français, sera
réservé, en 1978, à des œuvres de MUSIQUE SYMPHONIQUE et
DE BALLET.
L'œuvre ayant obtenu le Prix de Composition Musicale, Prince
Pierre de Monaco pourra être exécutée à Monaco au cours de
l'année qui suivra la décision du jury.
Pour obtenir le règlement du concours et pour tous renseignements
complémentaires, s'adresser à M. le Secrétaire Général
de la Fondation Prince Pierre de Monaco, Palais Princier, Monaco.

vos nouveaux amis dans un nouveau grand dessin animé



WALT DISNEY
**Les aventures de
BERNARD
et BANIA**
TECHNICOLOR

MERCREDI au CINÉMA LE REX séance spéciale à 10 h.

CHAILLOT
THÉÂTRE NATIONAL
**Titi
Eulenspiegel**
Centre Dramatique
de La Courneuve
Mise en scène :
Pierre Constant
Salle Gémier (727.81.15)

**Comédie
Française**
A l'occasion du centenaire de
MILOSZ
Création mondiale de
Saul de Tarse
Mise en scène :
J.-F. REMI
2 représentations except.
le 30 novembre
et le 2 décembre
Renseignements et location...
Salle Richelieu : 236-10-30, tous
les jours de 11 heures à 18 heures

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 20 h. : Elektra.
Comédie-Française, 20 h. 30 : L'Im-
promp de Versailles ; le Misan-
thrope.
Chaillet, salle Gémier, 20 h. 30 :
Titi Eulenspiegel.
Odéon, 20 h. 30 : D'où-on le dirait ?
Petit Toulon, 20 h. 30 : Mémorabilia
quarta.
Téa, 20 h. 30 : La Tragédie Historique
d'André, prince de Danemark.
Petit Toulon, 20 h. 30 : La Force des
faibles.

Les salles municipales
Nouveaux Carrés, salle Péguy, 20 h. 30 :
Agrippation Musical. — Grande
salle, 21 h. : Nuova Colonia.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 :
P. Amoyal, P. Lodon, M. Roegner ;
20 h. 30 : La Mante polaire.

Les autres salles
Ailes libres, 21 h. : Noctes rouges.
Antoine, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : Si t'es beau,
t'es con.
Athénée, 21 h. : Equus.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : Le Petit-
Fils du chat.
Bouffes-Opéra, 21 h. : Solenn le
constructeur.
Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium,
20 h. 30 : Les belles histoires d'ont
plus d'Anna. — Théâtre du Soleil,
20 h. 30 : David Copperfield.
Comédie Caennaise, 21 h. 10 :
Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h. 45 : Le Sésame pour Lippa,
le peuple.
Danton, 21 h. : Popée.
Mouffetard-VII, 21 h. : Un ennemi du
cinéma.
Cinéma, 21 h. : Arrête ton cinéma.
Gaité-Montparnasse, 21 h. : Alice.
Salle Richelieu, 236-10-30, tous
les jours de 11 heures à 18 heures.
Bouffes, 20 h. 45 : Les Contes
chanceux ; la Leçon.
Le Tinel, 20 h. 30 : Les Ragona-
ment.

Luxembourg, Théâtre Noir, 18 h. 30 :
La Belle Vie ; 20 h. : Fantôme.
22 h. 30 : Richard Wagner.
Théâtre Rouge, 20 h. 30 : Boite
à outils ; 22 h. 15 : Zoo story.
Madeline, 21 h. : Pour de vache.
Marigny, 21 h. : Miti la Chance.
Maurand, 20 h. 45 : La ville dont
le prince est un enfant.
Michel, 21 h. : Les Vignes du Sei-
gneur.
Michodière, 20 h. 30 : Peuvre assasin.
Montparnasse, 21 h. : Trois lits pour
luis.
Mouffetard, 20 h. 30 : Les Prétendues
ridicules.
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi,
Chérie.
Ouvrier, 21 h. : La Magouille.
Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Le Vie
carré, Petite salle, 20 h. 30 :
Albert Nobbs.

MUSIQUE ATHENEE

lundi 5 décembre 21 h
**ENGLISH CHAMBER
WIND ENSEMBLE**
Haydn - Dvořák - Mozart
lundi 12 décembre 21 h
mercredi 13 décembre 18 h 30
**SVIATOSLAV RICHTER
OLEG KAGAAN**
Ensemble du Conservatoire de Moscou
dir. Youri Nikolaïevitch
Reinhold - Hindemith - Berg
lundi 19 décembre 21 h
ELLY AMELING
en piano Irvin Gege
Lieder de Franz Schubert
ATHENEE-LOUIS JOUVET
4, square de l'Opéra Louis Jouvot
location et renseignements
073.27.24
agences - Fnec - Durand

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 29 novembre

Palais des arts, 20 h. 45 : Pauline
Julien.
Petite-Royale, 20 h. 30 : La Cage aux
folles.
Poche-Montparnasse, 21 h. : Sigis-
mond.
Porte-Saint-Martin, 21 h. : Pas d'or-
chidées pour Miss Blandish.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Topaze.
Studio-Théâtre, 18 h. 30 : En
attendant Godot.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Sybille
Joly.
Théâtre-en-Rond, 21 h. : Le Week-
end des patissons.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Tuer
sans pitié.
Théâtre Marie-Stuart, 21 h. : Elle,
elle et elle.
Théâtre Orléans, 18 h. 30 : La Ligne
de partage.
Théâtre de Paris, 21 h. : Vive
Henri IV.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Les
Derniers.
Théâtre de la Rue-d'Ulm, 20 h. 30 :
L'ombre du comte.
Théâtre 247, 20 h. 30 : La Ménagerie
de verre.
Variétés, 20 h. 30 : Fête de Broadway.

Les cafés-théâtres

An Boc fin, 20 h. 45 : le Motif ;
22 h. : Youth ; 23 h. : Sente dans
la boîte ; 0 h. 15 : Qui m'as y
pensent.
Blanc-Manteaux, 20 h. 30 : Bruno
Garcia ; 21 h. 45 : Au niveau du
choix ; 22 h. 15 : Pierre Trépolet ;
Café d'Edgar, 20 h. 15 : Aubade
à Lydie ; 21 h. 45 : Les Trois
Doubly ; 22 h. 15 : Machine à
fous (dernière) ; 23 h. 30 : Deux
sauterelles au-dessus de tout soupçon.
Café-Chou, 20 h. 30 : Néo-Cid IV ;
22 h. : Les Princes ennemis.
Comptable, 20 h. 30 : Le Petit Prince.
Cœur des Miracles, 21 h. 45 : Pro-
mage ou dessert ; 22 h. 15 : Le
Pyromane.
Petit Bain - Novellet, 21 h. : Ecce-
gle blanc ; 22 h. 30 : Les Jumeaux.
Le Plateau, 22 h. : Green et Loleuca.
Petit Casino, 15 h. : Du disc au
dac ; 22 h. 30 : Montali.

MERCREDI

U.G.C. MARBEUF VO
VENDOME VO - U.G.C. DANTON VO
CONVENTION SAINT-CHARLES VO
PARLY II VO
**les Chevaliers
du
RIRE**
FRANCE SOIR
**MONTY
PYTHON**
Débordants d'idées, irrésis-
tiblement drôles...
MONTY PYTHON. N'oubliez
pas leur nom : on va certai-
nement entendre repartir
de ces six gars.
LE MONDE

ils ont balayé l'Amérique
d'un ouragan de fou rire
et menacé immédiatement
Mel Brooks et Woody Allen
au box office avec leur
dernier film
"Sacré Graal"
LE POINT

UGC BIARRITZ VO - UGC ODEON VO - HELDER - REX - BRETAGNE - MAGIC CONVENTION
Périphérie : ARTEL Rossy - PARLY II
LE PLUS GRAND RÔLE COMIQUE DE
VITTORIO GASSMAN
BRANCALONE
S'EN VA-T-AUX CROISADES
VITTORIO GASSMAN - STERNA SANDRELLI - Mise en scène de MARIO MONICELLI

Festival d'automne

Théâtre des Champs-Élysées, 18 h.
21 h. 30 : Forum de la danse.

Les concerts

Salle Gaveau, 21 h. : G. Poulet,
D. N'Koua, violon et piano
(Mozart).
Le Labyrinthe-Forum, 18 h. : Man-
fred Sili, flûte (musique an-
cienne) ; 20 h. 30 : Pierre Lantier
(guitare).
Palais des congrès, 18 h. 30 : Concerts
du mardi (Bav. Tchaikovsky).
Eglise de la Trinité, 20 h. 30 : Albert
Roussel, orgue (Mozart).
Cité internationale, Grand Théâtre,
21 h. : Orchestre de chambre, dir.
G. Farnon (Mozart).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. :
Ce soir on actualise.
Deux-Ans, 21 h. : Aux Anns
citoyens.
Dix-Heures, 21 h. : Le maître est
démonté.

Jazz, pop, rock et folk

Théâtre Montferrat, 22 h. 30 :
Compagnie Lohé.
Palais des glaces, 20 h. : Bobby Few
et Alan Silva.
Palais de la découverte, 19 h. 30,
20 h. 45 et 22 h. : Læsturn, rock.

La danse

Voir aussi le Festival d'automne.
Le Hamelet, 20 h. : Graciela Mar-
tinez.

SPECTACLES POUR ENFANTS

(On 30 novembre en 7 décembre)

Cirque à Pandémonie au Nouveau
Carré, square Emile-Chartemps
(277-88-40), mer., sam., dim.,
20 h. 30.
Cirque Jean-Richard, Hippodrome
de la porte de Pantin (208-22-34),
mer., 17 h. ; jeudi, sam. et mardi,
20 h. 45.
Mariennottes du Luxembourg
(326-40-47), mer. et dim., 14 h. 30
et 15 h. 30 ; sam., 15 h. ; les Trois
Petites Cochons.
Théâtre des Marionnettes à fils,
maître de Montrouge (253-22-24),
mer., 14 h. 30 ; les Trois Oies.
Café d'Edgar (326-12-50), mer., 14 h.
et 16 h. ; sam., 15 h. : Fantômes
et tantoches.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre
du Soleil (374-94-00), lundi, mardi,
ven., sam., 20 h. 30 ; mer., ven.,
dim., 15 h. 30 : David Copperfield.
Les Blancs-Manteaux (361-05-15),
lun., sam., 15 h. : Sur la mer
pistache.
Les Quatre-Cents-Coups, mer.,
14 h. 30 et 16 h. ; sam., 15 h. :
Histoire du petit lapin Émile.
Séance (353-33-14), mer., 15 h. : La
Petite Sirène VI.
Studio (700-18-31), mer., 14 h. 30 :
Les Aventures d'un animal pas si
bête.
Théâtre d'Animation, Vincennes
(700-18-30), mer., sam., dim., 15 h. :
lundi, 14 h. 15 : Les Lettres de mon
monin.
Théâtre des Bouffes-Parisiens
(072-54-83), tous les jours, 14 h. 20,
saut sam. et dim. : le Malin
imaginaire.
Théâtre Montparnasse (325-57-64),
tous les jours, 14 h. 20, saut dim.
jeudi et sam., 15 h. : le Roman de
Renart.
Théâtre le Palace (878-32-47), mer.,
14 h. 30 : le raupé ; jeudi, ven.,
lundi et mardi, 14 h. 30 : le Rire
de la rim.
Théâtre la Tanière (337-74-38), mer.,
14 h. 30 et 16 h. 30 ; dim., 15 h. :
le Fauteuil Récit du musée
bavard.
Cinéma. — Le label Chomette a été
attribué par le secrétariat d'État à
la culture : (enfants) la Guerre
des étoiles, Un autre homme, une
autre chance, L'espion qui m'a
aimé, Duellistes, Harry Lynton,
Mary Poppins, Donald et Dingo au
Far-West (adolescents) Le fond de
l'air est rouge, Bobby Deocheff
la Grabe-Tambour, les Orphelins
in Vie devant soi, Glénice, encore
un effort pour être révolution-
naire, la Menace, Harlan County
U.S.A., Padre Padrone, Une jour-
née particulière, L'Amour au herb-
Transmanche Express, l'Argente
de la vieille, Tchaikovsky.

IRCAM / Passage du XX^e siècle

derniers concerts
mercredi 30 novembre 20 h 30
jeudi 1^{er} décembre 19 h 30
orchestre et chœurs de la BBC
direction
PIERRE BOULEZ
avec
Phyllis Bryn-Julson, soprano
le 30 : Debussy - Ives - Berg - Schönberg
le 1^{er} : Zender-Ligeti-Lumsdaine-Boulez-Nono
SALLE PLEYEL
tél. 227.88.73 - location aux caisses et Durand

les deux films en alternance au cinéma **Le Salon** à partir du 30-11-77
son premier film : un grand classique en réédition
Chronique d'Anna Magdalena Bach
son dernier film : un événement en exclusivité
FORTINI-CANI
ou "les chiens du Sinai"
FORTINI-CANI, incontestablement l'événement du Festival de Paris.
Si l'on oserait à l'indépendance artistique à la mode, on dirait même
volontiers : un de ces films qu'on compte sur les doigts d'une
main au cours d'une décennie, pour son contenu, son originalité,
sans démagogie, pour sa mise en scène et en images qui obligent à
reposer tout le problème du cinéma moderne.
Louis Mouchelias, LE MONDE.

Palais des Arts
325, rue Saint-Martin
75003 PARIS
212.62.98 - 219.04.89
jusqu'au
31 décembre
**EN
ALTERNANCE
1 SEMAINE SUR 2**

UGC BIARRITZ VO - UGC ODEON VO - HELDER - REX - BRETAGNE - MAGIC CONVENTION
Périphérie : ARTEL Rossy - PARLY II
LE PLUS GRAND RÔLE COMIQUE DE
VITTORIO GASSMAN
BRANCALONE
S'EN VA-T-AUX CROISADES
VITTORIO GASSMAN - STERNA SANDRELLI - Mise en scène de MARIO MONICELLI

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	45,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le mètre col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux



LA BANQUE MONDIALE

finance un nombre croissant de projets éducatifs dans les pays en développement. Au cours du dernier exercice, elle a participé à diverses réalisations scolaires pour un montant total d'environ 300 millions (environ 1.500.000.000 francs français) dans sept pays d'Afrique, Amérique Latine, Moyen-Orient, Sud-Asie et Extrême-Orient. Ces projets éducatifs sont identifiés, préparés et évalués avec le concours de l'UNESCO.

Les besoins pressants en éducation des pays en développement entraînent la Banque Mondiale à accroître ses interventions et, dans ce but, elle cherche à recruter pour son siège à Washington D.C.

UN(E) SPÉCIALISTE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Celui-ci ou celle-ci sera porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur et aura une expérience d'au moins cinq ans des problèmes de l'enseignement technique, particulièrement dans le tiers-monde. Il (elle) connaîtra l'anglais, langue de travail de la Banque Mondiale, ainsi que le français.

Parmi les investigations auxquelles se livrent les spécialistes de l'éducation de la Banque Mondiale, assistés par les architectes et ingénieurs spécialisés en construction scolaire, il convient de citer :

- La définition des ressources humaines nécessaires à la croissance de l'économie des pays concernés ;
- L'analyse des systèmes d'éducation ; leur organisation, administration et planification ;
- L'efficacité des curricula et méthodes d'enseignement ;
- La valeur professionnelle et les besoins en formation continue des corps enseignants ;
- La dispersion géographique et les techniques de construction des équipements scolaires ; leur coût d'investissement et de fonctionnement.

Les candidatures, rédigées en anglais, seront reçues à la BANQUE MONDIALE - Division du Recrutement 1818, H Street, N.W., Washington D.C. 20433 U.S.A.

Responsable de la mise en route d'une usine sidérurgique Moyen Orient

Rémunération élevée

Une importante société ayant des usines et installations clés en main dans le monde entier et appartenant à l'un des plus grands groupes industriels français, recherche pour la mise en route d'une très grande usine sidérurgique au Moyen Orient une personnalité de premier plan, ayant une expérience technique approfondie, une attitude dynamique et des qualités pédagogiques éprouvées. Il s'agit d'un poste de très haut niveau qui, le réussissant, doit conduire à une carrière exceptionnelle au sein du groupe. Anglaise indispensable. Le poste implique une expatriation de l'ordre de un à deux ans.

La rémunération comprend, outre un important salaire de base versé en France, des primes d'expatriation diverses et un logement de fonction. Il est possible d'être accompagné de sa famille (école de langue française sur place). De fréquents retours en France sont à envisager.

Prépare d'adresser C.V. détaillé sous référence 2811 à I.D.T. 25, rue Delambre 75014 Paris, en indiquant l'adresse actuelle ainsi qu'un numéro de téléphone personnel et professionnel.

En tant que Conseillers de Direction, chargés de la sélection des cadres, nous garantirons le secret absolu des candidatures et la direction de nos démarches.

L'identité des candidats ne sera dévoilée qu'après leur accord donné à l'issue d'un entretien personnel.

JEUNES INGÉNIEURS débutants en électronique

Maintenance et Mise en Œuvre d'appareils de Prospection Minière à l'ETRANGER

Le Groupe Minier Français offre à des ingénieurs en électronique, après période de formation, la responsabilité de gestion et de mise en œuvre des moyens techniques :

- pour effectuer la détection des minerais en avion, au sol et en forages ;
- pour assurer le fonctionnement des réseaux internes de télécommunications.

Bourse n° 8084 à Le Monde à Publiété, 5, rue des Filles, 75007 Paris (7^e).

EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale Algérienne de Matériaux de Constructions

ingénieurs

- GENIE CIVIL : chargé du suivi de réalisation d'unités industrielles REF. 5101 M
- MECANICIENS : pour le suivi du montage des équipements de fabrication des unités et essais mécaniques REF. 5105 M
- ELECTROMECHANICIENS : pour le suivi du montage et la maintenance des équipements de fabrication des unités REF. 5117 M
- ELECTRICIENS : chargés du suivi du montage des équipements et essais électriques REF. 5125 M
- ELECTRONICIENS : pour le suivi du montage des équipements de fabrication et essais de fonctionnement REF. 5157 M
- DES MINES : spécialistes en carrières : ouverture de nouvelles carrières et exploitation REF. 5157 M
- GEOLOGUES : chargés des études et de la prospection : tous matériaux REF. A 5159 M
- TOPOGRAPHES : chargés des études d'implantation et des relevés topographiques de gisements de toutes natures REF. B 5159 M

Il est offert aux candidats confirmés :
 • une rémunération selon compétence (nette d'impôts et en partie transférable selon législation algérienne)
 • un logement ou indemnité de logement
 • le bénéfice de la sécurité sociale et de la retraite cadres conformément à la convention algéro-française.

Il est exigé :
 • une solide formation
 • une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans la spécialité demandée.

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante, à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy 75009 Paris

offres premier emploi

offres premier emploi



Secrétariat d'Etat aux Postes et TÉLÉCOMMUNICATIONS
 LA DÉLÉGATION AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS
 Pour la région ÎLE-DE-FRANCE

recrute

POUR UN PREMIER EMPLOI PAR CONCOURS

100 INSPECTEURS DES SERVICES TECHNIQUES

100 INSPECTEURS DES SERVICES COMMERCIAUX ET ADMINISTRATIFS

Conditions de diplômes :

- Diplôme d'une école d'ingénieurs reconnus par la commission des titres.
- Diplôme de certaines écoles commerciales et instituts.
- Diplôme d'un institut d'études politiques.
- Diplôme National sanctionnant un second cycle d'études supérieures.
- Attestation sanctionnant une année d'études après le DEUG (ou équivalent).
- Diplôme universitaire de technologie des spécialités suivantes : Génie-civil, Génie électrique, Informatique, Mesures physiques (options techniques et mesures physiques)

NOTA : les étudiants admis en deuxième année de DEUG ou de DUT des spécialités ci-dessus sont autorisés à concourir.

FONCTION : encadrement, organisation, gestion, études.

Affectation à Paris et dans la région Île-de-France.

DATES DES ÉPREUVES : 12 et 13 janvier 1978.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : 8 décembre 1977.

Renseignements et inscriptions :

Postulants domiciliés à Paris et départements 92-93-94 : DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE PARIS

Postulants domiciliés dans les départements 77-78-91-95 : DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA RÉGION DE PARIS EXTRA-MURS

7 bd Roman-Rolland, 92128 MONTRouGE - Tél. 657.13.34, poste 58 06

A l'initiative de la CHAMBRE DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE L'ESSONNE, le LYCÉE TECHNIQUE D'ÉTAT DE MASSY-VILGENIS organise un stage rémunéré

d'INSERTION INDUSTRIELLE

de vingt semaines pour jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur à la recherche d'un premier emploi (niveau Licence ou Maîtrise Moth-Sciences, mais aussi B.T.S., I.U.T. et Ecoles d'Ingénieurs, pas de limite d'âge).

S'adresser au : CENTRE DE FORMATION CONTINUE Lycée Technique d'Etat de Vilgenis 30, rue de Versailles 91300-MASSY (Métro Massy-Palaiseau-Ligne de Sceaux) Tél. 69.41.42

offres premier emploi

Le Monde

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs cette rubrique dans les pages d'Annonces classées :

OFFRES PREMIER EMPLOI afin de regrouper les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

IVECO

L'un des premiers constructeurs Européens de véhicules industriels recherche dans le cadre de la loi du 5 juillet 1977, pour un premier emploi :

ingénieurs débutants
 + ou - 65.000 F

Diplôme Grandes Ecoles pour analyse du travail après un stage de formation à TURIN (7 à 8 mois rémunérés).
 R.M. 7740 FM

techniciens débutants
 + ou - 50.000 F

Niveau BTS pour analyse du travail. Lieu de travail REGION PARISIENNE. R.M. 7741 FM

Vous devez avoir moins de 25 ans, avoir terminé vos études ou être diplômé des O.M. depuis moins d'un an.

Adresser C.V. et photo sous la réf. correspondante à : JOLIE D'AUJOUR
 Cécile Claude VITET
 30, rue Croix des Petits-Champs - 75001 PARIS

VOTRE PREMIER EMPLOI

Dans une société de conseil spécialisée des problèmes d'informatique de gestion.

Vous y acquerez une compétence solide et une expérience valable grâce à la diversité des projets sur lesquels vous serez amenés à travailler.

Pour cela, nous assurons votre formation à nos méthodes pendant les trois premiers mois.

Si vous avez une formation GRANDE ECOLE (mais aussi DUT ou MAÎTRISE INFORMATIQUE), si vous acceptez les déplacements en province et si vous êtes libérés du service militaire et disponible pour commencer le 30.1.78

Envoyez une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo sous référence 206 à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
 Conseil en Informatique de Gestion
 9 rue Alfred de Vigny 75008 Paris

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ARABIE SAOUDITE

A) COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

- ASSISTANT du CHEF COMPTABLE au niveau du service financier du siège.
- D.E.C.B. ou école de commerce.
- Plusieurs années d'expérience dans le même domaine.

B) AUDITEUR INTERNE

- Chargé de la création du département d'audit sous la responsabilité du Directeur Financier et Administratif.
- Vérifier les services comptables des différentes régions.
- Déplacements fréquents et séjours prolongés dans les régions.
- Pour ce poste le titulaire est souhaité.
- D.E.C.B. + 4 années d'expérience de l'audit.

C) INFORMATIENS

- Seront chargés des services informatiques régionaux.
- I.U.T. ou similaire.
- 3 à 4 années d'expérience analyse et programmation.

POUR TOUTES CES POSTES

PRATIQUE DE LA LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE.

- Contrat 2 ans.
- Logement meublé fourni.
- Possibilité scolaire grands enfants limitée.
- Salaire élevé.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. + photo, sous numéro 73792, à :

J.B.P. 38, RUE DE L'ARCADE, PARIS (8^e) qui transmettra.

Important Groupe
 Bâtiment et Travaux Publics
 recherche

pour sa filiale en TUNISIE

UN INGENIEUR

diplômé d'une Grande Ecole
 Ayant 4 ou 5 ans d'expérience en Bureau d'Etudes Bâtiment et petits ouvrages T.P., il devra être capable d'être le Chef du B.E.

Adresser dossier de candidature à No 38147, CONTEXTE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra 75001 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

مكتبة من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	30,00	31,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois régionaux

EXPANSIAL

Recherche pour Importante Société Algérienne

Chargée de promouvoir et développer les industries mécaniques notamment dans les domaines des moteurs et tracteurs, cycles et motocycles, véhicules industriels, forge, fonderie

ingénieurs

- **FABRICATION MECANIQUE**
- chargé de définir les objectifs, de coordonner les opérations et de gérer les matériels de l'unité
REF. 1900 M
 - **METHODES**
- Etudes des gammes de fabrication, des outillages, des prix de revient
REF. 1901 M
 - **FORGE**
- Chargé des études de fabrication, des matériels et assistance technique
REF. 1902 M
 - **CONTROLE DE QUALITE**
- Maîtres et produits fabriqués
REF. 1903 M
 - **FONDERIE**
- Chargé des études fabrications des matériels et assistance technique
REF. 1904 M
 - **ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS**
- Participe aux montages des installations, contrôle des matériels et assure ensuite l'entretien électromécanique des installations
REF. 1906 M
 - **PRODUCTION**
- Chargé de l'organisation de la production dans la construction mécanique
REF. 1914 M
 - Chargé du suivi et de la coordination dans les unités de production
REF. 1921 M
 - **ETUDES DES EQUIPEMENTS POUR:**
- constructions mécaniques
REF. 1915 A M
- fonderie
REF. 1915 B M
- Il est offert:
• salaire motivant en partie transférable
• bénéfice de la sécurité sociale et de la retraite cadres
• un logement ou une indemnité de logement
- Il est exigé:
• une solide expérience professionnelle 5 ans minimum dans la spécialité
- Les candidatures sont à adresser sous référence correspondante, à EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris.

GTE INTERNATIONAL

Dans le cadre d'un projet «Produits en usine» à SIDI BEL ABDES-ALGERIE où notre Société est appelée à construire, équiper et mettre en oeuvre un complexe industriel de l'électronique grand public, nous recherchons:

INGENIEUR DE FABRICATION

CONDENSATEURS ELECTROLYTIQUES
CERAMIQUES ET FILMS PLASTIQUES

Le candidat doit posséder une grande expérience de la production industrielle et avoir de bonnes connaissances de la conception des procédés de fabrication, du matériel, de l'équipement et des composants des produits électroniques grand public.

Une bonne connaissance de l'anglais est essentielle pour ce poste.

Avant de prendre son poste en Algérie pour un minimum de 2 années l'ingénieur fera un séjour d'environ 1 mois en Espagne pour se familiariser avec le projet et en particulier avec les détails techniques des composants dont il s'agit.

Salaire intéressant, allocations et autres avantages offerts.

Veuillez envoyer en confidence stricte, votre C.V. détaillé accompagné d'une photographie récente ainsi que les raisons de votre intérêt pour notre offre sous référence 221.248 à:

LIONEL GODDU G.T.E. INTERNATIONAL

Factory projects 32 Third Avenue Burlington

Massachusetts 01803 - U.S.A.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi, mercredi). Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

AMPEX International

recherche en:

experienced and qualified Engineer

to plan broadcast television systems end to lease with customers in France and parts of Africa.

He will be required to live in England and will work with an established organization already servicing international markets. Considerable travel is involved.

The job will involve preparation of technical proposals in French, however the Company's working language is English and therefore fluency in both is essential. Salary to be negotiated.

Please write in English to AMPEX, 21 rue du Dôme 92100 BOULOGNE

GHH/Sterkrade

Société du groupe GHH
le plus important en EUROPE
dans le secteur de la mécanique
cherche pour son Département
TURBOMACHINES

a) ingénieurs de projet

b) ingénieurs d'affaires (ingénieurs diplômés ou équivalents)

disposant d'expérience dans le domaine des turbomachines, si possible bilingues français-allemand.

a) INGENIEURS DE PROJET

pour établir des offres d'installation de turbomachines, types axial et centrifuge, ainsi que de turbines à vapeur et de turbines à gaz process, et mener les négociations jusqu'à la conclusion des commandes.

b) INGENIEURS D'AFFAIRES

pour gérer les contrats depuis la commande jusqu'à la réception des matériels par la clientèle. Les contrats concernent, soit des turbomachines simples, soit des installations clés en main, pour toutes applications industrielles.

LES CANDIDATS
devront faire preuve d'initiative, de dynamisme et de capacités de négociation.
LE LIEU DE TRAVAIL
est à Oberhausen (85 km de Düsseldorf)

Veuillez adresser les candidatures avec CV détaillé à:
M.A.N. - GHH FRANCE
119, bureaux de la Colline - 92213 Saint Cloud

Groupe français

exerçant ses activités en Afrique Occidentale francophone et anglophone, recherche:

CADRES FINANCIERS et COMPTABLES

- niveau D.E.C.S. minimum
- anglais courant exigé
- âge: trentaine
- nationalité française

Salaire élevé
Avantages de l'expatriation.
Priorité d'intérêt aux candidats ayant travaillé en Afrique.

Adresser C.V., photo s/réf. 177 à BRIO Publi. 5, Place des Victoires 75001 PARIS, qui trans.

S.F.O.E.C.

Société de Formation en pleine expansion, recrute pour l'ALGERIE

- FORMATEURS POLYVALENTS
- EXPERTS FORMATEURS

Enseignement de la comptabilité et de la gestion. Conditions d'expatriation avantageuses et nettes de tous impôts.

Ecrire avec C.V. à M. ORAÏRES 8, chemin de la Madeleine - HYDRA-ALGER.

Entreprise générale recherche

CONDUCTEUR TRAVAUX

5 ans expérience minimum pour chantiers courts durée.

Cités en mains à l'étranger. Anglais courant indispensable.

Env. C.V., photo, présent. 35 réf. 403 à J.G.M. Conseil, 2, avenue Maréchal-Foch, 92260 FONTENAY-AUX-ROSES.

Banque Suisse

Un siège de succès, mais aussi 100 années d'un profond scepticisme, souhaiterait contrôler le démarchage de ses produits financiers et immobiliers à un conseiller de très haut niveau pouvant également apporter les preuves de sa réussite et de son succès.

Lettre avec C.V. et photo à M. A. TONCHEV, case postale CH-1961 LES COLLONS, VALAIS (SUISSE)

Offres d'émigration cadres, ingénieurs, techniciens pour l'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) dans la revue spécialisée Doc. A.L.E. (E) 8.P. 42-59 PARIS

B.T.S. ELECTRONICIEN CAMEROUNAIS

recherche par filiale

Groupe important à DOUALA pour installation entretien matériel médical et radiologie. Ecr. Havas n° 4729 Marseille, qui transmettra.

SOCIETE D'ETUDES ECONOMIQUES

recherche

pour missions longues durées auprès gouvernement Afrique noire francophone.

2 AGRO-ECONOMISTES

Grandes écoles + DES ECO + 5 ans expérience minimum.

Adres. C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 151/NE (mentionner/envelopper à EMPLOIS ET CARRIERES, 30, rue Vernet, 75008 PARIS.

Entreprise de travaux publics recherche

UN CHEF COMPTABLE

titulaire, rompu à l'exportation, parlant anglais.

Adres. C.V. détaillé photo et prétentions sous réf. 1078 M à SWEET'S BP 209, 75424 PARIS CEDEX 06, qui transmettra.

jeune comptable

AFRIQUE NOIRE

Groupe Industriel bien de grande consommation implanté dans plusieurs pays d'Afrique offre à ses comptables (par ou sans BECS) ayant déjà au moins 3 ans d'expérience, la possibilité de faire carrière outre-mer.

Le candidat devra assurer des responsabilités opérationnelles dans une unité de groupe et sous la charge d'un personnel africain dont il devra assurer la formation.

Logement assuré - Statut d'expatrié.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 1843-M à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising 100, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

LA REPUBLIQUE DU NIGER recrute

PROFESSEURS dans DISCIPLINES suivantes:

- Philosophie;
- Mathématiques;
- Anglais;
- Espagnol;
- Histoire et Géographie;
- Physique;
- Psychopédagogie;
- Sciences naturelles.

Pour tous renseignements, s'adresser à l'AMBASSADE DU NIGER, 154, rue de Longchamp, 75116 PARIS.

SOCIETE D'ETUDES (Marketing, Recherches

qualitatives et quantitatives) en pleine expansion, crée une implantation au

MAROC

et recrute UN

DIRECTEUR D'ETUDES

Responsable permanent de l'Agence au Maroc, il participera à sa création et en assurera le développement (prospéction sur place de la clientèle, préparation des propositions d'études suivies des contrats...).

Adresser lettre de candidature et CV avec photo sous référence 12.907 à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiée » ou d'une agence.

Esso

DIRECTION RECHERCHES et DEVELOPPEMENT

offre dans son Centre de Recherches Banlieue de Rouen un poste d'

INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE

Mines, Centrale, Supélec, Ensic Nancy, ESPCI, ENSCP

Formation Chimie ou Physique pour des recherches fondamentales et appliquées dans le domaine des lubrifiants et diélectriques liquides concernant la physico-chimie des interfaces.

Doctorat en Sciences Physiques ou Diplôme d'Universités Nord Américaines ou équivalent très apprécié.

Anglais indispensable.

Salaire selon formation et expérience mais pas inférieur à 70.000 FF.

Adresser CV et photographie à M. PRILLIEUX, ESSO SARL, Centre de Recherches-BP 6-76130 MONT-STAGNAN

HAVAS CONTACT

CLEMESSEY S.A.

SOCIETE D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES INDUSTRIELS

recherche

POUR SECONDER LE DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

1 RESPONSABLE DE LA FONCTION MARKETING

- Il sera capable d'établir la synthèse de l'évolution des marchés et d'assurer le suivi des investissements décidés à moyen et long terme sur le plan société par le suivi des grands programmes industriels ou tertiaires.

• des études de marchés;

• des plans de développement des secteurs professionnels, etc...

- S'il est de formation supérieure technique, une première expérience lui a été acquise par de bonnes notions de MARKETING.

- S'il est de formation supérieure commerciale, il a déjà exercé son activité dans un secteur industriel identique.

Paire offre de candidature en env. C.V. + photo au SECRÉTARIAT RECRUTEMENT CLEMESSEY S.A. 18, rue de Thann, 68057 MULHOUSE CEDEX.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU

doubs

recherche

un assistant en gestion industrielle

qui sera pour mission:

- l'Etude et le diagnostic d'Entreprises;
- la Conseil en gestion auprès des P.M.I.
- la Participation à l'animation d'actions collectives et à la mise en oeuvre de la politique de la promotion industrielle.

Ca poste peut convenir à:

- Candidat 27 ans min., ayant une formation supérieure: ESCA, Sciences Economiques ou Ecole d'Ingénieur + I.A.E., quelques années d'expérience industrielle, de l'esprit d'initiative, un excellent contact humain, des qualités de méthodes et la capacité de s'intégrer rapidement dans l'équipe de la Chambre de Commerce et d'Industrie et d'y travailler efficacement.

Rémunération de début: 60.000 à 65.000 F/an

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions avant le 7 Déc impérativement sous référence 639 à

CEFAGI 89 avenue Kléber 75764 Paris Cedex 16

Important Constructeur de moteurs Diesel

RÉGION ALSACE

recherche un

INGENIEUR CONFIRMÉ

RESPONSABLE DU SECTEUR FERROVIAIRE POUR SON SERVICE APRÈS-VENTES DIESEL

Age souhaité 30 ans minimum. Expérience moteurs Diesel nécessaire, si possible dans domaine ferroviaire.

Nombreux déplacements France, Europe et Outre-Mer.

Adresser offre avec C.V., photo et indications des prétentions à n° 38.377 CONFESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, q. tr.

ANNUAIRE ENCADRE
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA

REPRODUCTION INTERDITE

piois internationaux

EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale Algérienne de Matériaux de Constructions

ingénieurs

REF. 1900 M

REF. 1901 M

REF. 1902 M

REF. 1903 M

REF. 1904 M

REF. 1906 M

REF. 1914 M

REF. 1921 M

REF. 1915 A M

REF. 1915 B M

Il est offert:

- salaire motivant en partie transférable
- bénéfice de la sécurité sociale et de la retraite cadres
- un logement ou une indemnité de logement

Il est exigé:

- une solide expérience professionnelle 5 ans minimum dans la spécialité

Les candidatures sont à adresser sous référence correspondante, à EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris.

RABIE SAOUDITE

OLE EXPERIMENTE

INTERNE

ATICIENS

LA LUNE

Important Groupe

Travaux Publics

TUNISE

INGENIEUR

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



IBM
recherche pour son Usine
de Production d'Ordinateurs à
MONTPELLIER
**ingénieurs
de production**
diplômés de Grandes Ecoles
(ESE, ENSI, etc...)
dégagés du Service National, possédant
une bonne connaissance de l'Anglais.
Adresser curriculum vitae et photo à
R. ROUVIERE - IBM
B.P. 1021 - 34008 MONTPELLIER CEDEX

Hush Puppies
marque internationale de chaussures
recherche pour son développement en usine près d'ÉPINAL.
1) CHIEF COMPTABLE
titulaire DECS ou
diplôme équivalent.
CONNAISSANCES :
- comptabilité générale,
- établissement des bilans
et comptes d'exploitation,
- problèmes financiers et
administratifs,
- prévisions budgétaires,
- contrôle de gestion,
- prévisions et contrôle
de trésorerie.
EXPÉRIENCE EXIGÉE DE TOUS
En usine si possible de produits
de grande consommation.
Pratique de la langue anglaise
nécessaire - allemande souhaitée.
ENVOYER LETTRE PERSONNELLE EN Y JOIGNANT UN C.V. DÉTAILLÉ À :
COMPAGNIE FRANÇAISE DE LA CHAUSSURE 90, rue de l'Indre - 75019 PARIS

2) RESPONSABLE
de l'Administration Générale
Formation d'École co.
CONNAISSANCES :
- traitement des commandes,
- relations avec les représen-
tants et détaillants,
- procédure de contentieux,
- comptabilité de clientèle.
3) SECRÉTAIRE
de Direction Bilingue
titulaire de BTSS ou
diplôme équivalent
CONNAISSANCES :
- sténographie-dactylographie,
- assistance de Direction
Générale,
- tenue de secrétariat.
ENVOYER LETTRE PERSONNELLE EN Y JOIGNANT UN C.V. DÉTAILLÉ À :
COMPAGNIE FRANÇAISE DE LA CHAUSSURE 90, rue de l'Indre - 75019 PARIS

**LE DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT
DES ACHATS D'UNE IMPORTANTE
ENTREPRISE INDUSTRIELLE DU
SUD-OUEST CHERCHE :**
un jeune ingénieur
Mécanicien de formation, il a la respon-
sabilité de l'étude des articles de condition-
nement : carton - flecon - tube - boîte
métallique pour préparer les décisions
d'achats.
Deux à trois ans d'expérience en moulage
plastique et en filage verre dans un
service méthodes ou fabrication sont indis-
pensables.
Ecrire sous référence 103, G. MARCU,
154, boulevard Malesherbes, 75017 Paris

GROUPE FRANÇAIS CHIMIE
recherche pour filiale
«Peintures et Colles»
grande ville Est de la France
un directeur
Le candidat retenu devra se prévaloir :
- d'une formation technique et commerciale
- d'une expérience professionnelle probante
dans les domaines de la production et de
la vente.
- d'une réussite dans l'animation des
hommes.
Rémunération en rapport avec le niveau de
responsabilité du poste.
Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 9504
à Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré
75008 Paris, qui transmettra.

egic Filiale MERLIN-GERIN
recherche pour LYON
**ingénieur
technico-commercial
à l'exportation**
DIPLOME GRANDES ECOLES
(A.M. - E.C.A.M. - E.S.E.)
Ce poste convient à JEUNE INGENIEUR, ayant
1 ou 2 ans d'expérience à l'exportation et connais-
sant LA LANGUE ANGLAISE.
Déplacements à l'étranger fréquents et de
courte durée.
Envoyer CV manuscrit et prétentions à EGIC-
B.P. 13 - 69310 PIERRE BENITE.

Important Groupe Français recherche pour l'é-
quipe de direction de l'une de ses principales usi-
nes de productions situées dans le NORD DE
LA FRANCE le
Chef des études
30 ans minimum, diplôme de formation (centrale,
A.M., E.S.E.) possédant une expérience indus-
trielle de la PRODUCTION DE GRANDE SERIE
(une compétence spécifique dans la technique du
travail est exigée).
Responsable du service études, il assurera les études
technologiques des lignes de production existantes
en répondant aux exigences de la fabrication et
soutiendra les collaborateurs de la maîtrise leur
évolution et la définition de nouveaux produits.
Réponse écrite sous pli fermé, à la lettre
man., CV, photo man., adressés réf. A/5357 à
Mme Sigolier.
bernard juliet psycom
93, avenue Charles de Gaulle B2200 Neuilly

**IMPORTANTE ENTREPRISE ALIMENTAIRE
FRANCHE-COMTE**
recherche
pour assister son **DIRECTEUR COMMERCIAL**
Responsable (Homme ou Femme)
ADMINISTRATION COMMERCIALE
30 ans minimum
Très solide expérience professionnelle nécessaire.
Chargé, sous l'autorité du Directeur Commercial et
avec l'appui d'une équipe de correspondants de :
- l'exploitation des commandes ;
- la gestion des clients (réclamer, conditions de
vente, encaissements, correspondance) ;
- le contrôle administratif du réseau de vente
(30 vendeurs) ;
- l'analyse des statistiques ;
- les dossiers exportations.
D'une grande disponibilité, il sera capable d'assurer
de façon autonome l'organisation et la marche du
service, la conduite du personnel.
Rémunération attractive pour candidat compétent.
Envoyer C.V. manuscrit, présent, photo, n° 37.639
CONFESSE Publicité, 24, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 1^{re}.

**chefs
de projet**
Lyon - Montauban
L'UNION DES CAISSES CENTRALES
DE LA MUTUALITE AGRICOLE recherche
des chefs de projet pour leur confier la
responsabilité d'une équipe d'analystes
et de programmeurs chargée de la concep-
tion et de la mise en place d'applica-
tions faisant appel au TEMPS REEL ET
BASE DE DONNEES. Les candidats
seront diplômés de l'enseignement supé-
rieur ou d'un niveau équivalent et possé-
deront une expérience de 4 ans mini-
mum. (Réf. 8962/M)
Adresser votre CV, avec une courte lettre
citant la présente annonce, à :
SENA SELECTION - 10, rue de la République - 92000 NANTERRE - 14-16, rue de la République - 92000 NANTERRE

senna selection

ORLÉANS - LA SOURCE
DIRECTEUR
ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE
SOCIÉTÉ HISTORIQUE employant une cinquan-
taine de personnes pour la gestion technique de
3 usines et une activité V.P.C. secteur livrés.
Cherche le plus proche collaborateur de son
directeur général.
IL AURA LA RESPONSABILITÉ :
- de la gestion administrative et de la coordina-
tion des différents services de l'entreprise ;
- de la gestion du personnel ;
- des services généraux (sécurité et entretien,
maintenance des installations techniques).
Le poste conviendrait à un homme de formation
supérieure ayant l'expérience d'un poste ana-
logue et un sens de l'organisation aiguisé.
Une expérience pratique de la vente par corres-
pondance serait un atout particulièrement appré-
cié.
Salaires annuels : 80.000 francs et plus
Pour un premier contact écrire avec C.V. à :
Mme DUBOIS - FIDAL PARIS
2 bis, r. de Villiers - 92099 LEVALLOIS-PERRET.

Dauphiné
**Responsable Service Relations
Humaines et Sociales**
Un Groupe français «Activités diversifiées» Produits et marque
souvent présents sur leurs marchés nationaux et à l'exportation.
Le Directeur des Relations Humaines et Sociales souhaite mettre
en place une structure humaine et sociale solide dans les Usines Rhône-
Alpes (1.100 personnes).
C'est la mission qui incombe à ce responsable. Il consolide l'orga-
nisation existante et anime le Service (recrutement, formation,
conditions de travail et sécurité etc...). Il participe de plus à l'éla-
boration de la politique sociale du Groupe. C'est donc un profes-
sionnel, un homme connaissant le milieu industriel et y ayant
vu les applications de la législation du travail et les relations
sociales.
Sa rémunération au départ ne sera pas inférieure à 100 000 F, une
spécialisation peut permettre de dépasser ce chiffre.
Les personnes que ces fonctions intéressent sont invitées à adres-
ser leur dossier sous référence DA 1775/M à SEFOP qui les en
rémunère.
SEFOP
7 rue Lianzo 75008 PARIS

WATERMAN
propos le poste de
DIRECTEUR D'USINE
NANTES
A Nantes, notre unité principale (650 personnes), nous avons à la
fois des équipes techniques et de production très compétentes dans
leur domaine, et nous avons également des matériels performants.
Notre Directeur d'Usine sera rattaché au Président Directeur Général
de l'entreprise et ses principales missions porteront sur l'organisation
et la gestion de la production, la politique sociale, les achats, etc.
Nous souhaitons, certes, rencontrer un ingénieur, mécanicien de
préférence, mais avant tout un ORGANISATEUR et un ANIMATEUR.
En effet, il ne pourra connaître toutes les techniques que nous utilisons.
Il aura une expérience industrielle d'au moins 7 ans : celle-ci aura
été acquise, si possible, dans une société produisant en grandes séries.
Il peut être actuellement Adjoint au Directeur d'une Unité.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. 423BE
à Christian LAUE,
5 rue Meyerbeer 75009 Paris

CCMC la gestion et l'informatique :
une union libre reconnue !
désire intégrer à ses EQUIPES DE VENTE
JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX
formation : Grandes Ecoles Commerciales
Hommes de mouvement et de contact
vous êtes persuadés que les informations comptables et
financières, à notre époque, se traitent sur ordinateur,
vous avez l'ambition de devenir des spécialistes capables
de répondre avec aisance aux besoins de nos utilisateurs
(cabinets comptables, industries diverses, etc...),
vous cherchez un maximum d'autonomie dans une entre-
prise à dimension humaine favorable au bon épanouissement.
Hébergement et salaire intégrés assurés durant les 2 mois de formation
à notre Siège Social.
Une première expérience de 2 ans chez un constructeur serait appréciée.
Postes à pourvoir : Paris, Nantes, Nancy, Strasbourg, Clermont,
Feyzin, Bordeaux, Toulouse, Pau.
Il sera répondu à toutes les
candidatures accompagnées
d'un C.V., photo et prétentions
adressées à Mr POHU - Service
des Personnels - B.P. 621 -
38207 VIENNE.
CCMC
Informatique de gestion

Organisme de Prévoyance
Mutuelle
offre un poste actif
à caractère social
à OFFICIER SUPÉRIEUR
RETRAITÉ
pour raisons
Bordeaux, Montpellier, Toulouse,
Rhodes-Aix, Albi, Brignoles,
Lorient.
Envoyer C.V. à S.V.A.M.,
1902 ALIX-PROVENCE
24, r. Bachaumont, 75002 Paris.
E.S.I.T., 44, r. Bayard, Toulouse,
recrute techniciens électricité,
force motrice, machine tour-
nante, central deux ans Algérie.
Ecrire avec C.V.
Engage meilleurs (titres) de
campus de vacances jusqu'à Agoré
Château de Gaillac, B.P. 245,
1902 ALIX-PROVENCE
CEDEX - Téléph. (42) 27-95-60.
Pour renforcer son service
OUVRAGES D'ART
situés dans le LANGUEDOC-
ROUSSILLON, bureau d'études
à vocation internationale rech.
INGÉNIEUR
Ayant une expérience d'une
dizaine d'années en étude de
structures et ouvrages d'art,
souhaitant pour partie à l'étranger,
cet ingénieur, diplômé d'une
grande école, résidera en
France et sera rémunéré dis-
cutable et travailler à l'étranger.
Les ingénieurs intéressés sont
priés d'écrire (joindre C.V. et
ind. rémunération actuelle)
en spécifiant sur l'ensemble
RÉF. 722, Confesse Publicité,
24, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 1^{re}.
ORGANISME PUBLIC
recherche
INGÉNIEURS
INFORMATIQUES
sur IBM, DOS-V5,
bonne maîtrise C.I. CS.
Lieu de travail BORDEAUX.
Adm. C.V. à M.L.L.C.,
photo et prétentions à
G 992 Havas Bordeaux.

Société de transformation, recherche
pour une de ses usines, 220 personnes,
proche banlieue ROUEN
COMPTABLE confirmé
GÉNÉRAL ET ANALYTIQUE
NECESSAIRE : bonne formation générale avec
B.T.S. ou I.U.T. Gestion ou D.E.C.S.,
10 ans expérience
Env. C.V. détaillé présent, date disponibilité à
J.D./296 HAVAS (B.P. 907), 78002 ROUEN CEDEX.

Organisme de formation recrute pour COUES
D'ANGLAIS TECHNIQUE dans les entreprises :
**UN (E) RESPONSABLE
PÉDAGOGIQUE LANGUES**
CHARGÉ(E) DE :
- former et encadrer des professeurs ;
- animer personnellement ;
- concevoir et réaliser des supports pédagogiques.
**TROIS PROFESSEURS
A TEMPS PARTIEL**
- Ils doivent avoir le téléphone.
- Ils doivent pouvoir assurer des cours sur les
régions suivantes :
1) Nantes - Angers - Tours - Poitiers ;
2) Lille - Arras - Charleroi ;
3) Marseille - Toulon - Arles.
Formation complémentaire assurée
Envoyer curriculum vitae sous la n° 5327 A à :
PUBLIFOP
75002 PARIS, qui transmettra.

تَكَذِّبُ مِنَ الْأَصْلِ

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

WATERMAN
Propose la porte de
RECTEUR D'USINE
NANTES

la gestion et l'informatique
une union libre reconnue!
des couples de vente
INGÉNIEURS COMMERCIAUX
des grandes écoles commerciales
des mouvements et de contact

INDUSTRIAL ENGINEER

COMPTABLE confirmé

UN RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE LANGUES
TROIS PROFESSEURS A TEMPS PARTIEL

PRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

etap

IMPORTANT SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
PREMIÈRE TRANSFORMATION DE L'ACIER
RÉGION AGGLOMÉRÉE EST DE LA FRANCE
RECHERCHE EN VUE ACCÉSSION RAPIDE
(2 A 3 ANS) A POSTE DE

DIRECTEUR USINE
INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE
35 ans minimum, disposant
• d'une solide expérience mécanique de série
• d'une bonne pratique commandement et
gestion des hommes
• d'excellentes connaissances des méthodes
modernes (informatiques) d'organisa-
tion, de gestion de production et de
contrôle budgétaire

CONNAISSANCES DE L'ANGLAIS SOUHAITÉES
Ecrire sous référence PA 247 AM.

GROUPES LAFARGE
PLUS DE 25.000 PERSONNES DANS LE
MONDE - UNE VINGTAINNE DE CIMENTIERES
EN FRANCE - PROPOSE DES CARRIÈRES A

INGÉNIEURS
DIPLOMÉS GRANDE ÉCOLE
(MINES - ECP - ESE - AM)

• **DEUX DÉBUTANTS**
Ces candidats seront formés par des stages
en usine et préparés dans un premier
temps à des fonctions d'exploitation.
Ecrire sous référence NY 245 AM.

• **DEUX INGÉNIEURS**
2 à 3 ans d'expérience dans l'industrie
lourde.
Après un temps d'adaptation à la cimenterie,
ils devront accéder rapidement à des
postes de chefs de service (entretien,
fabrication, procédés).
Expériences souhaitées dans des postes
proches de la fabrication.
Ecrire sous référence OZ 246 AM.

**LA RÉUSSITE DANS CES FONCTIONS IMPLI-
QUE UN GOUT MARQUÉ POUR L'ANIMATION
DE PERSONNEL ET L'ORGANISATION ET
L'ACCEPTATION D'UNE MOBILITÉ Géo-
GRAPHIQUE.**

Ecrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discretion assurée

directeur commercial (120 000 F)
Nous cherchons UN INGÉNIEUR A. et M. pour prendre
rapidement le poste de directeur commercial de la filiale française à Paris,
d'un groupe européen spécialiste de l'automatisation pneumatique. Cet
ingénieur de 35 ans minimum parle couramment allemand. Il dirige une
petite équipe de vente d'appareils pneumatiques industriels ce qui
nécessite une bonne connaissance de ce marché en France, des intro-
ductions auprès des clients potentiels et des qualités de vendeur et
d'animateur.
Ecrire à G. BARDOU, réf. 3289 LM.

ingénieur électronicien
Un jeune constructeur français de la péri-informatique
(Paris-nord) qui s'est fait un nom dans le marché de la gestion offre à
un ingénieur ayant acquis une première expérience du développement de minis
ou d'QDB à partir de micro-processeurs de prendre en charge
la fonction Recherche et Développement.
Ecrire à J. THILLY, Carrières de l'Informatique, réf. 3288 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

EUROP ASSISTANCE
cherche dans le cadre
de son développement à l'étranger

CHARGE DE MISSION INTERNATIONALE
en relation étroite avec la Direction Générale basée à Paris, le candidat
rattaché participera à la création et au développement de notre filiale
en Allemagne.
Il sera principalement chargé :
- d'assurer les relations avec les principaux prestataires de service
- de participer à la mise en place du réseau de vente
- de participer à l'application des directives de la Direction Générale.
C'est un cadre de formation supérieure, grande école commerciale
de préférence (HEC ou équivalent), 30 ans minimum, parfaitement
bilingue FRANÇAIS-ALLEMAND.
Il a, de par son expérience professionnelle, une parfaite connaissance
des sociétés allemandes et françaises.
Des déplacements fréquents sont à prévoir.
Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo au Service du Personnel
23/25, rue Chapal - 75009 PARIS.

Chargés de mission
Nous sommes une importante Société du secteur tertiaire (2 000 personnes).
Nous souhaitons renforcer notre équipe opérationnelle chargée d'aider nos
établissements régionaux à mettre en œuvre une politique de développement.
Pour cela, les candidats retenus devront participer, dans le cadre d'une struc-
ture décentralisée, à des négociations nombreuses et délicates.
Il s'agit de responsabilités de haut niveau exigeant le sens des relations hu-
maines et beaucoup de disponibilité.
Ces postes conviennent à des diplômés d'études supérieures, de formation
économique et commerciale, ayant une première expérience de la gestion et
attirés par les problèmes d'organisation commerciale (choix des objectifs,
rentabilité des activités, etc.).
Ils devront être prêts à assumer, au cours d'une formation de quelques mois,
la technique des produits de la Société (assurance IARD).
Travail basé à Paris avec nombreux déplacements en province.

séle CEGOS
Adresser lettre man. et C.V. détaillé mentionnant ré-
seau de rémunération actuelle, sous réf. 11523/M à
D. de LARIVIERE - 944-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152
SURESNES - Discretion totale garantie.

offres d'emploi

Recherchons pour le 15
PUPITREURS
SALAIRE 250/300
DES VENTES - POSTES STABLES
postes stables, nombreux avan-
tages sociaux.

EXPRESS SECRETARIAT
19, rue de Valenciennes
PARIS 11 - 75011

IMPORTANT CENTRE
TECHNIQUE
grande banlieue
NORD DE PARIS
recherche pour son
département CALCULS

**UN INGÉNIEUR-
MECANICIEN**
25 ans minimum,
ayant quelques années
d'expérience dans le calcul
des structures par la méthode
des éléments finis.
Le titulaire du poste sera chargé
d'études pratiques en particulier
sur les points suivants :
- établissement de devis (temps
ordonné et personnel dé-
légué)
- mise en données à effectuer
ou à faire effectuer par des
agents techniques ;
- exploitation des résultats et
révision de rapports d'étud. ;
- Aide à la conception des
structures.
Il devra avoir utilisé des pro-
grammes de calculs appliqués
à la mécanique dans un bu-
reau d'études ou en bureau de
calcul.
Adresser C.V., photo et prétentions
à M. LEBLANC, CONTEXTE PUBLI-
CITÉ, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{re})

**La filiale française d'une im-
portante société multinationale
d'origine allemande occupe le
premier place sur le marché
mondial de la mesure électrique
recherche**

INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
B.T.S. - D.U.T.
mécanique ou électro-technique,
ayant une expérience de deux
années dans la vente d'équipements
industriels et capable de
jouer un rôle moteur auprès
d'une clientèle.
Ce poste constitue une excel-
lente opportunité pour un can-
didat doté d'un réel sens des
affaires, à qui nous assurerons
une formation pratique, rémunérée
EN FRANCE
ET EN ALLEMAGNE (R.F.A.).
Une bonne maîtrise de la lan-
gue allemande est indispensable.
A la rémunération, annuelle s'ajou-
tera une prime de rendement
pour faire face aux fréquents
déplacements qu'implique cette
situation.
Adresser C.V. détaillé + photo,
sous réf. 207 à Monsieur
sur l'enveloppe.

RIITER SELECTION
8, P. 149,
75043 PARIS CEDEX 10.

MATRA
SECTEUR CIVIL développe ses activités et crée
plusieurs postes

INGÉNIEURS ENST - ESE...
- Ils ont une responsabilité d'étude, de développe-
ment et de coordination de projets.
- Ces postes concernent des ingénieurs débutants à
4 ans d'expérience acquise dans les domaines sui-
vants :
• Téléphone.
• Signalisation - Communication électronique.
• Micro-informatique (matériel et logiciel).
• Transmission numérique.
Réf. NK 227

AT ELECTRONICIENS
- Ils participent aux études et à la réalisation de
prototypes au sein d'une petite équipe technique.
- Ces postes peuvent intéresser des techniciens de
formation BTS ou équivalent, débutants à 4 ans
d'expérience environ, selon les postes proposés.
- Il est nécessaire d'avoir des connaissances de base
ou une expérience dans les domaines suivants :
• Téléphone.
• Logique générale.
• Micro-informatique.
• Modems.
Réf. NK 228

Adresser CV, rémunération souhaitée en
précisant la référence du poste

MATRA Monsieur KDRFAN
BP N° 1 - 78140 VELIZY

Gaumont
recherche

DIRECTEUR
des
"SALLES"

Sous l'autorité de la Direction Générale,
celui-ci devra prendre en charge, l'adminis-
tration, la gestion et l'animation de l'ensem-
ble du parc des salles de cinéma de la Société.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, ce
Cadre de 35 ans minimum, passionné par
le cinéma, familiarisé avec les méthodes
modernes de gestion, devra justifier d'une
expérience professionnelle d'une dizaine
d'années qui lui aura permis d'acquérir
le sens des relations humaines, tant au
niveau du public que du personnel et le
goût de l'animation et de la promotion.

Ce poste demande une certaine disponibilité
et exige de fréquents déplacements en
province.

La rémunération sera en relation avec les
responsabilités confiées.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé,
photo récente et rémunération souhaitée
à Monsieur LOUBEAU, Service du Personnel
GAUMONT, 30, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY.
Discretion assurée.

offres d'emploi

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE
DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

Ingénieur système débutant (IBM) Réf. : LM 1
jeune diplômé de l'enseignement supérieur, option informatique,
maîtrise du langage assembleur et de l'architecture des machines
IBM, connaissance de l'O.S., M.V.S. ou M.V.T. appréciée.
Il sera intégré dans une équipe chargée du développement des
systèmes d'exploitation Batch, Remote Batch et Time Sharing IBM
de la CISI.

Ingénieur système expérimenté (IBM) Réf. : LM 2
diplômé de l'enseignement supérieur, expérience indispensable d'au
moins 5 ans dans le domaine de la modification des systèmes
d'exploitation IBM (MVT/MVS, HASP/ASP ou JES2/JES3) expérience
d'encadrement appréciée.
Il sera amené à concevoir et à mettre en service des développements
sur les systèmes d'exploitation IBM de la CISI.

Ingénieur système expérimenté (CDC) Réf. : LM 3
diplômé de l'enseignement supérieur, expérience indispensable d'au
moins 5 ans dans le domaine de la modification des systèmes d'exploita-
tion CDC (SCOPE/KRONOS, INTERCOM, etc.), expérience d'encadrement
appréciée. Il sera amené à concevoir et à mettre en œuvre des
développements sur les systèmes d'exploitation CDC de la CISI.

Adresser C.V. et prétentions, en précisant la référence du poste choisi,
à C.I.S.I., 35, boulevard Brune, 75014 Paris.

120/150.000 F

Chef des Ventes
Transformation des Métaux

Un Groupe Industriel international recherche pour l'une
de ses Filiales un Chef des Ventes responsable de plusieurs
lignes de produits.
La Filiale occupe déjà dans sa spécialité une des premières
places mondiales; ses produits de haute technicité s'adres-
sent à un très large éventail d'industries transformatrices.
Le Chef des Ventes participera à l'élaboration de la stratégie
de ces lignes, visitera lui-même les principaux clients. Il
animera les réseaux de vente locaux en France et à
l'étranger.
De formation supérieure (HEC, MINES, MBA, etc.), J.
Agé de 30 ans minimum, il peut justifier d'une expérience
réussie dans une fonction commerciale opérationnelle à
l'échelon international.
Anglais courant indispensable. Allemand très apprécié.
Une réussite dans ce poste permettra à un candidat
brillant d'envisager au sein du Groupe (50 000 personnes)
une carrière de tout premier plan.
Les dossiers de candidatures - sous Réf. M. 1408 - à préciser sur l'enveloppe -
seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris

Développement logiciel

Pour soutenir le succès croissant sur le marché mondial
de ses GRANDS ET MOYENS SYSTÈMES, la COMPAGNIE
INTERNATIONALE POUR L'INFORMATIQUE CII-HONEYWELL BULL
recherche

30 ingénieurs
débutants de préférence ou disposant d'une première expérience
dans ce domaine.

Les candidats recherchés devront avoir :
• une formation supérieure, si possible en informatique (niveau
maîtrise ou Grande École d'ingénieurs);
• le goût d'une activité de recherche et de développement;
• le sens du travail en équipe.

Il leur est offert l'opportunité de s'intégrer à l'équipe responsable
de la conception et de la réalisation des logiciels de base développés
par la Compagnie CII-HONEYWELL BULL,
dans les domaines suivants :
• Systèmes d'exploitation;
• Bases de données;
• Compilateurs;
• Télécommunications.

Envoyer curriculum vitae, photo
et prétentions, sous réf. M/02, à :
CII-HONEYWELL BULL
Direction du Personnel GT/PP -
11 054 D 94, avenue Gambetta,
75020 Paris.

Cii Honeywell Bull

EUROTECHNICA S.A.
Spécialisée dans la vente de systèmes et de matériels
de télécommunications et d'informatique

recherche pour début 1978

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
de bon niveau pour commercialiser des systèmes comprenant : Imprimantes
à marguerites et à matrices, mini-ordinateurs et consoles de visualisation.
Ce poste conviendrait à un ingénieur qui aurait environ deux années
d'expérience commerciale et qui souhaiterait se joindre à une équipe
dynamique. Il sera responsable auprès du Directeur Commercial pour
la vente de ses produits. Importante possibilité de promotion.

Rémunération : fixe 65.000 F par an + intéressement et voiture

Ecrire avec curriculum vitae à l'attention de M. Marquis
16, boulevard du Général-Leclerc 92115 Clichy ou Tél. : 739-33-90

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	46,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Cabinet Claude Vitet

propose, dans la Fonction Personnel au sein de Sociétés multinationales les postes suivants :

chef du personnel

BANLIEUE SUD-OUEST PARIS

Il aura la responsabilité de l'ensemble des 2200 personnes qui composent la Société. Le candidat retenu aura 33 ans minimum, et une expérience similaire en milieu industriel (métallurgie). Réf. 7734 FM

chef du personnel

USINE REGION DE LYON

Sous la direction du Directeur d'Usine, il aura la responsabilité de l'ensemble des 1700 personnes qui la composent, effectif qui devra passer rapidement à plus de 2700 personnes. Ce poste recouvre toute la Fonction des Relations Humaines, ce qui implique nécessairement un rôle de relations publiques auprès des autorités locales et régionales. Le candidat retenu aura 35 ans minimum et une expérience similaire. Réf. 7735 FM

chef du personnel

USINE PRES DE NEVERS

Sous la responsabilité du Directeur d'Usine, il gère l'ensemble des 600 personnes qui la composent, effectif qui passera à 1000 personnes dans un proche avenir. Ce poste recouvre toutes les fonctions dans les Relations Humaines et implique nécessairement un rôle de relations publiques auprès des autorités locales et régionales. Le candidat aura 33 ans minimum et une expérience similaire. Réf. 7736 FM

spécialiste des rémunérations et avantages sociaux

LIEU DE TRAVAIL : PARIS

Au niveau d'une Direction du Personnel Internationale, le candidat, de nationalité Française ou Anglaise, est totalement bilingue, il a une réelle expérience de l'évaluation des emplois et de la gestion administrative du personnel dans un poste similaire. Réf. 7737 FM

spécialiste en gestion de personnel expatrié

PARIS

Au niveau d'une Direction Internationale, il aura la responsabilité de définir, de coordonner et d'harmoniser la gestion du personnel expatrié dans trois pays européens. Homme de contact, il sera appelé à négocier avec les Administrations et organismes locaux. Réf. 7738 FM

responsable de l'administration du personnel

PARIS

Ce poste est à pourvoir à la Direction Européenne du Personnel d'un constructeur d'ordinateurs. Il sera chargé d'aider le Chef du Personnel dans l'ensemble des tâches administratives, et plus particulièrement dans le politique salarial. Il sera également chargé d'assister les expatriés dans l'ensemble des démarches d'intégration administratives ou personnelles. Réf. 1213 IM

responsable de formation

SUD-OUEST PARIS

Pour ce poste, il est important d'avoir une expérience similaire en milieu industriel (métallurgie). Le candidat aura à gérer et à planifier la formation de plus de 2000 personnes. Réf. 7739 FM

Pour l'ensemble de ces postes, il est nécessaire d'avoir : un niveau d'Etudes Supérieures, une expérience similaire, une bonne pratique de l'Anglais, et une grande mobilité. Ces postes sont à pourvoir rapidement.

Adresser C.V., photo et salaire actuel à Claude VITET - Cabinet Claude VITET - 30, rue Croix des Petits-Champs - 75001 PARIS, qui traitera chaque candidature avec la plus grande discrétion et vous assure une réponse.

Le Cabinet peut aussi vous fournir des informations sur les postes suivants qui sont également à pourvoir : Technicien de maintenance (Hardwares) pour périphériques compatibles IBM - 100/120.000 F - (réf. 1214 IM) - Ingénieurs commerciaux vente ordinateurs gros et moyens systèmes (réf. 1215 IM) - Chef de vente produits grand public - 100.000 F - (réf. 7733 FM) - Chef de service informatique - 72.000 F - (réf. 7732 IM).

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT, GENIE CLIMATIQUE, SECONDE OUVRE TECHNIQUE ET REHABILITATION

COMMERCIAUX de HAUT NIVEAU

Ils doivent avoir :

- minimum 35 ans
- dynamisme et ténacité
- du métier et des références
- une formation supérieure de préférence.

Ils seront chargés de rechercher, négocier et développer des marchés avec :

- les entreprises générales
- les grands maîtres d'ouvrages
- les prescripteurs (architectes, bureaux d'études, administrations, ...)

Leur objectif étant d'obtenir rapidement un important portefeuille de commandes.

Leur rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats.

Les postes à pourvoir sont à Paris, mais peuvent impliquer de fréquents déplacements.

Réponse et discrétion assurées.

Envoyer C.V., photo + prétentions sous N°38186, CUBITTESS PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 04

MATRA

recherche pour sa Direction Travaux Neufs, Construction et Aménagement

INGENIEUR D'ETUDE II nd Oeuvre

- Il prend en charge les études d'implantations nouvelles et d'aménagement de locaux industriels. Il réalise les plans d'ensemble et descriptifs, lance les appels d'offres et établit le budget et le calendrier des travaux.

Ce poste concerne un ingénieur de formation TP - ENSAM - IDN - ayant une certaine polyvalence technique en II nd oeuvre acquise par environ 5 ans d'expérience en milieu industriel si possible.

Adresser C.V., rémunération souhaitée en indiquant la référence NK 233

MATRA Monsieur KORFAN BP. n° 1 - 78140 VELIZY.

MERLIN GERIN

recherche pour son département de réalisations d'ensembles

A LEVALLOIS

ACHETEUR

INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE

pour négociations, passations et suivi des commandes concernant des matériels et des équipements destinés aux installations industrielles réalisées principalement à l'exportation.

Ce poste convient à l'ingénieur ayant quelques années d'expérience dans la fonction.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Envoyer C.V. manuscrit à MERLIN GERIN, Service du Personnel, B.P. 142, 92282 Neuilly-s.-S.

FOUGEROLLE

recherche pour son service juridique et administratif BANLIEUE SUD-OUEST DE PARIS

UN (E)

JURISTE

Expérience professionnelle 15 ans minimum. Connaissance de Droit des Sociétés appréciée. Poste libre immédiatement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à G. PINTÉ

FOUGEROLLE

2, avenue Georges Ségurier 75140 VELIZY

E2 - P1 - P2 - P3

CARROSSERIE AUTOMOBILES

ATS, 36, rue de Maubeuge, 91

benson

Périphériques d'Ordinateurs

recrute pour son Siège de Créteil

UN RESPONSABLE D'ADMINISTRATION DES VENTES

Sa mission :

- administrer l'exécution des commandes et des contrats, tant pour la France que pour l'exportation;
- gérer un magasin commercial.

Son profil :

- une expérience dans ces domaines et dans l'encadrement d'équipes administratives et techniques;
- la maîtrise de la langue anglaise;
- un niveau technique suffisant pour communiquer efficacement avec des clients techniques et commerciaux dans le domaine de l'informatique.

Le salaire dépendra des compétences et de la personnalité des candidats.

Poste à pourvoir immédiatement.

Ecrire avec CV détaillé au Service du Personnel - 1, rue Jean-Lemoine - Z.I. des Petites-Halles - 94015 CRETEIL.

HAVAS CONTACT

SOGETI

Notre client, un important groupe des services informatiques (généraliste IBM 370 dont un 158) sont implantés en proche banlieue sud, recherche des :

HOMMES SYSTEME

Ces postes requièrent :

- une formation informatique de base du type maîtrise ou équivalent;
- une solide expérience pratique du système DOS/VS et des logiciels CICO et DLI (la connaissance de VM, para fort apprécié);
- le goût du travail en équipe, l'aptitude aux contacts humains, le souci permanent de l'optimisation dans l'utilisation des logiciels, une forte conscience professionnelle.

Les candidats retenir pourront :

- assister les études ; concevoir et maintenir les DB/DC, suivi et complément de formation;
- assister l'exploitation ; développement d'outils spécifiques, optimisation et tous travaux maintenance des produits existants;
- rechercher et analyser les nouveaux logiciels proposés sur le marché.

Position cadre assurée. L'équipe en place est jeune et dynamique. Lieux de travail : Paris et banlieue sud.

Nous étudierons avec la plus grande attention votre C.V. et vos prétentions que vous voudrez bien adresser sous la réf. N° 113 à : CAP SOGETI-Formation : 5, rue des Montlons, 75015 Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

SOGETI-Formation : 5, rue des Montlons, 75015 Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

SOGETI-Formation : 5, rue des Montlons, 75015 Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

SOGETI-Formation : 5, rue des Montlons, 75015 Paris.

Medtronic

l'un des leaders mondiaux dans le domaine de la stimulation cardiaque (pacemakers) recherche

directeur commercial EUROPE de L'EST

Basé à PARIS

Mission :

- Elaboration et mise en application de notre stratégie de vente pour l'Europe de l'Est.
- Direction et animation de l'équipe commerciale et administrative.

Profil :

- Expérience réussie de la direction des ventes en Europe de l'Est pour des produits industriels.
- Anglais indispensable - Allemand souhaité.

Ce poste implique de fréquents déplacements (environ 40 % du temps).

Rémunération très intéressante.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle à A. L. Van de Perre

MEDTRONIC European Headquarters

Département des Ressources Humaines

120, av. Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY-sur-SEINE

AAF-SA

leader dans la branche anti-pollution (dépolluisme, filtration, conditionnement de l'air, lutte contre le bruit), recherche :

ingenieur technico-commercial

Le candidat, diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs aura plusieurs années d'expérience de ventes.

Il sera chargé de promouvoir les ventes de nos équipements et installations auprès des constructeurs - engineerings et entreprises générales

Lieu de travail : PARIS.

Bonne pratique de l'anglais indispensable.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions)

AAF-SA

Service du Personnel

Rue Willem Dins - 27620 GASNY

LA QUALITE DE L'AIR EST NOTRE METIER

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

MATRA

développe ses activités industrielles et recherche
INGENIEUR ELECTRONICIEN
Grande Ecole
E.S.E. - I.N.P.G. - ENSEIHT ...

— Il participe à la définition des essais des systèmes de contrôle temps réel et aux essais en laboratoire d'intégration.
— Il travaille en collaboration étroite avec le groupe projet; il est amené à avoir des contacts extérieurs qui nécessitent une bonne maîtrise de l'anglais. Ce poste concerne un ingénieur ayant 1 à 2 ans d'expérience et notamment des connaissances en calculateur temps réel.

Adresser C.V. rémunération souhaitée en indiquant la référence NK 230
à Monsieur KOFFAN
BP N° 78140 VELIZY

LE DEPARTEMENT INFORMATIQUE DE

SOFINCO
SH
LA HENIN

IBM 370/158 - M.P. - G.M.B. Réseau national de télétraitement
a besoin

— pour renforcer son encadrement d'un informaticien haut niveau ayant au moins cinq ans d'expérience en informatique dont deux d'encadrement au système, aux études ou à l'exploitation.
— pour développer son service système (10 personnes) d'un ingénieur système expérimenté en L.M.S. et/ou M.V.S. ayant le goût du travail en équipe.
Il recherche aussi un informaticien débutant niveau ingénieur, ayant de bonnes connaissances en programmation et en système, ainsi que la capacité et la volonté d'évoluer.
Adr. C.V. détaillé et photo sous réf. 37080M à Havas-Contact, 156, bd Houssmann, 75008 Paris.

WATERMAN

propose un poste
assistant marketing

• Il participe à la création des nouveaux produits (liasons nombreuses entre services commerciaux et études).
• Il élabore des projets de P.L.V.
• Il assure les relations avec l'agence de publicité. Il suit et contrôle le budget.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'Enseignement Commercial Supérieur, ayant environ 2 ans d'expérience dans ce type d'activité. Connaissance de l'Anglais indispensable.

Merci d'adresser un c.v. manuscrit complet + prétentions, sous référence 423 BD
à M. Meyerbeer
75009 Paris.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour une de ses filiales
proche banlieue OUEST

INGENIEUR D'ETUDES ELECTROMECANICIEN

(A. et M. I.C.A.M.)
Pour son Service de Développement

Cet ingénieur aura quelques années d'expérience dans les domaines suivants : calculs de résistance des matériaux, dynamique et cinématique.
Il recherchera les solutions adaptées à la gamme de nos produits : appareils électromécaniques de précision, et d'automates de leur mise en œuvre par le Bureau d'Etudes.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. L082 à BWEETTS, B.P. 269, 75424 PARIS
ORDRE 08, qui transmettra.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

cherche

CHEF DE PRODUIT

dont le rôle sera de :
— lancer de nouveaux systèmes informatiques de grande diffusion
— choisir les canaux de distribution
— négocier les contrats
— déterminer les stratégies Marketing dans leur ensemble.

Ce poste très évolutif s'adresse à un jeune cadre, de formation **INGENIEUR EN INFORMATIQUE** ayant eu une première expérience en marketing, dont l'esprit créatif sera tourné vers les réalisations et qui pourra évoluer rapidement vers une position de management.

Anglais apprécié.

Ce poste est à pourvoir à PARISUD.

Importante Société

CHEF DE PROJET IIB/IIIIC

pour diriger le développement d'un important
Système de Télécommunications.

— Profil souhaité :
— environ 35 ans
— expérience réussie de la direction de projets complexes à calendrier serré, de la gestion et des relations technico-commerciales.
— solides connaissances techniques en :
— réseau
— communication électronique matériel et logiciel
— mini et micro-informatique
— Formation Télécommunications :
— SUP-ELEC...

Ecrire avec C.V. rémunération souhaitée sous N° 4684 à PARFANCE P.A.
4, rue Robert Etienne 75008 Paris
qui transmettra

Recherche pour région Paris

TECHNICO-COMMERCIAL

Habitant Paris pour prospecter et conclure avec importantes sociétés tant pour la France qu'à l'étranger pour installations, tous travaux entretien, modifications, implantations, transfert usine. D.A.I. certaines études importantes.

Se mettre en rapport de toute urgence avec
Société S.M.M.T.-S.M.T.O.
21, 4409 BAYEYAT
Tél. : 72-38-70.

GESTION DE PRODUCTION

DÉVELOPPER LES APPLICATIONS DE GESTION USINE

Ingénieur de formation, (Centrale, A.M., H.E.I...) ces systèmes. Vous devrez donc rechercher et appliquer avec choix de vous orienter vers l'organisation et la gestion industrielle.

Depuis environ 4 à 5 ans, votre fonction de RESPONSABLE DE PROJET en milieu industriel vous a conduit à concevoir et à mettre en place des systèmes de gestion.

Nous vous proposons aujourd'hui de développer votre carrière en lui donnant une réelle dimension opérationnelle. Sous l'autorité du Directeur de la Gestion de Production, et après une période de formation de 6 mois, vous aurez à faire fonctionner le système actuel en développant les relations avec les Fontenay/Bois, en indiquant vos prétentions.

LE MINISTRE DE LA DEFENSE

DIRECTION TECHNIQUE
DES ARMEMENTS TERRESTRES

recherche pour ses
SERVICES INDUSTRIELS

TECHNICIEN

Titulaire B.T.S. en
INSTRUMENTS D'OPTIQUE
ET DE PRÉCISION

pour fonctionner dans un laboratoire d'optique
Age maximum 35 ans - Degré des O.M.
(référence T.O.)

Adresser les candidatures sous la référence correspondante à :

ETABLISSEMENT D'ARMEMENT AMX-APX
Route de la Minière - SATORY
78013 VERSAILLES tél. : 961-98-50 poste 2083

SOCIÉTÉ DE FABRICATION DE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE ÉLECTRONIQUE

INGENIEUR MICRO-PROCESSEURS

pour laboratoire d'études. De bonnes connaissances en matériel et en logiciel (programmation en langage assembleur) sont requises. Lieu de travail : BOULOGNE (92).

Adr. C.V. + lettre mas. à JEP CONTINENTALE, 35 la réf. M 30. 178, av. Victor-Hugo, 75116 PARIS, qui transmettra.

Importante Société

Produits Chimiques

JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

CHIMISTE

pour la vente de PRODUITS CHIMIQUES à l'INDUSTRIE DU PETROLE et l'assistance technique auprès des RAFFINERIES et des CHAMPS DE PRODUCTION.

— 2 ans d'expérience souhaités.
— OBLIANCEMENTS FREQUENTS.
— ANGLAIS indispensable.

Adresser lettre man. avec C.V. détaillé indiquant rémunér. souhaitée le n° 38.288 à CONTESSÉ Publ. 20, av. l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui tr.

HEURTEY INDUSTRIES

INGENIERIE
CHIMIE-PETROLE

Recherche
pour son service Construction

Ingénieur chef de chantier

A.M., I.C.A.M. ou similaire ou Officier Mécanicien de la Marine, ayant au moins 5 années d'expérience de direction de travaux.

Poste sédentaire pour préparation et suivi des chantiers de complexes industriels tous corps d'états, depuis le siège parisien. Possibilité de déplacements de longue ou courte durée en France ou à l'étranger.

Anglais obligatoire.
Envoyez C.V. détaillé précisant rémunération actuelle, photo, accompagnés d'une courte lettre manuscrite sous réf. 756 M au :

Service du Personnel
30-32 rue Guersant 75017 PARIS

B. S. I.

Filiale Informatique du Groupe
BAYARD PRESSE

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Titulaires d'un B.T.S. ou D.U.T. Informatique ayant au minimum 2 à 3 ans d'expérience sur des applications de gestion en BATCH ou temps réel sur moyens ou gros systèmes.

Lieu de travail :
82 - MALAKOFF (8° du métro Etienne-Dolet)

Avantages sociaux
— 13° mois - Vacances d'hiver.

Adresser C.V. détaillé, photo + prétentions à :
B.S.I. Service Etudes
12, rue Auvallée - MALAKOFF - 92

L'UNION TRAVAUX

Importante Entreprise de Travaux Publics recherche,
pour son Siège à DRANCY, son

chef des services comptable et financier

(4 personnes)

pour lui confier la responsabilité :
— des Agences et Filiales au niveau de la comptabilité générale, traitée par informatique et centralisée au Siège.
— la comptabilité analytique et la gestion prévisionnelle en relation avec la Direction Générale.

Ce poste conviendrait à un expert-comptable possédant une expérience de quelques années à la Direction d'un Service Comptable.

La rémunération ne sera pas inférieure à 100.000 F/an.

Écrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle, sous référence 12915 (M), à Solange MONTEL

plein emploi
10, rue du mal, 75002 Paris

responsable méthodes comptables

140-160.000 F/an

L'un des premiers groupes industriels français (Paris) recherche la RESPONSABLE DES METHODES COMPTABLES DU GROUPE.

Chargé de : — tenir à jour et adapter les règles comptables du Groupe, — élaborer les procédures, — répondre aux problèmes posés par la Direction Comptable, — superviser les équipes chargées de travaux divers, — faciliter les liaisons entre les services comptables des usines et les différents services du siège.

L'homme : — 35 ans minimum, — formation grande école de commerce et/ou Expertise Comptable, — solides connaissances techniques comptables, acquises en milieu industriel, de préférence dans un groupe important, — rigueur intellectuelle, sens des réalités, sens de service, qualités rédactionnelles ainsi que de contact humain.

Perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Envoyer C.V., photo sous réf. LBA/470-M à LCA, qui transmettra.

I.C.A. International Consulting Advertising
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

IMPTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE proche banlieue OUEST (R.E.R.)

recherche

Pour ses services informatiques.

2 PROGRAMMEURS DÉBUTANTS

Niveau souhaité L.U.T. ou UNIVERSITAIRE

Agés de moins de 25 ans, ils devront adresser leur C.V. le plus rapidement possible à n° 31.772 CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

Importante société à établissements multiples

Constructeur de véhicules industriels poids lourds recherche

pour sa Direction régionale parisienne

UN CADRE COMMERCIAL DE VENTE

statut V.R.P.

— Convientrait à vendeur haut niveau, dynamique, accrocheur, introduit dans la profession.

— Formation sur les produits assurée.

— Nécessité résider dans région parisienne et posséder véhicule.

— Fixe + intéressement + frais voiture.

Poste intéressant pour candidat motivé.

Ecrire n° T. 01.444 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE SERVICE

QUARTIER ÉTOILE

recherche

pour la gestion d'un service de 30 personnes

CADRE

Agé de 35 ans au moins, il sera de formation supérieure (Droit, Ecole de Commerce, Sciences-Po.) et devra parler couramment l'anglais.

Envoyer curricula vitae détaillés, photo et prétentions sous le n° 4.632 à PARFANCE

1, rue Robert-Edienne, 75008 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

capitaux ou proposit. comm.

Electronique et Informatique

Une très importante société américaine à vocation internationale, développant en France, à travers des activités industrielles et commerciales, un volume d'affaires en très rapide expansion (C.A. 1976 : 500 millions de F.H.T.), crée deux postes destinés à des cadres d'un haut niveau de formation économique et juridique, parlant couramment la langue anglaise.

Directeur des relations douanières

Paris ou province Sud-Est
Rémunération ouverte

ayant une connaissance approfondie de la réglementation douanière et du commerce international — Importation et exportation — de préférence dans les domaines des matériels électroniques, des composants et des logiciels. Il sera amené à négocier au plus haut niveau avec l'Administration française et avec le siège international, dans le respect des règlements douaniers et fiscaux. Référence 251

Ces deux postes, directement rattachés au Directeur Général de la filiale française, font appel, au-delà des compétences et de l'expérience indispensables, à l'esprit d'initiative, au goût de la décision et au réalisme pratique.

Adresser un résumé de carrière avec indication de rémunération, en précisant la référence du poste, à SVP RESSOURCES HUMAINES qui organisera les entretiens nécessaires avec une discrétion rigoureuse.

SVP RESSOURCES HUMAINES 65, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Directeur juridique et fiscal

Paris 140.000 F /an

titulaire d'un doctorat en Droit (M.B.A. apprécié) et ayant un minimum de cinq années d'expérience de conseil juridique et fiscal en cabinet ou des fonctions similaires au sein d'un groupe international. Il aura pour mission de conseiller la Direction Générale française de manière à optimiser les choix sur toutes les questions juridiques et fiscales. Référence 252

Ces deux postes, directement rattachés au Directeur Général de la filiale française, font appel, au-delà des compétences et de l'expérience indispensables, à l'esprit d'initiative, au goût de la décision et au réalisme pratique.

Adresser un résumé de carrière avec indication de rémunération, en précisant la référence du poste, à SVP RESSOURCES HUMAINES qui organisera les entretiens nécessaires avec une discrétion rigoureuse.

SVP RESSOURCES HUMAINES 65, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

MATRA

secteur civil recherche pour son Département Production

INGENIEUR D'AFFAIRES

— Il est responsable de la coordination et du suivi des fabrications électroniques (notamment câbles, délais) à l'intérieur du groupe et en liaison avec la sous-traitance.
— Ce poste concerne un ingénieur électronicien ayant une expérience professionnelle de l'ordre de 5 ans des Fabrications Electroniques Professionnelles.
— Déplacements fréquents mais de courte durée.

Adresser CV, rémunération souhaitée en indiquant la référence NK 232

MATRA à Monsieur KOFAN BP N° 1 - 78140 VELIZY

Le Département Télé-Informatique de

ROCKWELL COLLINS FRANCE

recherche immédiatement

JEUNE INGENIEUR

(Sup. télécom., Sup. aéro., Sup. élec. ou équivalent)

Possédant une très bonne formation de base en informatique temps réel.

Une première expérience réussie dans la réalisation ou la vente de systèmes de télé-informatique sera appréciée. Le poste consiste à assurer des responsabilités commerciales et techniques, pour la vente de grands systèmes de télé-informatique.

Anglais courant nécessaire.

Courts déplacements Europe et U.S.A. à prévoir.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. C4 à R.C.F.

40, rue de Montbailly - SILIC 127 94325 RONDUS Cedex.

coordonner les études d'ingénierie mécanique

Vous avez une formation d'ingénieur Arts & Métiers ou équivalent.

Cinq ans minimum d'expérience, dans l'ingénierie de grandes installations (pétrochimie, sidérurgie, ...) dans le domaine des fluides, vous nous permettez d'acquiescer de solides connaissances des équipements tels qu'échangeurs, réservoirs, pompes, robinetterie.

Vous êtes familiarisé, en outre, avec la réglementation ASME, TEMA, CNCT et vous vous exprimez facilement en anglais.

Importante Société d'ingénierie nucléaire, nous vous confierons la responsabilité des études nécessaires à la réalisation de nos unités clés en main à l'étranger.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre curriculum vitae s/réf. 9526 à Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Saint Gobain Industries

recherche pour son

SERVICE INFORMATIQUE

situé à Neuilly

UN TITULAIRE DU

DUT INFORMATIQUE

pour un emploi de

programmeur débutant

Les candidats devront être libérés du Service Militaire.

Une formation de deux mois sera assurée avant l'affectation à l'un des groupes de travail.

Envoyer C.V. à SAINT GOBAIN INDUSTRIES Service Emploi S.E. 324 92209 NEUILLY

INTERNATIONAL HARVESTER FRANCE

recherche pour son Siège Social à PARIS

INGENIEUR

débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Formation Agro ou équivalent + Spécialisation mécanisme agricole.

La titulaire participera progressivement à la prévision et à la définition des futurs matériels.

TRES BONNE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS EXIGEE, ALLEMAND SOUHAITE.

Adresser C.V. en anglais, photo et prétentions au Service Ressources Humaines

I.H.F. - 170 Boulevard de la Villette - 75940 PARIS Cedex 19.

AUDITEUR INTERNE SENIOR

Pour organiser, diriger, contrôler des audits financiers et opérationnels, présenter les conclusions, faire passer les recommandations, français et anglais courants.

Basé à Paris. Déplacements fréquents.

Envoyer C.V. et photo s/réf 2719 à : P.LICHAUX S.A.B.F. 220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra

IMPORTANTE STE DE CONSEILS JURIDIQUES

recherche

FISCALISTE CONFIRMÉ

pour son bureau de VERSAILLES

Ecrire n° 7. 6142 M. RECH-PRÉSSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

PROFESSEURS EXPERIMENTES

Dactylo, Gén. techniques de Secrétariat, français, comptabilité, aléu C.A.P., fiscalité, mathématiques, le français. Env. C.V. + photo, CER, 10, rue d'Alsace, Paris-8

Groupes d'Instituteurs-Canalis recherche

CONSULTANT HAUT NIVEAU

ayant conçu et mis en place des systèmes d'information de type

CONTRÔLE DE GESTION dans des groupes importants.

Ecr. avec C.V. détaillé et réf. à n° 5322, S.I.P.E.R. 3, rue de Choiseul, 75006 Paris, ou par Transp. Réponse et discrétion assurées.

GRUPPE DE SOCIÉTÉS

rech. démarrages, systèmes temps réel, logiciel de base, bases de données.

INGENIEURS

matriciens (un des systèmes SIRIS 3 - MITRA 15/72)

26, rue Daubenton - 51 - 387-99-72.

ORGANISME DE RECHERCHE PROCHE BANLIEUE GUD

recrute

grande école (ou équivalent) en vue d'études sur la circulation routière. Connaissances informatiques, statistiques et recherche opérationnelle souhaitées.

Expérience professionnelle appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à M. FARGIER, B.P. 20 93144 ARCUEIL CEDEX

PRESTEC INTERIM

recherche pour ETRANGER

INGENIEURS

— spécialistes polytechnique

— spécialistes fours pétrole

ET POUR REGION PARCIS

INGENIEURS DIFFERES

ASSISTANTS MECANICIENS

Se pr. 62, bd. de la République 75011 Paris

Importante Société Immobilière

COUPLE REGISSEUR, sans

logis 2 pièces confert

Quartier Montparnasse. S'adresser

mensuel à 2.400 F. Contrats à

gérance ou sous-officier en

retraité. Tél. pour rendez-vous :

201-15

Ville de Saint-Denis

recherche pour bureau hygiène

DOCTEUR EN MEDICINE

titulaire de C.E.S.

médecine préventive, hygiène,

santé publique (70 h. par mois).

Candidatures avec C.V. au

15, r. Talbot, 93 qui transmettra.

EDITEUR FISCAL RECHERCHE

RETRAITES DES FINANCES

souhaitant collaborer commerciale

sous toutes régions et Paris.

Ecrire n° 701 MURATET,

15, r. Talbot, 93 qui transmettra.

Importante Société d'Etudes Comptables

spécialisée dans l'AUDIT

et Etudes Financières

recherche

EXPERT COMPTABLE STAGIAIRE

Formateur H.E.C. E.S.C.

D.E.C.S. complet.

— Très bonnes connaissances

la langue anglaise appréciée.

La candidate est destinée à inter-

venir en tant qu'adjoint immé-

diat d'un Chef de service.

Ecrire avec C.V. et photo à :

12, rue Marguerite, 75017 Paris.

HONG-KONG

Groupe de sociétés ayant des intérêts financiers chez ses fournisseurs cherche importateur distributeur d'articles fabriqués à Hong-Kong, en Corée et à Taiwan.

Nos spécialités : alimentation, articles divers, jouets, nouveautés, marchandises variées, quincaillerie et textiles de base.

Nous sommes intéressés en retour par la représentation en Asie de l'état de marques connues.

Nous pouvons reproduire vos échantillons. Catalogues sur demande.

A. Bond Global Ltd, room 301, 11 po chun chambers, 185-186, des vices road, central, Hong-Kong.

Affaire tr. sérieuse. Importation

OUTILAGE DE PRECISION

créée depuis 20 ans, résultat net

de 100.000 francs. Très bon

comptant. A personne disp. 400.000

env. - Ecrire à : FOS-26, bd Arago - 75013 PARIS.

PRETS HYPOTHECAIRES

Taux 14 %, rapide. Bureaux :

Montmartre (2e). Tél. 236-9411.

information divers

secrétaires

SOCIETE DE PRODUITS CHIMIQUES RECHERCHE

POUR SON SECTEUR SOCIAL A VITRY

SECRETAIRE

BILINGUE ANGLAIS

STENOGRAPHE CONFIRMEE

pr assister le directeur des vtes.

Ecr. sous référence 77-17, C.V. manuscrit, photo, prétentions à

DAID PROSING, B.P. n° 6, 9400 VITRY-SUR-SEINE.

représent. offre

REPRESENTANTS C.M.

en boulangerie H.R. introd.

de produits sucrés, fournitures industrielles

et industrielles métallurgiques

diverses. Env. C.V. n° 3440.

Publicités Reunies, 112, bd Voltaire-19.

occasions

A vendre clavier Sperrhake,

modèle 1 m. 48, 1 clavier, 2 jeux

4 et 8 pieds, sans garantie.

120.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

100.000 m2 sur stocks.

Le Monde Économie-régions

Poitou-Charentes

JONZAC INVITE LES INDUSTRIELS : « Venez chez nous, on se charge de tout »

La Rochelle. — A l'occasion d'une double inauguration dans la zone industrielle de Jonzac, au cœur de la région du cognac et du pinos, M. René Monory, ministre de l'Industrie et du Commerce, s'est engagé à favoriser la création dans cette petite ville charentaise, de quatre mille cinq cent quatre-vingt habitants d'une agglomération locale pour les économies d'énergie et les énergies nouvelles.

Cette initiative prise par les élus locaux est le premier du genre en France. « Je n'étais encore jamais vu mettre autant de passion au service de cette cause », a reconnu M. Monory, qui a constaté que les deux priorités (l'industrialisation du milieu rural et la recherche d'économies d'énergie et d'énergies nouvelles) ont été comprises et défendues en Saintonge avec une imagination et un enthousiasme particuliers. « La situation de la région de Jonzac », a expliqué le maire, M. Claude Belot, quarante ans, professeur de géographie, était encore dramatique il y a quelques années. Nous avions perdu 30 % de la population et la densité était tombée de cinquante-cinq à trente-cinq habitants au kilomètre carré.

En Charente-Maritime, les « sudistes » paraissent condamnés. La réaction salutaire est d'abord venue du Comité Jonzacois d'expansion économique puis du Syndicat du pays de Jonzac, qui concerne soixante mille habitants. Un poste d'animateur industriel a été ouvert en 1974 à un professeur de vingt-neuf ans, M. Jean-Marcel Morisset, et autour de lui s'est entraîné par le dynamisme de M. Claude Belot se sont groupés tous les artisans du pays résolus à travailler ensemble pour faciliter l'installation des nouveaux venus. En deux ans, le zone industrielle de 16 hectares a accueilli une voirie, une imprimerie, une boulangerie industrielle et une menuiserie. Les deux nouvelles entreprises qui viennent d'être inaugurées ont la société de sérigraphie Descaudoux (dix-neuf emplois) et une unité de montage de la société Zodiaco (quarante-neuf emplois) (Le Monde daté 20-21 novembre).

La véritable originalité des responsables de Jonzac ne réside pas essentiellement dans la localité ou l'entourage (qui l'on peut rencontrer ailleurs), mais plus sûrement dans la qualité des services qu'ils apportent aux industriels intéressés par une éventuelle installation. « On se charge de tout et on veut surtout aller plus vite que les autres », explique l'animateur industriel. « C'est vrai, dit M. Grilly, de la société Zodiaco, nous avons tout de suite compris qu'on voulait nous recevoir et par conséquent nous aider au maximum. » Même témoignage de la part de M. Janet (Descaudoux) : « Nous avons visité une cinquantaine de communes, et c'est à Jonzac que l'accueil a été le plus chaleureux et surtout que l'aide a été la plus efficace. »

En trois mois, non seulement la voirie était installée et le terrain était pratiquement occupé par les entreprises, mais aussi par les services de l'Etat. On ne dit pas assez qu'il y a beaucoup à espérer des conditions de travail en zone rurale. A Jonzac, le taux d'absentéisme est de 0,5 % alors qu'il était de 16 % à La Rochelle, et le rendement ici par rapport à La Rochelle est de 1,3.

La chasse au gaspillage

« Nous sommes en train de gagner la part de l'expansion », dit M. Claude Belot, sans cacher pour autant la gravité du problème posé par les mille deux cent quatre-vingt habitants de Jonzac, soit un canton rural du département dont la population a progressé (2 %) entre les deux derniers recensements, on ne redoute plus comme naguère que les équipements récents comme les établissements scolaires et hospitaliers soient finalement disproportionnés avec l'activité de la ville. Et l'aboutissement de ce projet représente le passage de l'autoroute A-10 à une dizaine de kilomètres de Jonzac dans quatre ans vient encore conforter l'optimisme général.

« La Mairie et M. de Mollat dit « non » à l'autoroute Lorraine-Bourgoigne. Le conseil général de Moulins et M. de Mollat a la chambre d'agriculture de Moulins et M. de Mollat ont refusé de participer au capital de la Société des autoroutes Paris-Rhône-Alpes (S.A.P.R.A.), qui construira l'autoroute A-87 Lorraine-Bourgoigne (Toul-Langres-Dijon).

De notre correspondant

En s'engageant dans la lutte contre le gaspillage d'énergie, les élus de Jonzac ont eu l'intention de créer une véritable « collectivité des contributeurs locaux ». Nous consommons 6 millions de litres de fuel dont 2 millions pour les diverses collectivités, hôpital, lycée, H.L.M., etc. Et le gaspillage est flagrant, qu'il s'agisse du fuel pour l'eau chaude ou l'hygiène ou encore de l'électricité pour chauffer la piscine l'hiver, constate le premier adjoint, M. James Pitard.

Une première tentative d'économie a été réalisée dans deux écoles primaires avec la pose d'une régulation par sonde extérieure couplée à une programmation horaire et hebdomadaire. Le résultat a baissé les dépenses d'énergie de 10 % et l'économie est de 26 %. L'investissement sera amorti en deux ans. D'autres aménagements sont prévus dans les bâtiments publics. Les responsables des deux entreprises implantées dans la zone industrielle ont décidé de jouer le jeu. Chez Zodiaco, une pompe à chaleur air-air fournit un air pulsé renouvelé trois fois par heure, ne nécessitant d'apport électrique que si la température extérieure est inférieure à 5 degrés. Le système permet de consommer deux fois et

demie moins d'énergie que par un chauffage au fuel et l'amortissement est escompté en six ans. A Descaudoux, il s'agit d'une climatisation solaire (2200 heures de moyenne annuelle) couplée à une pompe à chaleur air-air. L'économie d'énergie est de l'ordre de 60 % et l'amortissement doit être obtenu en six ans. C'est à un architecte local de vingt-neuf ans, M. Alain Billaud, que le projet a été confié.

Seuls les services de l'E.D.F. chargés de contrôler ces différentes opérations, restent réservés. A la mairie, on échafaude déjà toute une série d'interventions militantes préparées avec une conviction qui, à quand même un peu surprise M. René Monory, ministre de l'Industrie et du Commerce, lors de sa venue à Jonzac, entre une collectivité locale et l'Etat. « Nous avons besoin d'une aide financière », a dit M. Claude Belot, pour informer l'ensemble des habitants de notre région, pour faire connaître les résultats de nos expériences et pour diffuser les techniques gagnantes.

Mieux encore, on envisage à Jonzac de créer dans le cadre du « contrat de pays » un poste de conseiller pour les économies d'énergie.

MICHEL GUILLET.

Aquitaine

Le centre de Sireuil-les-Eyzies

Il n'y a pas d'âge pour apprendre l'écologie

De notre envoyé spécial

Sireuil. — Quand un ministre inaugure un centre permanent d'initiation à l'environnement (C.P.I.E.), il est naturel que le ruban officiel ne soit pas tricolore mais... vert. C'est ce qu'a pu constater il y a quelques jours, M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à l'Environnement, lors de son passage à Sireuil-les-Eyzies (Dordogne), à l'occasion d'un congrès des animateurs de C.P.I.E.

« Parce qu'il émane d'initiatives locales, qu'il est géré par des associations, qu'il réunit les communes rurales et qu'il répond aux aspirations écologiques des jeunes, tout mouvement correspond aux objectifs du gouvernement », a dit le ministre, il doit donc se développer. »

Peu connus, récents — le plus ancien a démarré en 1972 — les centres permanents d'initiation à l'environnement ne sont en fait que de petites structures locales, créées par des communes, des centres doivent assurer, en plus d'autres leur propre financement et ils y parviennent. Il est de règle que la responsabilité de leur gestion, et parfois de leur animation, appartienne à une association. Parmi les « col-laborateurs » du C.P.I.E. de Sireuil, on trouve, par exemple, un agent forestier, tous du cru.

Les centres permanent d'initiation à l'environnement ont pour but de sensibiliser les Français de tous âges à l'écologie, en d'autres termes, faire redécouvrir aux citoyens le milieu dans lequel ils vivent. Le moyen ? Les installer pendant quelques jours ou quelques semaines dans une localité, les mettre « sur le terrain ».

Les C.P.I.E. — on en trouve en Bretagne, en Auvergne, en Picardie, en Lorraine, en Savoie, en Flandre, dans le Val-de-Loire et dans les Pyrénées — ont reçu dix mille stagiaires l'an dernier. Des milliers de classes vertes, des collégiens, des étudiants, mais aussi des enseignants et même des touristes. A peine ouverts, des modestes écoles de nature, généralement installées dans des bâtiments communaux et animées par quelques pédagogues enthousiastes, sont assaillies de demandes. Le programme de stages du centre d'Aurillac, par exemple, est complet jusqu'en novembre 1978. Les collectivités locales à qui revient l'initiative de la création d'un C.P.I.E. — les ministères demandent ensuite le coup de pouce nécessaire — sont de plus en plus nombreuses à en réclamer. Quatre centres seront ouverts l'an prochain, et vingt-cinq dossiers sont en instance.

Selon une enquête réalisée par le secrétariat à la jeunesse et aux sports, 70 % des Français de moins de vingt-cinq ans souhaitent vivre dans une ville de moins de trente mille habitants et pour être plus près de la nature. Une enquête de la mairie de Paris vient de passer trois semaines au centre de Sireuil-les-Eyzies. A l'instinct du départ,

après avoir descendu la Vézère en canot, exploré les grottes préhistoriques, découvert la cuisine et l'habitat des habitants des villages, certains enfants, les larmes aux yeux, jurèrent de revenir.

Laboratoires pédagogiques, les C.P.I.E. proposent aussi les expériences qui peuvent expérimenter des formules nouvelles, aussi bien avec des groupes de jeunes qu'avec des adultes. Autoguidés, créés à la demande des communes, les centres doivent assurer, en plus d'autres leur propre financement et ils y parviennent. Il est de règle que la responsabilité de leur gestion, et parfois de leur animation, appartienne à une association. Parmi les « col-laborateurs » du C.P.I.E. de Sireuil, on trouve, par exemple, un agent forestier, tous du cru.

Les centres permanent d'initiation à l'environnement ont pour but de sensibiliser les Français de tous âges à l'écologie, en d'autres termes, faire redécouvrir aux citoyens le milieu dans lequel ils vivent. Le moyen ? Les installer pendant quelques jours ou quelques semaines dans une localité, les mettre « sur le terrain ».

Les C.P.I.E. souhaitent la création de l'étranger, l'innovation sur ce point est dans le camp français.

MARC AMERICO-RENDU.

Le numéro d'hiver de Méditerranée Immobilière vient de paraître. 100 PAGES D'ANNONCES EN SOUSCRIPTION ou vous trouverez appartements, villas, mas, bastides, terrains, au bord de la mer ou dans l'intérieur.

Le méditerranéen immobilier est en vente chez votre marchand de journaux ou par correspondance. En adressant à M. J. P. EN TROIS A 1. PUBLI-SEC, 6 RUE DE PROVENCE, 75001 PARIS.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

M. 20/71

ENTRETIEN Philippe Lamour

hausse le ton à propos des communes de montagne

Le gouvernement a approuvé le 23 novembre plusieurs mesures en faveur de la montagne. Celles-ci seront-elles bien accueillies par les maires des communes concernées ?

Parallèlement, la commission des communes de France continue à dépeindre le questionnaire des maires et pré-sentent son rapport de synthèse au début de décembre. M. Philippe Lamour, maire de Caillac (Hautes-Alpes) et président du syndicat intercommunal du Queyras, qui vient d'adresser sur ces sujets un rapport au ministre de l'Intérieur, nous explique son point de vue.

« Ne faudrait-il pas commencer en priorité par la réforme des finances locales ? »

« Pour la très grande majorité des petites communes rurales, les ressources sont largement inférieures au niveau des besoins départementaux. Le budget de certaines d'entre elles n'atteint pas annuellement 50 000 F. Elles ne sont réduites, soit à avoir recours à des emprunts en empruntant au-delà de leurs possibilités, soit à brader, si elles le peuvent, le territoire communal, soit enfin à s'appauvrir dans une totale passivité. »

« La réforme des finances communales est un sujet sans cesse abordé depuis près d'un siècle. On s'est contenté jusqu'à présent de quelques changements de vocabulaire : la taxe personnelle mobilière est devenue la taxe d'habitation, et la patente la taxe professionnelle. Le montant des ressources des communes ne cesse de s'aggraver, en donnant la pénible impression que nul ne s'occupe sérieusement d'y porter remède. »

« Un exemple caractéristique est celui de l'attribution de la part du Fonds d'action locale (F.A.L.) aux communes de montagne, qui est le mode de répartition, profondément inéquitable, devenu scandaleux, est valement dénoncé depuis plusieurs années, et d'ailleurs, sans qu'aucun effort ait été entrepris pour le réformer. »

« Le regroupement serait-il comme on le dit, la solution miracle pour les petites communes ? »

« Dans l'état actuel des choses, il peut être partiellement remédié à la défectuosité des communes par la généralisation des syndicats intercommunaux qui représentent, avec la modification du système des finances, l'élément fondamental d'une réforme du régime communal. »

« C'est une erreur de dire que les communes démunies de ressources suffisantes ne font, en s'associant, qu'aggraver leurs maux. Cette formule leur permet d'abord d'engager en commun un agent technique et administratif dont chacune d'elles ne pourrait isolément assurer la rémunération. »

« Les petites communes rurales conservent ainsi leur personnalité pour tout ce qui concerne la vie quotidienne mais s'unissent pour tout ce qui concerne la gestion de l'habitat, c'est-à-dire essentiellement l'application d'un programme d'aménagement avec des projets d'équipement qui ont d'ailleurs souvent un intérêt commun. »

« Traités les leçons de l'expérience, il faut revenir à la réforme fondamentale. Il s'agit de la généralisation de l'association sans commune, première et nécessaire étape d'une véritable réforme communale qui seule pourra conduire, à terme, à des décisions.

spontanées de fusion fondées sur une connaissance des intérêts respectifs et communs qu'une période préalable d'association aura permis progressivement de dégager.

Honnête homme ?

« Le système actuel comprend autant d'injustices que d'absurdités. »

« Oui, les communes les moins peuplées et les plus démunies sont automatiquement lésées pour des services communs dans des proportions démesurées par rapport au profit qu'elles peuvent en attendre. Dans ce domaine, il serait équitable d'établir une discrimination entre les catégories de communes selon leur situation géographique, le niveau de leur population et les obligations qui leur incombent, qu'impliquent leurs projets d'extension. »

« A cela s'ajoutent les services que leur impose l'Etat. Ainsi une commune de montagne qui peut malheureusement payer son garde champêtre se verra invitée à organiser un service de sécurité permanent sept à huit agents permanents, plus l'achat d'un matériel dont le coût représente le montant total de plusieurs années budgétaires. »

« Le sort des petites communes de montagne est particulièrement critique ? »

« Le déconcentrement des municipalités des petites communes provient de la confiance des municipalités, résultant de trop de

projets avortés et de promesses sans suite.

« Un exemple caractéristique est, en effet, celui de la politique de la montagne, qui concerne quatre mille six cents communes réparties dans quarante départements et onze régions couvrant le cinquième du territoire français. »

« Cette politique a fait l'objet de solennelles déclarations ministérielles et de deux comités interministériels. Après une enquête de mise en œuvre, elle a été pratiquement abandonnée. Une seule mesure concrète qu'on comptait à savoir la prise en charge par l'Etat du coût de déconcentration des communes de haute altitude que leur indigence ne leur permet plus d'assumer, n'a été suivie d'effet que pour l'année 1975. Depuis, la ligne budgétaire a été maintenue, mais sans inscription de crédits. On va voir comment les mesures prises le 23 novembre se concrétiseront. »

« Une telle attitude, et avec la désinvolture avec laquelle certaines administrations appliquent ou, plutôt, n'appliquent pas la décision de maintenir les services publics en montagne, font que les municipalités ne croient plus aux promesses des pouvoirs publics. On est justement sévère, dans le monde rural, à l'égard de quiconque renie ses engagements. »

« On disait, jadis, que l'Etat était honnête homme. Il est urgent qu'il le redevenir s'il veut retrouver la confiance des municipalités et des populations. »

Picardie

La restauration du quartier Saint-Leu à Amiens

Les vieilles pierres sont hors de prix

De notre correspondant

Amiens. — Des paroles, des réunions, des associations de défense des projets. Mais rien de concret depuis des années. Cette fois, ça y est, tout au moins apparemment. Le conseil municipal d'Amiens, composé de socialistes et de communistes, dirigé par M. René Lamps, député communal de la Somme, vient d'adopter le dossier concernant la rénovation du quartier Saint-Leu.

Trois crevées, charpentes pourries, murs au torchebèzeux, fenêtres aux carreaux cassés, ouvertures sur le vide, ruelles sans toit, aux pavés inégaux, canaux à l'eau stagnante et nauséabonde, population de délinquants en puissance et de semi-clochards, tel est le quartier Saint-Leu, situé au pied de la plus haute cathédrale gothique de France. De là à dire que Saint-Leu doit disparaître, il n'y a qu'un pas que l'on hésite quand même à franchir.

Intéressant vestige du passé dans une ville détruite par la guerre, demeures typiques des Amiénois leborieux des siècles passés, petites rues pittoresques, site aquatique unique en France qu'un urbaniste peut à comparer à celui de Bruges — dans les rues étroites bras de Somme que l'on franchit sur des ponts de guinguette s'écoule une eau tranquille et presque propre (la pollution de la rivière a en effet beaucoup diminué) — tels sont les arguments que présentent ceux qui veulent sauver ce quartier. Ils réclament une unique de son histoire.

Mais Saint-Leu n'est plus ce qu'il était. De nombreuses maisons se sont écroulées ; les canaux ont été comblés ; une route, qui ne pourra peut-être jamais être terminée, car elle devrait couper ensuite à travers les horribles terrains où l'on pratique la culture maraîchère, casse d'oxygène aux portes de la ville, a été tracée d'est en ouest au beau milieu du quartier.

Saint-Leu, c'est aussi et d'abord les deux mille cinq cents personnes qui y demeurent. On ne peut laisser ces gens dans leur crasse, disent les uns ; reloger-les dans des H.L.M. ; assainissons Saint-Leu et, là où c'est possible.

« L'Association bureaux-provinces vient d'éditer un ouvrage qui présente les possibilités d'implantation en province, dans des zones aménagées et immédiatement disponibles. L'ouvrage, intitulé Sites tertiaires en province - Données statistiques et cartographiques, Population, Emploi, Trains, comporte vingt-six cartes d'agglomérations signalées, les grandes opérations d'aménagement, les grands équipements, les zones d'activités industrielles et tertiaires. »

« Association bureaux-provinces, 29, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, tél. : 522-86-20.

constructions des immeubles neufs il faut que ceux qui vivent là puissent continuer à le faire. Les autres, mais dans des conditions décentes. Saint-Leu est au centre d'Amiens. Si les promoteurs s'occupent du terrain, où vont les habitants ? A la périphérie ? Il n'en est pas question. Le cœur de la ville ne doit pas être vidé de sa population modeste.

C'est le dernier langage que veut tenir la municipalité. Le dossier Saint-Leu qu'elle vient de voter sera présenté au Fonds d'aménagement urbain (F.A.U.). Mais l'accord entre socialistes et communistes a été long à se faire : 45 millions de francs sont en effet en jeu. Les représentants du P.S. craignent que les subventions de l'Etat ne soient trop faibles et que la ville ne soit prise au piège de son propre plan. Il n'y a pas que Saint-Leu à Amiens. C'est pourquoi les socialistes ont fait adopter par leurs alliés un amendement précisant que l'argent consacré à Saint-Leu ne devait pas être au détriment des autres quartiers.

Les communistes ne nient pas que le projet soit ambitieux et cher, mais ils affirment que « l'Etat paiera sous la pression de la lutte ».

Les choses en sont là, mais il est bien certain qu'il va être très difficile d'effectuer la rénovation d'un seul quartier d'Amiens tant d'argent et dans des conditions aussi incertaines.

MICHEL CURIE

DEMAIN... il sera trop tard pour vivre dans le ciel de Paris

Tour Rive Gauche

FRONT DE SEINE (15°)

Studios, 2, 4 et 6 pièces habitables de suite

balima

69, RUE DE LA TOUR (16°)

TEL. : 504-41-00

هكذا من الأصل

FILTER CIGARETTES



Marlboro

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

STAGE ADMINISTRATION et GESTION d'ENTREPRISES
(Formation continue)

organisé en collaboration avec l'ADETEM, le BTE, l'ESAP, destiné aux cadres désirant élargir leur connaissance de l'entreprise. Concerne plus particulièrement ceux ayant déjà effectué une carrière dans une fonction spécialisée, souhaitant aborder les problèmes sur un plan plus général.

Durée : 340 heures
Début : Janvier 1978
Séminaires de 2 jours répartis sur 2 périodes de 6 mois.
Inscriptions et renseignements :

ENOES
62 r. Miroirail 75008 Paris
522.53.86 (signes groupés)

NOTRE Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS

étrange
SERVICE TELEX
245.21.62 + 345.00.28
33, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS



ÉTRANGER

Londres reste en Europe la capitale du marché de l'art

Lorsque l'on évoque le marché européen de l'art, on pense en premier lieu à Londres, bellement est prépondérante la place qu'occupe cette ville dans la commercialisation des œuvres d'art. Cette position dominante, la capitale britannique la doit avant tout aux deux hôtels des ventes londoniens que sont Sotheby et Christie's. A eux seuls, ceux-ci ont atteint un chiffre d'affaires, pour la saison 1976-1977, de l'équivalent de 1 milliard 600 millions de francs.

Toutefois, il ne faut pas oublier que ce chiffre comprend également le produit des ventes à l'étranger, produit fort élevé surtout pour Sotheby. C'est ainsi que sur les 122 millions de livres de chiffre d'affaires de Sotheby, 44,8 millions de livres sont le résultat de ventes aux États-Unis, plus d'un cinquième des 77 millions de livres restants provenant de ventes sur le continent européen. En effet, les ventes pour toutes de bijoux ont lieu à Genève pour des raisons fiscales, la Suisse ayant une réglementation plus libérale au niveau des échanges commerciaux. Christie's a ainsi pu, le 10 novembre de cette année, vendre pour plus de 24 millions de francs suisses de bijoux à Genève, ce en quatre enchères distinctes.

En dépit de cette restriction, Londres reste le marché numéro un de l'art en Europe. Cependant, il n'en a pas toujours été ainsi. Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que Londres a repoussé Paris au deuxième rang. Il n'y a même pas deux ans, Paris espérait récupérer sa place au premier rang. Cet optimisme s'expliquait par l'introduction, en 1975, tant chez Sotheby que chez Christie's d'une taxe payable par l'acheteur, jusqu'à cette date, seul le fournisseur de la marchandise était taxé sur le produit de sa vente (10 % également). La faiblesse de cette taxe, entre autres, a contribué à faire de Londres une place dominante.

Une demi-saison s'était à peine écoulée que Sourin Melikan, critique d'art réputé d'international *Herald Tribune*, constatait que les espérances parisiennes devaient s'évanouir vaines, car, même après l'introduction de cette taxe payable par l'acheteur, le taux des droits à Londres est

encore considéré comme très modéré.

Paris a tout de même réussi à renforcer la place qu'il occupe au deuxième rang. Au cours de la saison passée, l'hôtel Drouot a vu son chiffre d'affaires passer à 501 millions de francs, c'est-à-dire presque égal à celui de Christie's, qui occupe la deuxième place sur le marché de Londres. L'emménagement de Drouot dans l'ancien gare d'Orsay, notamment, a eu des répercussions favorables sur le développement de ce chiffre d'affaires. Paris occupe une place prépondérante pour les meubles des dix-septième et dix-huitième siècles.

Le chiffre d'affaires total du marché allemand de l'art est estimé à 500 millions de deutschemarks par an, ce qui place la R.F.A. au troisième rang après la Grande-Bretagne et la France. Il ne faut toutefois pas oublier que, par rapport à ces estimations, le chiffre réel est généralement un peu plus élevé, toutes les transactions n'étant pas consignées dans les livres.

Contrairement à l'Angleterre et à la France, où la vie artistique se concentre dans les capitales, Londres et Paris (c'était également le cas sous l'empire allemand avec Berlin), la R.F.A. a un marché de l'art décentralisé, même si Munich occupe une place prépondérante. Presque chaque grande ville allemande a un hôtel des ventes où se déroulent des enchères importantes et disséminées sur l'ensemble du territoire allemand, on peut compter vingt hôtels des ventes de réputation internationale. Alors qu'à Londres et à Paris, les mises aux enchères portent sur des objets d'art de toute sorte, la plupart des hôtels de ventes allemands sont plus spécialisés. Dans la branche qui leur est propre, les commissaires-priseurs allemands obtiennent souvent des prix très élevés, tout à fait comparables à ceux de Londres ou de Paris.

C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il est si difficile d'estimer le marché italien de l'art, bien qu'il se concentre à Milan. Le marché italien a sans aucun doute souffert de l'introduction d'une T.V.A. de 35 %. Pour échapper à cette charge, il ne lui reste plus qu'à passer par le marché noir ou sur les marchés étrangers, avec pour conséquence un appauvrissement de plus en plus grand du marché officiel intérieur.

C'est ainsi, par exemple, que

HANS BAUMANN.

CORRESPONDANCE

ÊTRE CHOMEUR AU DANEMARK

Un lecteur français vivant au Danemark, M. Michel Lebryrie, nous a adressé la lettre suivante :

Je suis français et ai quitté la France voilà trois ans pour venir vivre au Danemark, où je suis marié avec une Danoise et où j'ai fondé une famille. Au moment où je suis arrivé au Danemark, la situation de l'emploi était bonne et j'ai trouvé tout de suite un emploi non qualifié (du fait du handicap de la langue) que j'ai conservé quatre mois, avant de reprendre un autre emploi plus intéressant, mais duquel j'ai été licencié après quatre mois, étant donné une baisse d'activité saisonnière.

Étant syndiqué depuis huit mois et étant précédemment syndiqué en France, où j'exerçais la même profession, j'ai perçu 90 % de mon dernier salaire : le chômage est payé dans des proportions que j'ignore par l'État et les syndicats. Mais c'est le versement de l'indemnité de chômage qui est en cause. La cotisation syndicale, différente selon l'emploi, est pour moi, qui suis l'équivalent d'un O.S. de 34 semaines de travail (environ 28 francs). La durée maximum de perception des 90 % est actuellement de quarante-deux mois (trois ans et demi).

Après sept mois et demi de chômage, le bureau d'emploi de l'Agence nationale pour l'emploi m'a placé dans un autre emploi, peu intéressant, mais que j'ai accepté en attendant mieux. La non-acceptation d'un emploi proposé suspend le versement des indemnités de chômage pendant cinq semaines. J'ai donc travaillé quatre mois et demi sans travail, toujours indemnisé à 90 %. Après, j'ai été réplacé dans un autre emploi, où je suis en ce moment, mais que je compte quitter pour un autre, plus intéressant, quand la possibilité s'en présentera.

Mon sentiment est que le système employé ici est beaucoup plus rationnel que celui que nous avons en France, ce ne sont pas le minimum accordé aux chômeurs non syndiqués, mais je suis qu'il est suffisamment élevé pour permettre une vie normale. Du fait de cette garantie de ressources, j'ai acheté une maison avec un long crédit, sans appréhension, malgré la priorité de mes conditions d'emploi. Et la plupart des jeunes couples et des travailleurs sont dans la même situation (...).

Je pense que, si la garantie de ressources était accordée à tous les chômeurs en France, les problèmes de licenciement seraient aussi beaucoup moins graves, car un ouvrier qui serait licencié accepterait plus facilement la décision s'il savait que ce n'est que la fin d'un contrat temporaire. Le patronat serait aussi moins réticent pour embaucher du personnel supplémentaire, même à titre aléatoire. J'estime qu'une contrepartie de cette garantie de ressources à long terme la cotisation chômage des travailleurs pourrait être relevée substantiellement. Mais je pense aussi qu'étant donnée la dispersion syndicale en France le système danois ne pourrait être employé.

P.S. — Mon salaire (impôts, incluant les charges sociales, déduits) est d'environ 3.400 F par mois pour quarante heures de travail par semaine et je suis O.S. sans qualification dans une région qui pourrait correspondre à la Bretagne.

AUDIT INTERNE

Le second groupe de ce cycle de formation organisé par l'Institut Français de Gestion et qui comportera quatre séquences de cinq jours (prix H.T. : 12 000 F) débutera le :

9 janvier 1978

Son programme répond aux exigences des entreprises ayant adopté des structures décentralisées et soucieuses d'assurer la fiabilité et l'application des procédures et des systèmes d'information et de communication.

Renseignements : I.F.G., 37, quai de Grenelle
75738 PARIS CEDEX 15 - Tél. : 578-81-52.

BON A CONNAITRE : LA RENTABILITÉ D'UN INVESTISSEMENT SOUS FORME DE LOCATION D'APPARTEMENT ANCIEN RESTAURÉ : 14,50 % EN MOYENNE L'AN

Source : Compagnie Française d'Investissement

Ce taux impressionnant de 14,50 % en moyenne par an, communiqué par la C.F.I., tient compte à la fois du revenu net produit par le loyer et de l'augmentation de la valeur du capital en francs constants. C'est un taux moyen, il peut être plus élevé.

Voici un exemple datant de moins de deux mois : un studio dans un immeuble restauré situé 265, boulevard Fauriel, 75017 Paris.

Cout de l'achat après restauration complète (de l'immeuble et du studio) : 123.500 F, non compris les frais de notaire.

Il s'agit d'un immeuble ancien, le prix d'achat est relativement bas.

1. — Calcul du revenu locatif

Estimation du loyer brut mensuel : 820 F (ce loyer ne peut être abaissé que par la restauration complète de l'immeuble et de l'appartement), soit 9.840 F par an.

desquels il faut déduire les frais de gestion : 538 F.

$9.840 - 538 = 9.302$ F/an

Loyer net : 9.302 F/an

soit un taux de $\frac{9.302}{123.500} \times 100 = 7,53 \%$

2. — Calcul de l'accroissement de la valeur du capital

L'étude du CAPTEM, de janvier 1977, portant sur cinq ans, montre que les prix immobiliers ont augmenté de 20,57 % en moyenne chaque année dans Paris. (Ce qui

valait 10 F en 1971, vaut 202,84 F en 1976.) Ce taux moyen de 20,57 % est à corriger par celui de l'érosion monétaire : 10 % par an en moyenne également.

Soit : $20,57\% - 10\% = 10,57\%$ d'augmentation de la valeur du capital en moyenne par an.

Conclusions :

Dans le cas présent, en additionnant :

Revenu net : 7,53 % + accroissement du capital en francs constants : 10,57 %, on obtient une rentabilité de 18,06 % par an.

Pour plus d'informations, l'investisseur aura intérêt à consulter C.F.I., 8, avenue Hoche, 75008 Paris, tél. 758-88-80 ou 583-11-40.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de l'accord de prêt n° 1084 GA passé entre la Banque Mondiale et le Gouvernement Gabonais, le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs procède à un appel d'offres pour l'équipement en machines, mobilier et papier de l'atelier d'imprimerie qui fera partie de son unité des publications.

Le cahier des clauses et conditions générales est disponible auprès de M. Emile MOURE, directeur du projet Bird Gabon, au Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, Boîte Postale n° 6, Libreville, ainsi que les devis descriptifs pour les marchés suivants :

Lot n° 1. — Machines d'imprimerie.
Lot n° 2. — Mobilier :
A) métallique,
B) menuiserie.
Lot n° 3. — Papier.

Ces quatre documents, selon les accords passés avec la Bird, sont également transmis sans délais aux représentants officiels des pays membres de la Banque Mondiale ainsi qu'à celui de la Suisse, susceptibles de fournir les biens et services requis.

Le présent avis d'appel d'offres est communiqué à la Chambre de Commerce de Libreville, pour diffusion, et inséré dans « l'Union », « Gabon Matin » ainsi que dans « le Monde ».

Le cahier des clauses et conditions générales précise la présentation des offres et l'envoi des soumissions, ainsi que les conditions d'ouverture des plis.

La Commission spéciale, désignée par le Ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs procédera au dépouillement des offres, en séance publique, le mardi 27 décembre 1977 à 10 heures, dans la salle de réunions de l'ex-Institut pédagogique national.

Les soumissions parvenues après cette date limite ne seront pas prises en considération.

Libreville, le 24 novembre 1977.

Le Directeur général adjoint chargé des Enseignements scolaires, universitaires et de la pédagogie,
LUC MARAT ABYLA.



مَكْزَا مِنَ الْأَصْلِ

ÉTRANGER

AFFAIRES

Le déficit commercial record des États-Unis aggrave la crise monétaire

(Suite de la première page.)
A Paris, le dollar s'est encore affaibli, mais moins qu'hier, de sorte que le franc s'est encore affaibli vis-à-vis du DM, coté à un cours record (2,1870 F). Au-delà de ces péripéties quotidiennes, il importe de bien mesurer ce que signifie pour l'ensemble du marché l'évolution de la balance commerciale des États-Unis.

La réapparition d'un déficit en 1976 puis son augmentation vertigineuse en 1977 se traduisent par une augmentation continue des dollars donnés en paiement des importations américaines, notamment des achats de produits pétroliers. Le résultat est en soi un renforcement du caractère de monnaie de réserve qui s'attache au dollar, mais, puisque tout le monde est obligé de l'accepter...

Or, quelle peut être la réaction des détenteurs de dollars lorsqu'ils apprennent simultanément que les excédents commerciaux ouest-allemands et japonais ont battu des records, mais que les autorités de Washington, elles, prévoient tout tranquillement le maintien du déficit commercial américain au-dessus de 20 milliards de dollars par an durant les prochaines années ? Ils en tirent immédiatement une conclusion peut-être élémentaire, mais...

LA C.E.E. ACCORDE UNE AIDE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Bruxelles (Communauté européenne) (A.F.P.). — Le conseil des ministres de la C.E.E., chargé des questions de développement, a décidé, le 28 novembre, l'octroi pour 1977 d'une aide de 45 millions d'unités de compte (1 U.C. = 5,7 F) aux pays en voie de développement non associés au Marché commun. L'aide recevra 78 % de cette somme et l'Assemblée l'attribue 22 %.

D'autre part, les ministres des Neuf se sont mis d'accord sur la répartition par pays des 385 millions de dollars, contribution de la C.E.E. au milliard de dollars d'aide spéciale décidée en juin dernier. A Paris, lors de la conférence Nord-Sud, vingt-trois pays africains pouront en bénéficier, deux pays asiatiques, ainsi que l'Inde.

assurément très concrète : faute de vouloir — ou de pouvoir — réduire leurs excédents commerciaux par des voies réglementaires et sous la pression constante des États-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon vont devoir continuer à laisser leur monnaie se valoriser. Le résultat en sera — en est déjà — la conversion en deutschemarks, en yens ou en francs suisses, monnaies refuges, des énormes liquidités créées quotidiennement par le règlement des achats américains. Rien ne peut s'opposer à cette logique inexorable, pas plus les interventions des banques centrales que les déclarations rassurantes des dirigeants américains, dont personne dans les milieux financiers internationaux ne conteste la responsabilité.

« Le basculement » du dollar vers les monnaies fortes est en train, une fois de plus, d'apporter le plus grand trouble dans le système monétaire international. L'écart se creuse dangereusement entre les monnaies « faibles », livre, franc français, etc., qui accompagnent le dollar dans sa chute, et les monnaies fortes.

Deuxième conséquence, le serpent monétaire européen est menacé d'éclatement à relativement brève échéance. Le franc belge, le florin, les couronnes danoise et norvégienne, ne peuvent suivre le deutschemark dans son ascension, ni se revaloriser vis-à-vis des autres monnaies, ce qui implique un « réajustement » inévitable.

Le troisième effet est la chute du dollar, qui a été l'élément déclencheur de la crise monétaire.

Ainsi, l'insécurité américaine a-t-elle de plus en plus nuancé pour l'équilibre mondial et on s'attend à ce que les États-Unis ne soient pas en état de leur résister. La chose n'est pas nouvelle.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.
\$ E.-U.	4,8520 4,8550	+ 100 + 130	+ 210 + 250	+ 670 + 700
£ can.	4,3750 4,3780	+ 100 + 150	+ 150 + 200	+ 480 + 500
Yen (100)	2,9650 2,9670	+ 100 + 180	+ 240 + 280	+ 680 + 720
DM.	2,1860 2,1890	+ 05 + 115	+ 280 + 320	+ 620 + 660
France	2,0925 2,0945	+ 50 + 80	+ 110 + 150	+ 350 + 400
F.S. (100)	13,8750 13,8770	+ 200 + 250	+ 400 + 450	+ 1210 + 1260
F.S.	2,5390 2,5420	+ 130 + 150	+ 250 + 270	+ 820 + 860
L. (1000)	5,2370 5,2378	+ 280 + 300	+ 480 + 500	+ 1000 + 1100
£	8,22 8,2300	+ 300 + 350	+ 400 + 450	+ 1000 + 1100

TAUX DES EURO-MONNAIES

M.	3 3/4	4	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2	4	4 1/2
---------	-------	---	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------	---	-------

CONJONCTURE

La forte hausse des prix des textiles a annulé en octobre l'effet de la modération des produits alimentaires

Les prix de détail ont augmenté de 0,8 % en octobre, a officiellement confirmé, lundi soir 28 novembre, le ministère de l'économie et des finances. Commentant ce résultat, M. Bouillon a déclaré : « Bien que l'augmentation des prix ait encore été forte en octobre, une amélioration commence à se dessiner. Tout d'abord, nous obtenons mieux aujourd'hui qu'il y a un an, alors que le régime des prix était beaucoup plus contraignant. Cela montre que les effets de notre politique, qui a consisté à chercher une réduction en profondeur des tensions inflationnistes, commencent à apparaître. Ensuite, les baisses au stade de la production commencent à être répercutées au stade du détail. C'est ainsi que les prix des légumes et du café sont en baisse. Nous revenons progressivement à un fonctionnement plus normal de notre économie, qui doit permettre aux Français de recueillir le résultat des efforts qu'ils ont consentis ».

A suivre au fil des mois l'évolution des prix de détail en France, on a un peu l'impression d'assister à l'un des pags qui tirent les beaux jours du cinéma muet : le passage de la barque colmate le trou à l'avant, mais voit aussitôt réapparaître un autre trou à l'arrière.

Il y a un peu de cela dans la situation de M. Barre. En octobre, pour la première fois depuis de longs mois, la hausse des prix alimentaires s'est modérée : + 0,6 %, contre + 1 % en septembre, + 1,3 % en août, + 0,9 % en juillet, + 1 % en juin, etc. Comme depuis février (1,1 %), les prix alimentaires ont augmenté chaque mois d'environ 1 %. Ce résultat d'octobre équivaut à un freinage important, probablement même à un changement durable de tendance. Mis à part la viande de veau et les conserves de fruits et légumes, les perspectives sont en effet plutôt bonnes.

Or, au moment où se manifeste cette amélioration, voici les prix des produits manufacturés qui montent fortement : + 0,9 % en un mois. Ce sont les prix des vêtements (+ 1,8 %) et des chaussures (2,2 %) qui sont en grande partie responsables de ce bond.

Les professionnels justifient ces hausses par les renchérissements de matières premières industrielles en 1976 : + 37,3 % par rapport à la moyenne 1975, et même + 57,5 % en octobre 1976 par rapport à la moyenne 1975. Ils font également remarquer que la hausse du SMIC, plus rapide que celle des salaires moyens depuis un an, a été particulièrement ressentie dans les entreprises textiles, dont une partie du personnel est payé au salaire minimum. Ces arguments, qui semblent d'ailleurs satisfaisants les pouvoirs publics, ne sont pas discutables. Ce qui est plus douteux en revanche — pour ne pas dire davantage — c'est que ces facteurs suffisent à expliquer une hausse tout de même un peu forte : la mise sur le marché des

ALAIN VERNHOLES.

LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN FRANCE EN OCTOBRE (en pourcentages)

	EN 1 MOIS (octobre 1977 comparé à sept. 1977)	EN 6 MOIS (octobre 1977 comparé à avril 1977)	EN 1 AN (octobre 1977 comparé à octobre 1976)
ENSEMBLE	0,8	4,9	9,5
ALIMENTATION	0,6	6,8	12,4
Produits de base de céréales	0,5	7,4	9,6
Viandes de boucherie	1	6,5	10,1
Pois et charcuterie	0,5	6,9	5,7
Volailles, prod. à base de viande	2,7	4,1	11,3
Produits de la pêche	0,9	6,9	15,3
Lait, fromages	0,8	4,8	7,6
Œufs	5	9,1	12,2
Corps gras et beurre	0,6	5,2	10,4
Légumes et fruits	0,7	8,3	23,7
Autres produits alimentaires	1,5	8,5	15,6
Bolsos alcoolisés	0,6	4,5	8,9
Bolsos non alcoolisés	3,1	8,9	37,2
PRODUITS MANUFACTURÉS	0,9	4	7,8
1) Habillement et textiles	1,6	5,5	9
Vêtements de dessus	1,8	5	8,1
Autres vêtements et accessoires	1,4	5,3	9
Chaussures	2,2	7,2	11,9
Autres articles textiles	0,6	5,4	8,6
2) Autres prod. manufacturés	0,6	5,5	7,4
dont : Meubles et tapis	0,6	4,2	7,4
Articles d'équipement de ménage (non électriques ou à gaz)	0,5	4,6	7,2
Savons, détergents, prod. d'entretien	0,8	3,2	4,1
Articles de toilette et de soins	0,9	6,8	8,3
Papeterie, librairie, journaux	1	4,9	8,3
Articles de loisirs et autres	1	4,6	7,4
Photo, optique, électro-acoust.	1	4,7	8,8
SERVICES	1	4,7	8,8
Services relatifs à l'immobilier	1,1	3,2	8,2
dont : Loyers	1,4	2,9	8,2
Soins personnels, de l'habillem.	1,1	4,7	8,1
Services de santé	0,9	5,5	10,4
Hôtels, café, restaur., cantines	0,9	5,5	10,4

M. GÉRARD NICOUUD SE PRONONCE CONTRE LE BOYCOTTAGE DES PRODUITS TAXÉS

M. Gérard Nicoud, président du C.I.D.-UNATI, estime que la grève des commerçants n'a de signification que si elle est générale et illimitée, et s'est prononcé contre le boycottage des produits taxés, car « cela revient à pénaliser les consommateurs, qui n'ont aucune responsabilité dans la taxation ». Prenant la parole au cours d'un meeting à Lyon, lundi 28 novembre, il a ajouté : « Ce que nous voulons, c'est attaquer M. Barre et, en conséquence, nous ne devons pas respecter les mesures annoncées par le premier ministre ».

En préface à la manifestation, dix mille manifestants ont été gratuitement distribués aux passants dans les rues de la ville.

Le dirigeant du C.I.D.-UNATI a également déclaré que son mouvement ne présenterait pas de candidature aux élections législatives. Cependant, « dans la circumscription du Rhône où se présente le premier ministre, nous publierons un journal intitulé Barre et vous et mènerons campagne contre lui », a-t-il précisé.

Au « Bulletin officiel des prix »

BAISSE DU CAFÉ ET HAUSSE DU CACAO

Le prix du café baisse chez les torréfacteurs et celui du cacao monte chez les importateurs. C'est ce que ressort de données arrêtées publiées au Bulletin officiel des services des prix du 29 novembre.

Les prix des cafés baissent de 3 % à 12 % pour les cafés Arabica du Brésil, de 3 % à 15 % pour tous les Robusta et les Arabica non brésiliens, suivant les qualités. Les cafés solubles et extraits de café liquides baissent de leur côté uniformément de 8 %.

En revanche, le prix du kilo de fèves de cacao qui était de 21,5 F depuis le 10 août dernier, est désormais de 22,50 F, ce qui entraîne une hausse compensaire (de 4,6 %) de la pâte de cacao et du beurre de cacao (de 26,32 F à 28,12 F) et de la poudre et des tourteaux de cacao (de 32,25 F à 33,75 F).

● Vente directe de légumes à Paris. — L'Organisation commune des consommateurs-travailleurs-agriculteurs (O.C.C.T.A.), créée par la Fédération des exploitants (F.N.S.E.A.), les Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.) et l'Union des producteurs (U.P.), a organisé, mardi 29 novembre, devant l'église Saint-Augustin, une vente sauvage de légumes. Une vingtaine de tonnes de carottes, de choux et de poireaux ont été mises en vente au coût de production augmenté des frais de transport. La quarantaine d'agriculteurs de la Manche qui ont participé à cette manifestation entendent attirer l'attention du public sur le problème des marges de distribution.

(PUBLICITE)

Les offres d'emploi actuelles se situent principalement à l'étranger. Vous avez envie de partir. Des postes de techniciens sont disponibles dans les pays en voie de développement. Ils exigent des aptitudes particulières. Un cycle de perfectionnement de 5 mois organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon vous introduira dans ce domaine fermé des contrats d'industrialisation et des organismes internationaux. Cette action permet la prise en charge de la rémunération par l'Etat. Début du cycle : 1^{er} février 1978. Réunions d'information : — LYON ECULLY, 9 DECEMBRE A 11 H. ou CEPAG, 23, route de Dordilly, 69130 Ecullly. — PARIS 6 DECEMBRE A 15 H. ou Centre parisien de Management, 108, bd Malesherbes 75017 Paris. Renseignements : CEPAG, M. Charlier - Tél. (78) 33-52-12.

LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU LOGEMENT VEUT OBTENIR UN BLOCAGE DES LOYERS

La Confédération nationale du logement (C.N.L.) lance un appel à une action de masse afin d'obtenir des améliorations immédiates de la situation des locataires et des accédants à la propriété et, à plus longue échéance, une nouvelle politique du logement fondée sur le droit de tous à un logement satisfaisant.

Cet appel est le résultat des travaux de la journée nationale organisée le dimanche 27 novembre au palais de l'Unesco, à Paris, avec la participation de plus de six cents délégués départementaux de la C.N.L. et représentants d'associations d'usagers, de syndicats et du Mouvement H.L.M.

Dans l'immédiat, la campagne organisée par la C.N.L. vise à obtenir le blocage des loyers et des mensualités d'accès, l'exonération de la T.V.A. pour les charges, la fin des saisies et expulsions pour cause d'immobilité et la participation des usagers à la gestion des immeubles. Les militants de la C.N.L. ont souligné que « les responsabilités gouvernementales sont totales dans la détérioration des conditions de logement » et affirmé que la réforme mise en place « est un leurre » et « traduit un désengagement politique et financier de l'Etat ».

LES SALONS FRANÇAIS EN DECEMBRE

Du 29 novembre au 3 décembre : Exposition de physique, porte de Versailles, de 9 h. 30 à 18 h. 30. Pas de nocturne. Réserve aux professionnels.

Du 29 novembre au 3 décembre : Salon international du laboratoire, porte de Versailles, de 9 h. 30 à 18 h. 30. Pas de nocturne. Réserve aux professionnels.

Jusqu'au 4 décembre : Salon international de la construction et des industries du second œuvre (Batimat), porte de Versailles, de 9 h. 30 à 18 h. 30. Nocturne le 2 jusqu'à 22 heures. Ouvert au public.

Du 6 au 10 décembre : Exposition des procédés et matériels de génie chimique, C.N.T., la Défense, de 9 h. 30 à 18 heures. Pas de nocturne. Ouvert au public.

SUISSE VILLARS-SUR-OLLON altitude 1.300 m A VENDRE

dans domaine privé avec environnement protégé APPARTEMENTS DE LUXE dans CHALET TYPIQUES de 5 à 10 appart. seulement VUE PANORAMIQUE Cretin 70 % sur 20 ans, intérêt 6 % Directement du constructeur IMMOBILIERE DE VILLARS SA Case postale 62 CH-1854 VILLARS-SUR-OLLON Tél. 25/31039 et 322 08.

(PUBLICITE)

Les offres d'emploi actuelles se situent principalement à l'étranger. Vous avez envie de partir. Des postes de techniciens sont disponibles dans les pays en voie de développement. Ils exigent des aptitudes particulières. Un cycle de perfectionnement de 5 mois organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon vous introduira dans ce domaine fermé des contrats d'industrialisation et des organismes internationaux. Cette action permet la prise en charge de la rémunération par l'Etat. Début du cycle : 1^{er} février 1978. Réunions d'information : — LYON ECULLY, 9 DECEMBRE A 11 H. ou CEPAG, 23, route de Dordilly, 69130 Ecullly. — PARIS 6 DECEMBRE A 15 H. ou Centre parisien de Management, 108, bd Malesherbes 75017 Paris. Renseignements : CEPAG, M. Charlier - Tél. (78) 33-52-12.

SOCIAL

Le C.N.P.F. reporte la troisième réunion sur la mensualisation

La C.F.D.T. demande l'intervention du ministre du travail

La troisième réunion, qui devait avoir lieu, mardi 29 novembre, après celles des 14 et 21 novembre, entre les syndicats et le C.N.P.F., sur la généralisation de la mensualisation des ouvriers, a été annulée, à la demande du patronat. Le C.N.P.F. indique que, à la suite des propositions des centrales ouvrières, il a dû consulter les fédérations patronales, et que cette consultation n'est pas terminée. Une nouvelle date doit être proposée.

Lundi 28 novembre, la C.F.D.T., de son côté, a annoncé qu'elle avait adressé au ministère du travail une lettre pour lui demander l'intervention du C.N.P.F. afin que de « véritables négociations puissent s'engager ». M. Albert Merle, secrétaire national, qui a annoncé le projet provisoire du C.N.P.F. pour en dénoncer les insuffisances, a déclaré que, en l'absence de positions nouvelles, la C.F.D.T. envisageait de rompre les discussions. Selon M. Merle, les avantages qui sont proposés aux ouvriers ne sont pas des « mesures minimales » figurant dans les « plus beaux accords professionnels » signés. La C.F.D.T. reproche au projet patronal d'être un « faux balai » qui créera une nouvelle catégorie d'ouvriers mensuels à côté de ceux qui le sont et des « vrais mensuels ». La C.F.D.T. rappelle les déclarations de M. Fontanet, ancien ministre du travail, et le fait que la mensualisation, signée en 1967 par les syndicats et le C.N.P.F., qui, tous, se prononcèrent pour l'extension aux ouvriers de toutes les garanties sociales énumérées dans le personnel mensuel.

LA L.C.R. DEMANDE QUE LES PARTIS DE GAUCHE SOIENT ASSOCIÉS A LA GREVE DU 1^{er} DECEMBRE

Le bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) déclare, au sujet de la grève du 1^{er} décembre organisée par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN :

« Alors que le P.C. et le P.S. s'accusent mutuellement de trahison à droite, les travailleurs doivent exiger que les partis qui se réclament du mouvement ouvrier soient partis prenante de la préparation du 1^{er} décembre et soient présents dans les manifestations. Pour en finir avec le régime Giscard-Barre, il faut un gouvernement du P.C. et du P.S. rompu avec la bourgeoisie et les institutions de la 4^e République et s'engageant à satisfaire toutes les revendications ouvrières. Le SMIC à 2 400 F, l'échelle mobile des salaires, les treize-cinq heures, le plein emploi pour tous et notamment pour les jeunes, les femmes et les travailleurs immigrés, l'application effective du principe « à travail égal salaire égal », les mêmes droits politiques et sociaux à la nationalisation sans distinction ni racisme de tous les secteurs-clés de l'économie, le contrôle ouvrier sur les conditions de travail et les licenciements, la nationalisation du programme nucléaire français.

Plus la grève du 1^{er} décembre sera massivement suivie, plus les travailleurs démontreront leur force, plus l'exigence d'unité ouvrière pour finir avec l'oligarchie se fera entendre ! »

● A Chazelles-sur-Lyon, les cent soixante-dix licenciés de la Société Industrielle de la chapellerie (S.I.C.), qui occupaient par roulement leur entreprise depuis le dépôt de bilan, intervenu le 28 octobre 1976, ont décidé de libérer provisoirement les locaux. Ils ne veulent pas que l'on puisse leur reprocher d'avoir contrarié d'une façon quelconque une reprise, si modeste soit-elle, de la fabrication chapelière.

En effet, dans le cadre du programme de développement industriel du canton de Chazelles, le comité d'expansion de la Loire a commencé à mettre en place quelques unités nouvelles et diversifiées qui devraient en principe être très prochainement opérationnelles. Une nouvelle entreprise, dont le capital social a été réuni, doit fonctionner au début de 1978 avec, au départ, quarante salariés environ. (Corresp.)

● L'UNAF demande une revalorisation du statut du médecin généraliste, qui devrait être placé au même niveau que le médecin spécialiste. L'UNAF se prononce aussi pour une meilleure information des assurés, la généralisation du tiers payant, l'attention particulière au développement des pharmacies mutualistes et des centres de santé.

CHOMAGE PARTIEL ET LICENCIEMENTS

Plusieurs coquilles ont malheureusement compliqué certains passages de l'article Jean-Jacques Dupeyron intitulé « Chômage partiel et licenciements », publié dans le Monde 29 novembre.

« La fin de la première colonne l'auteur précisait qu'une analyse du contrat de travail « conduisait rapidement à des résultats aberrants : priorités licenciées pour cause économique (et non les salariés) de tout à un préavis ». Quelques lignes plus loin, il était précisé : « Si le licenciement consécutif à un refus des nouvelles conditions de travail (...) l'indemnité compensatrice doit être calculée sur la base des salaires normaux (et non pas nationaux) ».

● La conférence sur les revenus agricoles, qui devait se tenir mardi 29 novembre, a été reportée au jeudi 1^{er} décembre, en raison de la maladie de M. Raymond Barre, premier ministre, de participer aux travaux de l'Assemblée nationale sur la démission des rapatriés.

TRANSPORT

LA C.G.T. DÉNONCE LES DISCRIMINATIONS DONT FONT L'OBJET LES NAVIRES FRANÇAIS SUR LES LIGNES DE LA MANCHE

An terme d'une réunion organisée par la Fédération nationale des syndicats maritimes (F.N.S.M.) à propos des difficultés du pavillon français sur la Manche (filiales par le transfert prochain de Léopold sous pavillon britannique), la Fédération et les marins C.G.T. concernés demandent que le gouvernement intervienne auprès des autorités anglaises afin que cessent les discriminations dont est l'objet le pavillon français sur les lignes de la Manche.

Après des autorités anglaises, le C.E.E. pour que soit appliqué l'article 117 du traité de Rome prévoyant l'harmonisation des règlements des taxes des Neuf et des progrès. Cette harmonisation devrait atténuer la concurrence et le handicap du pavillon français, particulièrement en matière de charges sociales.

Il convient aussi, selon la Fédération C.G.T., que des dispositions soient prises pour créer une « unité de compte » servant à déterminer les tarifs de passage et de fret, afin de réduire les disparités entre les monnaies.

DIAMANTS — SAPHIRS — ÉMERAUDES — RUBIS

GODECHOT & PAULIET

Diamantaires

Depuis 1829

ACHAT — VENTE — EXPERTISE — OCCASIONS

86, avenue Raymond-Poincaré - PARIS 16^e
Métro V-Hugo Parking Foch 727.34.90


Tous les jours de 9 h 30 à 12 h - de 14 h à 19 h

MEILLEUR EMPLACEMENT DU SENTIER

A LOUER BAIL PRÉCAIRE

BOUTIQUE + premier étage + sous-sol
80 m² x 3 = 240 m². — Tél. : 508-01-54

Reservé : 225.99.06+



PARIS-LONDRES

BOEING 747 SP : Mercredi - Dimanche 11 h 00
BOEING 747 : Vendredi 11 h 00
BOEING 707 : Lundi 11 h 00

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. MÈS
- LES GRILLES DU TEMPS : un entretien avec Henri Leborit (11).
- « Les faibles et les forts », par Alfred Grosser.
- 3 à 5. ÉTRANGER
- Les divisions du monde arabe et les répercussions de la reconquête de Jérusalem.
6. AMÉRIQUES
- ASIE
- 6-7. EUROPE
- GRÈCE : M. Caranfilis conserve sa « vieille garde » dans son nouveau gouvernement.
- L'ALIE : les Andrianiotis, Sakharov à Rome.
8. L'ÉVÉNEMENT
- Le conflit du Sahara occidental.
9. AFRIQUE
- 10 à 13. POLITIQUE
- 14 à 18. SOCIÉTÉ
- Le chef de l'Etat a ouvert la collation sur la « pluralité des chances ».
- Les enfants dans la ville.
19. RELIGION
- La dix-huitième collation des intellectuels juifs de langue française.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- Pages 19 et 20
- L'étude du système solaire : Les anneaux d'Uranus ; Neptune et la gloire de Le Verrier.

21. L'ACTUALITÉ MÉDICALE
22. JUSTICE
- A Dragage, la suspension du substitut occit les difficultés du tribunal.
- 23 à 25. CULTURE
- EXPOSITIONS : vingt jeunes artistes à l'ARC.
- MUSIQUE : ouverture du cycle Xenakis.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (26)
- Annouciations (26 à 35) ;
- Aujourd'hui (37) ;
- « Journal officiel » (37) ;
- Météo (37) ;
- Météo (37) ;
- Bourse (41).

26. INSTITUT
26. PRESSE
- M. Robert Hersant directeur politique du Figaro.
27. LES PRIX LITTÉRAIRES
27. SPORTS
- 28 à 40. ÉCONOMIE - RÉGIONS
- POITOU-CHARENTES : Jonzac invite les industriels.

Le numéro du « Monde » daté 29 novembre 1977 a été tiré à 589 977 exemplaires.

L'INDEMNISATION DES RAPATRIÉS

Le gouvernement n'ira pas au-delà des quarante milliards prévus déclare M. Dominati

Interrogé sur le projet de loi d'indemnisation des rapatriés qui devait être examiné mardi après-midi 29 novembre par l'Assemblée nationale, M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a réaffirmé, mardi matin au micro de R.T.L., que le gouvernement s'opposera aux amendements visant à augmenter la charge budgétaire qu'il a prévue. Il a notamment déclaré : « Si l'on retenait les différentes propositions faites par les groupes parlementaires, et qui recouperaient celles des présidents d'associations, nous aboutirions à 100 milliards de francs. »

Rappelant que le projet prévoit de porter à 40 milliards la contribution de la nation en faveur des rapatriés, M. Dominati a ajouté : « Croyez-vous vraiment qu'un gouvernement, quel qu'il soit, puisse proposer au pays, dans la conjoncture économique actuelle, un effort de 140 milliards de francs, même s'il est étalé sur quinze ans ? (...) Le gouverne-

ment acceptera certains amendements, mais n'ira pas au-delà de l'enveloppe de 40 milliards prévue. »

Une soixantaine d'amendements ont été déposés.

Contestations

Au nom du mouvement du R.E.C.O.U.R.S., MM. Parry et Rosseau nous ont indiqué qu'ils contestent les chiffres avancés par le secrétaire d'Etat. Ils nous ont déclaré, mardi matin : « Ce que dit M. Dominati est absolument faux. En tout état de cause, les amendements que nous soumettons et qui rendraient la loi acceptable concernant l'indemnisation des rapatriés, la sécurité des rapatriés réintégré et la répartition de certains bénéfices d'évaluation des biens perdus, ne correspondent pas à 100 milliards mis en avant par le secrétaire d'Etat. Ils sont, au contraire, de dresser l'opinion publique contre les représentants de nos associations. »

Le P.S. : à peine 0,45 % du budget

Réagissant lui aussi aux propos de M. Dominati, M. Rits, rapporteur spécial du P.S., a noté mardi matin 29 novembre que « pour se justifier et tenter d'opposer les rapatriés aux autres catégories de Français, le gouvernement affirme qu'une contribution de l'ordre de 1 800 millions par an servira à la limite du supportable pour l'économie nationale, alors qu'elle représente 0,45 % à peine du budget, c'est-à-dire moins que la marge

d'erreur prévisionnelle, et que, identique en proportion à ce qui avait été fait par Georges Pompidou en 1969, elle ne constitue qu'un simple rattrapage de la part faite aux rapatriés dans le budget national. » M. Rits estime que « la solution ne pourra être trouvée (...) que dans le cadre d'une économie qui aura pour but la lutte contre les injustices et non la recherche essentielle du profit. »

En République Sud-Africaine

Le parti national de M. Vorster est en voie de remporter les élections du 30 novembre

De notre correspondante

Johannesburg. — « C'est-ce que tu penses des élections ? » La question semble surprendre Spho, il hésite, puis son visage s'éclaire d'un immense sourire complice. Spho est Noir. Les élections législatives organisées le 30 novembre en Afrique du Sud ne le concernent pas. Il n'a pas le droit de voter en ce qui concerne les affaires nationales et de vie dans les zones dites blanches. En outre, il n'a pas besoin de boules de cristal pour dire que le parti national au pouvoir depuis 1948 obtiendra une fois encore une très confortable majorité au Parlement. Actuellement il détient 116 sièges contre 23 pour le New Republic Party (N.R.P.), opposition officielle, 18 pour le Progressive Federal Party (P.F.P.) (formé récemment par le rassemblement de l'ex-Progressive Reform Party, soutenu par M. Harry Oppenheimer et des dissidents de l'ex-United Party), et 6 sièges pour le South African Party (S.A.P.) né d'une scission de la droite de l'ancien United Party.

Chacun s'accorde à dire que le parti de M. John Vorster gagnera au

minimum 111 sièges supplémentaires mercredi. La seule bataille devra être livrée entre les deux partis d'opposition, le N.R.P. et le P.F.P. Les deux deviendront opposition officielle ?

Le N.R.P., créé en juin dernier d'une union entre le mini-Democratic Party et l'United Party, souffre d'une crise d'identité et se livre depuis de longs mois à une vaine hésitation qui l'amène successivement à flirter avec les nationalistes, puis avec le P.F.P. de M. Colin Eglin.

Celui-ci a eu moins le mérite d'une politique claire. Soutenu par la grande bourgeoisie, le monde financier et industriel, essentiellement anglophone, il jouit d'une image progressiste, voire parfois extrémiste dans l'éventail politique très particulier de l'Afrique du Sud blanche. Le P.F.P. se prononce pour une Constitution fédérale. Il se dit pour l'intégration mais ne tient pas à brusquer son électorat. Autrement dit, s'il accepte des écoles mixtes (pour ne donner que cet exemple), il n'interdit pas, qu'à côté, il y ait des écoles exclusivement réservées aux Blancs ou aux Noirs.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

LATREILLE
SON RAYON
GRAND TAILLEUR
Coupe « CRÉATION », 3 essayages
Costumes et pardessus
de 1950 à 2 500 F
62 r. St-André-des-Arts, 6°
Parking attenant à nos magasins

COLIS FAMILIAUX
HUILE D'OLIVE
VIERGE EXTRA - OLIVOLI
Produit nat. de l'olive française
Garantie authenticité
PREMIERE PRESION A FROID
et clarifiée par simple
décantation et filtration
Franco port à partir de 5 kg.
Demi. douz. gr. 5 à 6 F
516 PROVENCAL OLEICOLE
100% SALON DE FRANCE

POUR ELLE... POUR LUI... POUR ELLE
nouveau et
coloris d'automne
BLAZERS
100% Woolmark 235 F 270 F
les plus beaux
Pantalons 119 F
PARDessus 280 F - 450 F etc.
COUPE QUALITÉ
INIMITABLES

La grève du 1^{er} décembre

Les syndicats prévoient une réduction de 30 % de la production d'électricité

Les consignes de grève de vingt-quatre heures, le jeudi 1^{er} décembre, lancées par le C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N., ont été confirmées dans la quasi totalité des secteurs public, nationalisé et privé.

Pour les usagers, outre les coupures de courant, les perturbations devraient surtout être sensibles dans les transports publics, le courrier, les télécommunications, les établissements scolaires, la presse et la radio-télévision.

Les prévisions peuvent toutefois être modifiées selon la rigueur avec laquelle les électriciens C.G.T. et C.F.D.T. appliqueront leurs décisions initiales. La grève, disent les syndicalistes, est dirigée contre le patron et le gouvernement et non contre le public. Compte tenu de la vague de froid, les piquets de grève pratiquant les déstages en s'efforçant de mettre le courant disponible à la disposition des petits consommateurs. Toutefois, si l'industrie ne réduisait pas spontanément sa demande les déstages ne pourraient être évités.

On prévoit une réduction de la production d'électricité de 30 % de l'ordre de 30 % de 8 à 11 heures et de 14 à 15 heures entraînant des coupures qui pourraient varier d'un secteur de distribution à l'autre. La grève se prolongera, du 2 au 8 décembre, par des coupures de 9 h à 10 heures, organisées successivement dans chaque région.

Voici les prévisions pour les autres secteurs :

TRANSPORTS

A l'air France, la grève du 1^{er} décembre se traduira par des perturbations.

A Djibouti

UN INSTITUTEUR FRANÇAIS EST TUÉ PRÈS DE LA FRONTIÈRE ÉTHIOPIENNE

Djibouti (A.F.P.). — Un instituteur français a été tué et son épouse blessée mardi 28 novembre à Gélaf, à la frontière entre la République de Djibouti et l'Éthiopie, après avoir été pris en otages par un groupe d'incrimés.

L'incident a eu lieu dans la nuit du 28 au 29 novembre à Yobok, où le couple d'instituteurs était en poste. Dès que la nouvelle a été connue, la chasse a été donnée aux ravisseurs qui ont été rattrapés à proximité de la frontière éthiopienne.

BANQUES

La plupart des établissements bancaires couverts et serviront la clientèle, indique l'Association professionnelle des banques.

PRESSE

Le Syndicat du livre C.G.T. a lancé un ordre de grève de vingt-quatre heures qui devrait empêcher la parution de la majorité des quotidiens. Le refus de F.O. de s'associer au mouvement peut toutefois permettre la sortie de plusieurs titres en province.

Trois syndicats de journalistes (S.N.J. autonome, S.J.F.-C.F.D.T., S.N.J.-C.G.T.) participent à la journée d'action, avec des consignes de grève.

TELEVISION ET RADIO

Programme minimum.

ENSEIGNEMENT

« Les grèves annoncées pour le 1^{er} décembre, déclarent notamment l'organisation patronale, ne peuvent qu'accentuer les difficultés économiques et donc dégrader la situation de l'emploi. »

Le Syndicat national des lycées et collèges (S.N.A.L.C.) annonce qu'il ne participera pas à la grève du 1^{er} décembre. Le S.N.A.L.C. considère que « ce mouvement est lancé par des organisations qui sont d'accord avec le gouvernement pour favoriser une politique démocratique d'enseignement des recherches » et se refuse à « cautionner une grève qui, dans le contexte préfectoral actuel, ne peut que faire le jeu du mouvement actuel. »

800 machines à écrire en discount/Durier

200 électriques portables
TOUTES les marques, les meilleures, les plus durables, les moins chères : Olivetti, Olympia, Harnisch, Adler, Brother, Corona, Smith, Corona, et autres. (299 F TTC) ou non, tanks ou poids plume. 31 styles de caractères. Signes spéciaux.
Durier vend en discount et en direct sans représentant. Certaines machines sont surbattues d'autres supérieures à leur réputation. Durier vous dit la vérité sur toutes et rembourse dans dix jours sans motif, quantités limitées. 155, bd St-Germain, Calendriers électriques, matériel de bureau et de classement.

9^e SALON des ANTIQUAIRES
25 NOVEMBRE - 5 DECEMBRE 1977
pavillon spodex
PLACE DE LA BASTILLE
ts. les jrs. 10 h à 20 h
mardi et vendredi 10 h à 23 h

BMW:POZZI
CONCESSIONNAIRE OFFICIEL
10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris
essais des nouveaux modèles 78 754.91.64
754.91.65
IMPORTANTS ATELIERS SPÉCIALISÉS 755.62.29

“Je peux proposer 200 alliances diamants à moins de 5 000 f parce que c'est ma spécialité.”

MP Paris
8, place de la Madeleine
138, rue La Fayette
86, rue de Rivoli
GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

Le Directeur
hevin

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais
après acceptation du dossier et comptant 10%

E. LECLERC
VESTIMENTAIRE
19, boulevard MAGENTA-PARIS 17° Angle rue de Lancry
M. BONSERGENT ou REPUBLICA - PARKING GRATUIT et PARCMETRE • Ouvert de 9h30 à 12h30 et de 14h à 19h • Fermé dimanche et jours fériés

POUR ELLE... POUR LUI... POUR ELLE
nouveau et
coloris d'automne
BLAZERS
100% Woolmark 235 F 270 F
les plus beaux
Pantalons 119 F
PARDessus 280 F - 450 F etc.
COUPE QUALITÉ
INIMITABLES

VACHERON CONSTANTIN
chex
JACQUES TOUR
VOTRE AMI JOAILLIER
9 BD DES CAPUCINES
PLACE DE L'OPERA - 073.45.13

louez une voiture
7 jours et 300 km
pour 350 F TTC
* Prix d'une P5 ou FIAT 127 (autres modèles disponibles)
autorent 555.53.49
11, rue Cassini-Perier, Paris-7°

PARDessus CACHEMIRE
865 F - 3 coloris au choix
Avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE
dans un choix de 3.000 d'après
à partir de 761 F
Prêt-à-porter homme
Boutique Femme
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, PARIS (10°)

A B C D E F G

هكذا من الأصل

Ceresole

COSTUME
avec 2 pantalons
EURAL 515 F 530 F
5 coloris
et la fameuse mesure industrielle.
RAYON SPECIAL HOMMES
RAYON SPECIAL FEMMES